

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE



Programme des Nations-Unies
Pour le Développement - PNUD



Banque Africaine de
Développement-BAD



Banque Centrale de la République
de Guinée -BCRG

Impact de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola sur le système financier guinéen

Ahmed Tidiane DIALLO
Makan DOUMBOUYA
Abdou Diouf SOUMAH
Alhassane Mariame DIALLO
Ibrahima DIALLO
Ibrahima CAMARA
Jules SANDOUNO
Mamadi Mariame TRAORE

Mai 2016

Impact de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola sur le système financier guinéen

Ahmed Tidiane DIALLO
Makan DOUMBOUYA
Abdou Diouf SOUMAH
Alhassane Mariame DIALLO
Ibrahima DIALLO
Ibrahima CAMARA
Jules SANDOUNO
Mamadi Mariame TRAORE

Table des matières

Liste des tableaux	4
Liste des graphiques	5
Remerciements	7
Résumé	8
Introduction	12
1. Objectif	14
2. Contexte de l'économie avant Ebola	14
3. Revue de littérature	16
3.1 Cadre théorique de l'impact de l'épidémie de la maladie à virus Ebola sur le système financier	16
3.2 Quelques travaux de recherche sur l'impact de l'épidémie à virus Ebola en Guinée	17
4. Méthodologie	20
4.1. Méthode d'évaluation de l'impact de la MVE	20
4.2. Population cible	21
4.3. Base de sondage	21
4.4. Méthode d'échantillonnage	21
4.5. Taille et répartition de l'échantillon	22
5. Mesures de riposte contre l'épidémie	23
5.1. Mesures sanitaires	23
5.2. Mesures financières	24
6. Impact de l'épidémie à virus Ebola sur le secteur réel, les finances publiques et le secteur extérieur	25
6.1. Production	25
6.2. Investissements.....	27
6.3. Prix et emplois.....	30
6.4. Finances publiques	31
6.5. Balance des paiements.....	33
6.5.1. Balance commerciale	33
6.5.2. Investissements Directs Etrangers	35
7. Impact de l'épidémie sur le secteur financier	35
7.1. Evolution de la structure et de la composition des dépôts.....	35
7.2. Evolution des crédits	37
7.2.1. Créances sur l'Etat.....	38
7.2.2. Demande de crédits	39
7.2.3. Demande de crédits non satisfaite	40
7.2.4. Défauts de remboursement de crédits.....	41
7.2.5. Crédits restructurés.....	42
7.3. Qualité du portefeuille des banques primaires et institutions de microfinance	43

7.4. Evolution des avoirs extérieurs	45
7.5. Tendence des taux d'intérêt.....	47
7.6. Evolution de la liquidité bancaire.....	47
7.7. Evolution du produit net bancaire (PNB).....	49
7.8. Evolution de la solvabilité des banques.....	49
7.9. Tension sur le marché des changes	50
7.10. Situations des primes d'assurance	51
7.11. Situation des contrats d'assurances	53
7.12. Investissements des institutions financières	54
7.12.1. Investissements physiques.....	54
7.12.2. Formation des employés.....	55
7.13. Fonctionnement des Institutions Financières	55
7.13.1. Mission de contrôle	55
7.13.2. Réaménagement horaire, ouverture et fermeture d'agences.....	56
7.13.3. Coûts de la prévention.....	57
8. Implications de l'épidémie sur la conduite de la politique monétaire et de change.....	58
8.1. Impacts budgétaires.....	58
8.2. Implications sur la conduite de la politique monétaire et de la politique de change	59
9. Risques et mesures envisagées.....	60
9.1. Risques potentiels.....	60
9.2. Mesures envisagées	62
Conclusion et recommandations	63
Bibliographie.....	67
Annexes	68

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs impactés par la MVE	11
Tableau 2 : Situation globale des financements reçus des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la lutte contre la MVE	25
Tableau 3 : Projections du taux de croissance du PIB (en %).....	27
Tableau 4 : Grands projets d'investissements publics retardés ou arrêtés en 2014 à cause de l'épidémie.....	28
Tableau 5 : Répartitions des particuliers enquêtés n'ayant pas réalisé des projets prévus	29
Tableau 6 : Répartitions des particuliers enquêtés n'ayant pas réalisé des projets prévus entre avril et décembre 2014 en raison de l'épidémie selon le type de projets.....	29
Tableau 7 : Evolution des importations en provenance des pays voisins (en milliards de GNF)	34
Tableau 8 : Evolution des crédits bancaires demandés (en milliards de GNF).....	40
Tableau 9 : Crédits demandés mais non octroyés par les banques et les IMF en raison de l'épidémie (en milliards de GNF)	41
Tableau 10 : Crédits bancaires et des IMF non remboursés entre avril et décembre 2014 en raison de la crise liée à l'épidémie (en millions de GNF)	42
Tableau 11 : Crédits bancaires et des IMF restructurés entre avril et décembre 2014 en raison de la crise liée à l'épidémie (en millions de GNF).....	43
Tableau 12 : Evolution des crédits des IMF en souffrance (en milliards de GNF).....	45
Tableau 13 : Raisons citées par les entreprises pour justifier les difficultés d'acquisition de devises entre avril 2014 et décembre 2014	47
Tableau 14 : Evolution des taux d'intérêt bancaires en 2014.....	47
Tableau 15 : Evolution des taux d'intérêt bancaires de janvier à juin 2015	47
Tableau 16 : Evolution des primes émises par les compagnies d'assurances (en millions de GNF).....	52
Tableau 17 : Evolution des arriérés de primes (en millions de GNF).....	53
Tableau 18 : Nombre de caisses d'IMF non-ouvertes en 2014, en raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola	57
Tableau 19 : Nombre d'agences de compagnies d'assurances non ouvertes en 2014, en raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola.....	57

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel (en %)	31
Graphique 2 : Evolution des déficits budgétaires.....	33
Graphique 3 : Taux de croissance des exportations vers les pays voisins en 2014 (en %)	34
Graphique 4 : Evolution des dépôts bancaires	36
Graphique 5 : Evolution des créances nettes du système bancaire sur l'Etat (en milliards de GNF).....	39
Graphique 6 : Evolution des crédits sains du système bancaire guinéen	44
Graphique 7 : Evolution des créances compromises du système bancaire	44
Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets des banques primaires en fin de période (en millions de dollars US).....	45
Graphique 9 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BCRG et les réserves internationales	46
Graphique 10 : Evolution des coefficients de liquidité des banques.....	48
Graphique 11 : Evolution des réserves excédentaires des banques (en milliards de GNF)	49
Graphique 12 : Evolution des primes de change	51

Sigles et abréviations

ABN	Autorités du Bassin du Niger
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement de l'Afrique
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BDT	Bons Du Trésor
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BND	Budget National de Développement
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CBG	Compagnie de Bauxite de Guinée
CBK	Compagnie de Bauxite de Kindia
CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
CTE	Centres de Traitement Ebola
ELEP	Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté
ESETD	Enquête Spécifique sur l'Emploi et le Travail Décent
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
GAC	Guinea Alumina Corporation
GNF	Francs Guinéens
IARD	Incendie, Accidents et Risques Divers
IARDT	Incendies, Accidents, Risques Divers et Transports
IDE	Investissements Directs Etrangers
IMF	Institutions de Microfinance
MIC	Marché Interbancaire des Changes
MVE	Maladie à Virus Ebola
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PROGEBE	Projet de Gestion Durable du Bétail Endémique
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAG	Société Ashanti Anglogold de Guinée
SOTELGUI	Société de Télécommunication de Guinée
TVA	Taxes sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
USD	Dollar Américain

Remerciements

La présente étude a été réalisée par les cadres de la Direction des Etudes et de la Recherche (DER) sous la Coordination du Directeur Général des Etudes et des Statistiques, avec l'appui technique et financier du PNUD et de la BAD.

Des observations utiles ont été relevées par un Comité de lecture composé de Messieurs Diafarou BAH, Auditeur Général, Georges GBANAMOU, Directeur des Statistiques et de la Balance des Paiements, Boubacar BAH, Directeur de la Supervision des Assurances, Mohamed Lamine CONTE, Directeur de la Supervision Bancaire, Naby Moussa FOFANA, Directeur du Crédit et de la Politique Monétaire, Ismael DIOUBATE, Directeur des Changes, Mohamed CONTE, Assistant du Directeur des Etudes et de la Recherche, Madame Raguiata BAH, Directrice de la Formation et du Renforcement des Capacités, Dr Manga Fodé TOURE, Directeur Général de la BICIGUI et Dr. Facinet CONTE, Recteur de l'Université Mahatma GANDHI.

Des suggestions pertinentes par rapport aux indicateurs financiers ont été formulées par Messieurs Souleymane TALL, Assistant du Directeur de la Supervision Bancaire, Ibrahima Kanda DIALLO, Chef du Service de la Réglementation et de la Surveillance des IMF et Mamadou Souleymane CAMARA, Chef du Service de la Réglementation et de la Surveillance des Assurances.

La collecte des données a été assurée par une équipe d'enquêteurs sous la supervision des cadres de la DER en collaboration avec Messieurs Mamadou Ciré BALDE, Kouramoudou MAGASSOUBA, Ahmed Tidiane SOW, Aboubacar Sidiki NABE, Inspecteurs à la Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières.

La Banque Centrale exprime toute sa gratitude au PNUD, à la BAD et à toutes ces personnes ressources qui ont contribué à la réalisation de cette étude.

Résumé

La présente étude a pour objectif d'évaluer l'impact de la crise liée à l'épidémie à virus Ebola sur la mise en œuvre de la politique monétaire et de change, le portefeuille des banques, la santé financière des institutions de microfinance et des compagnies d'assurances

Les résultats indiquent que l'économie guinéenne a été fortement éprouvée par les effets de la maladie à virus Ebola, en dépit des mesures conjointes de riposte contre la maladie déployées par l'Etat et des partenaires techniques et financiers. Tous les secteurs sont affectés avec des ampleurs plus ou moins différentes. Les projections de croissance économique ont été fortement revues à la baisse, passant de 4,5% initialement à 1,1% pour l'année 2014.

Par rapport aux projections, les investissements publics se sont contractés en raison du report ou de la suspension de grands projets d'investissements publics dont le coût total représente 9,8% du PIB en 2014. Le taux de croissance des investissements privés a baissé de 6,3 points de pourcentage pour s'établir à 1,1%.

Les investissements directs étrangers ont reculé de 77% par rapport à 2013, reflétant l'ampleur de la panique causée par l'épidémie. Les prix aux producteurs ont chuté considérablement, en raison des difficultés dans l'écoulement de produits à l'extérieur suite à la fermeture des frontières.

Les perspectives d'emploi pour 2015 ont été freinées dans le secteur productif, notamment dans l'Hôtellerie, les BTP et les Mines.

Dans le secteur des finances publiques, la crise sanitaire a causé des pertes en recettes fiscales de l'ordre de 0,6% du PIB pour les trois derniers trimestres de 2014. De même, les dépenses ont augmenté de 15,1% par rapport à 2013 donnant lieu à un déficit budgétaire hors don estimé à 6,6%. Pour combler la baisse des recettes, l'Etat a augmenté ses engagements auprès du système bancaire de 11,7%. En particulier, par rapport à la BCRG, ces engagements ont progressé de 17,5%.

La présente étude a montré également qu'à cause de la fermeture des frontières, les exportations de la Guinée vers les pays limitrophes ont baissé de 40% par rapport à 2013 même si globalement, elles ont progressé de 8% en raison de l'augmentation des prix et des quantités des produits exportés.

Du point de vu sectoriel, le tertiaire est le plus affecté à cause de la fermeture de la plupart des frontières terrestres et aériennes. Le taux de croissance du secteur attendu à 3,7% est tombé à -1,1%. Ce résultat est imputable à la contreperformance du Commerce, du Tourisme, des Transports et de l'Hôtellerie. L'impact de l'épidémie sur le secteur primaire est estimé à une baisse de 2,1 points de pourcentage. Dans le secteur secondaire, c'est surtout le sous-secteur manufacturier qui est le plus touché avec un recul de 1,1%.

Dans le secteur financier, une véritable panique s'était emparée des opérateurs économiques et investisseurs étrangers. En effet, les résultats de l'enquête auprès des banques a montré que

les dépôts en GNF se sont accrus de 25,4% par rapport à fin décembre 2013, tandis que les dépôts en devises ont chuté de 16%, et le phénomène touche toutes les banques prises individuellement.

Même si les dépôts du secteur du commerce sont restés quasi stables par rapport à 2013, dans les mines, ils sont tombés de 145,6%, l'hôtellerie et la restauration de 84,4%, les transports de 64,4% et les BTP de 26,2%. Sur 15 banques en activité, 13 enregistrent une baisse de l'encours de leurs crédits au cours du 4^{ème} trimestre 2014. Les BTP sont les plus concernés par la baisse de ces crédits.

L'étude s'est également intéressée aux défauts de remboursement de crédits bancaires ainsi qu'aux crédits restructurés en lien avec l'épidémie. Les résultats montrent que près de GNF 259,6 milliards ne sont pas remboursés et 4,3% de l'encours des crédits sont restructurés par les banques.

Dans les Institutions de Micro-finance, les défauts de remboursement sont de l'ordre de GNF 6,9 milliards tandis que les crédits restructurés se chiffrent à GNF 2,6 milliards.

L'étude montre que les avoirs extérieurs des banques primaires ont chuté d'environ 88%, provoquant une pénurie de devises et donnant lieu à une pression sur le marché des changes. En revanche, grâce à l'aide extérieure pour financer le projet de riposte, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale ont augmenté sur la période de 9,4% de sorte que les réserves internationales nettes ont enregistré une hausse de 4,8%.

L'étude révèle que tout comme sur les prix à la consommation, l'épidémie n'a pas eu d'effet significatif sur les taux de base bancaire qui sont restés quasi stables sur les neuf derniers mois de l'année.

Par ailleurs, l'étude a mis en évidence la bonne résilience et la capacité d'adaptation des banques primaires face aux chocs, mais également la fragilité des compagnies d'assurance devant de telles situations. En effet, en dépit de la détérioration des coefficients de liquidité des banques d'environ 35 points de pourcentage et de l'accroissement de 27,8% des créances compromises, les produits nets bancaires (PNB) sont restés solides grâce à l'augmentation des crédits sains, et surtout du capital minimum. Globalement, le PNB consolidé s'est accru de 11,2% sur la période de sorte que la santé financière du système bancaire, et donc son niveau de solvabilité n'est pas sévèrement entamé par les effets de l'épidémie.

En revanche, le total des primes d'assurance a baissé de 12,7% sur les trois derniers trimestres de 2014 par rapport à la même période de 2013. Sur la même période, les arriérés de paiement dues à l'épidémie se sont accrus de 0,2%, soit GNF 53,1 milliards. De même, la valeur des contrats d'assurance résiliés ou reportés s'est chiffré à GNF 469 millions.

Quant aux Institutions de Micro-finance, malgré l'augmentation des crédits en souffrance, l'encours des crédits à jour a augmenté de 20,2% contribuant ainsi à améliorer leurs portefeuilles.

En tout état de cause, la situation du système financier aurait été meilleure en l'absence de l'épidémie à virus Ebola. En effet, l'étude a révélé que les prévisions d'investissements dans le secteur ont subi une forte contraction. Les investissements physiques non réalisés en raison de la crise sont estimés à GNF 43,6 milliards par la Banque Centrale, GNF 7 milliards pour les banques de dépôts et GNF 55,3 milliards pour les compagnies d'assurances.

Aussi, du point de vue fonctionnement, 47 missions de contrôles sont annulées dont, 4 pour la Banque Centrale, 31 pour les banques, 2 pour les assurances et 10 pour les Institutions de Micro-finance.

En sus des réaménagements horaires dans certaines agences de l'intérieur du pays, le système bancaire a débloqué environ GNF 7,7 milliards dans le cadre des actions sociales et de la prévention de la maladie. Les compagnies d'assurance et les Institutions de Micro-finance (avec des reports d'ouverture d'agences) ont, quant à elles, investi près de GNF 2 milliards dans le même cadre.

En ce qui concerne les implications de l'épidémie sur la conduite de la politique monétaire et de la politique de change, la présente étude montre qu'en dépit de la panique causée par la maladie, ses effets ont été plus limités dans le secteur monétaire et de change que dans le secteur réel. En effet, les effets du gonflement des dépôts sur les prix à la consommation ont été contenus par l'augmentation de l'offre de produits locaux provoquée par la baisse de la demande des pays voisins des produits guinéens. Cette action a été renforcée par l'attentisme des opérateurs économiques privés guinéens pour lesquels la demande de crédit bancaire est restée modeste en 2014.

De même, la baisse des avoirs extérieurs des banques a été largement compensée par les aides extérieures au Gouvernement dans le cadre du programme de lutte contre la maladie.

Toutefois, la persistance de la dégradation des finances publiques (baisse continue des recettes et augmentation des dépenses) en 2015, risquerait d'accroître le déficit budgétaire et impacter négativement sur l'objectif de stabilité des prix et l'objectif de niveau minimum de réserves internationales en mois d'importations.

Le risque réside particulièrement sur le mode de financement du déficit public que va choisir le Gouvernement. Tant que la Banque Centrale n'est pas mise à contribution, ce risque sera faible, sinon les acquis en matière de stabilité des prix pourraient être compromis. Si l'Etat se tourne uniquement vers le marché des Bons du Trésor, le risque résidera dans la possibilité d'éviction du secteur privé qui serait privé de ressources pour financer ses activités. De plus, les besoins accrus de trésorerie de l'Etat peuvent propulser les taux d'intérêt et affecter ainsi les autres prix.

De même, la faiblesse des recettes fiscales peut induire des tensions sur le budget en devises de l'Etat et impacter ainsi les réserves de change, la politique d'investissement de la Banque Centrale et le taux de change.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs impactés par la MVE

Indicateurs	Estimations
Estimation du taux de croissance du PIB de 2014 avant Ebola	4,5%
Estimation du taux de croissance du PIB de 2014 avec Ebola	1,1%
Variation des avoirs extérieurs des banques de dépôts entre fin mars et fin décembre 2014	-87,9%
Variation des avoirs extérieurs nets de la BCRG entre fin mars et fin décembre 2014	9,4%
Demande de crédits bancaires non satisfaite entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	6,6
Demande de crédits non satisfaite au niveau des institutions de microfinance entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	42,7
Défauts de remboursement de crédits au niveau des banques entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	259,6
Défauts de remboursement de crédits au niveau des institutions de microfinance entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	6,9
Volume de crédits restructurés au niveau des banques entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	235,8
Volume de crédits restructurés au niveau des institutions de microfinance entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	2,6
Variation des exportations vers les pays limitrophes entre fin mars et fin décembre 2014 par rapport à 2013	-40%
Variation des primes émises entre fin mars et fin décembre 2014	-12,7%
Evolution de l'inflation en glissement annuel entre fin mars et fin décembre 2014	-10%
Variation des réserves internationales brutes entre fin mars et fin décembre 2014	8,6%
Variation des réserves internationales nettes entre fin mars et fin décembre 2014	4,8%
Variation des arriérés des primes d'assurance dus à Ebola entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola	0,2%
Montant total des contrats d'assurance annulés en raison d'Ebola entre fin mars et fin décembre 2014 (en millions de GNF)	165
Coût total des projets d'investissement publics reportés ou retardés entre fin mars et fin décembre 2014 à cause de l'épidémie à virus Ebola (en milliards de GNF)	4518,3

Source : BCRG, Direction Nationale du Plan, Direction Nationale du Budget, enquête auprès des Institutions Financières

Introduction

La Guinée a fait face à une crise économique provoquée par la Maladie à Virus Ebola (MVE) à la fin du premier trimestre de l'année 2014. L'existence de cette maladie a été confirmée en Guinée le 21 mars, au Liberia et en Sierra Leone les 31 mars et 27 mai 2014 respectivement. Selon les statistiques officielles de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) du 02 décembre 2015, la maladie a déjà fait en Guinée environ 2 083 décès sur 3 351 cas confirmés. Le nombre de cas probables est estimé à 453. En dépit des déclarations de l'urgence sanitaire en août 2014 et de l'urgence sanitaire renforcée en mars 2015, assorties de diverses mesures destinées à restreindre la propagation de la maladie, l'épidémie a déjà touché 27 préfectures sur les 33 que compte le pays ainsi que les 5 communes de la capitale¹.

Avant le déclenchement de cette crise, les perspectives économiques de la Guinée étaient favorables à une croissance soutenue. Malgré la faible prévision de la croissance de l'économie mondiale, le taux de croissance attendu du PIB était estimé à 4,5% en 2014 et 6,3% en 2015. La tendance baissière des prix observée à partir d'octobre 2011 devrait se poursuivre pour atteindre une inflation à un chiffre en juin 2014 et les réserves de change de la BCRG de couvrir au moins 3 mois d'importations avec un objectif de stabilisation du taux de change. La détente monétaire prévue par la Banque Centrale, suite à cette baisse significative de l'inflation, devrait renforcer le volant de trésorerie des banques et raffermir davantage leur situation financière jugée bonne en 2013.

Il était attendu que la croissance des crédits au secteur privé s'accélére, notamment avec les projets miniers, d'infrastructures publiques et hôtelières. Il était prévu que le financement bancaire net du budget de l'Etat soit limité à l'utilisation des dépôts restant des recettes exceptionnelles de 2011 dans le Fonds Spécial pour l'Investissement (USD 125 millions de dollars).

Les investissements projetés dans le secteur minier devraient reprendre graduellement, sur la base de la reprise des activités du projet de minerai de fer de Simandou, d'un coût global d'environ USD 20 milliards, après la finalisation du cadre d'investissement et le démarrage de nouveaux investissements attendus dans la production de bauxite et d'alumine². Le maintien de la bonne performance des secteurs agricole et des BTP en 2013 était attendu en 2014, grâce aux nouveaux investissements publics.

C'est dans ce contexte que l'épidémie de la maladie à virus Ebola a créé une psychose généralisée dans tous les secteurs économiques, entraînant des dépenses publiques supplémentaires, la suspension des vols de la plupart des compagnies aériennes, le départ des expatriés, le report ou l'arrêt de certains projets d'investissements et la fermeture des frontières avec certains pays voisins.

¹ Stratégie de relance socio-économique post-Ebola 2015-2017, avril 2015.

² La conférence internationale des partenaires et investisseurs de la Guinée en novembre 2013 a abouti à des engagements de près de USD 7 milliards, dont USD 5 milliards d'investissements privés dans le secteur minier.

En plus des nombreuses pertes en vies humaines et des conséquences sociales, l'épidémie a entraîné une baisse de la production et des investissements, la hausse du déficit budgétaire, des pertes d'emplois et la chute des revenus des ménages. Pour assurer la prise en charge des malades et lutter contre la propagation de la maladie, le Gouvernement a dû effectuer des dépenses supplémentaires non prévues au budget de l'Etat. De nombreux programmes d'investissements publics et privés ont été reportés ou arrêtés. Au niveau du secteur productif, certaines entreprises ont suspendu leurs activités. Le secteur touristique a été fortement éprouvé, suite à la suspension des vols de certaines compagnies aériennes à destination et en provenance de Conakry. La fermeture des frontières et les contrôles médicaux systématiques ont limité les échanges commerciaux vers les pays de la sous-région.

Au niveau du système financier, les banques ont eu des difficultés pour s'approvisionner en devises étrangères, compromettant ainsi les efforts de la Banque Centrale dans la stabilisation du taux de change avec ses conséquences sur les prix à la consommation. En raison du ralentissement des activités, certains clients des banques et des Institutions de Microfinance ont eu des difficultés pour honorer leurs engagements vis-à-vis du système bancaire, ce qui a pour effet de dégrader la qualité du portefeuille des banques.

Le fonctionnement normal du marché des assurances a été perturbé par la crise, entraînant une baisse drastique du chiffre d'affaires des compagnies, une augmentation des impayés et des difficultés de recouvrement.

Toutes ces situations sont susceptibles d'affecter la mise en œuvre des politiques monétaire et de change et de compromettre les acquis en matière de stabilité macroéconomique. Une meilleure connaissance de l'impact de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola sur le système financier est alors nécessaire pour une bonne réaction de la Banque Centrale dans la formulation des politiques monétaire et de change, voire de la politique économique globale.

A ce jour, les statistiques et les études sur l'impact de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola sur le système financier guinéen demeurent insuffisantes. Les indicateurs disponibles sont principalement fournis par l'étude sur l'impact économique de l'épidémie à fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest de la Banque Mondiale, celle sur les incidences socio-économiques de la maladie à virus Ebola en Afrique par la CEA et l'étude d'impact économique de l'épidémie en Guinée réalisée par le Ministère de l'Economie et des Finances. Ce qui ne permet pas une analyse approfondie des effets de la maladie sur le secteur financier pour aider à la prise de décision.

C'est dans ce cadre que la Banque Centrale de la République de Guinée a réalisé la présente étude avec l'appui technique et financier conjoint du PNUD et de la BAD. Pour atteindre les objectifs fixés, le travail est organisé ainsi qu'il suit. Après la présentation des objectifs et du contexte économique dans lequel l'épidémie est apparue, les principales conclusions des études réalisées sur l'impact de la crise de la maladie, la méthodologie adoptée et les mesures de riposte prises par le Gouvernement et ses partenaires sont respectivement présentées dans les troisième, quatrième et cinquième parties. La sixième partie est consacrée aux à l'analyse des résultats de l'évaluation de l'impact de l'épidémie. Les implications de l'épidémie sur la conduite de la politique monétaire et de change constituent la septième partie. Les risques

potentiels en cas de persistance de la maladie et les mesures déjà envisagées par les autorités sont exposés dans la huitième partie. La dernière partie est consacrée à la conclusion et aux recommandations.

1. Objectif

L'objectif principal de la présente étude est d'évaluer l'impact de la fièvre à virus Ebola sur la mise en œuvre de la politique monétaire et de change, le portefeuille des banques, la santé financière des institutions de microfinance et des compagnies d'assurance.

Plus spécifiquement, cette étude vise à examiner l'ensemble des variables susceptibles d'influer la stabilité macroéconomique et celle du secteur financier national en raison de la présence de la maladie à virus Ebola. Il s'agit entre autres de :

- la situation des finances publiques ;
- l'évolution du marché monétaire ;
- l'évolution du marché des changes ;
- la qualité du portefeuille de crédit des banques ;
- l'évolution de la solvabilité des banques ;
- la situation des activités des institutions financières ;
- la capacité des institutions financières à continuer leurs activités ;
- la capacité du système financier à faciliter la réponse à la crise ;
- les actions mises en œuvre par les autorités en réponse à la crise ;
- l'implication de la crise sur la mise en œuvre des politiques monétaire et de change ;
- les perceptions des acteurs du système financier sur l'impact de la maladie sur les activités présentes et futures du système ;
- les perspectives des projets arrêtés en raison de l'épidémie à virus Ebola ;
- l'impact de l'épidémie sur les réformes qui avaient été engagées pour accueillir les IDE.

2. Contexte de l'économie avant Ebola

Avec le retour à l'ordre constitutionnel à fin 2010, l'économie guinéenne a entamé une nouvelle phase de croissance soutenue par la volonté de changement des nouvelles autorités. A cet égard, plusieurs réformes économiques et institutionnelles ont été adoptées et ont permis de stabiliser le cadre macroéconomique.

En effet, de 1,9% en 2010, le taux de croissance du PIB s'est situé à 3,9% en 2011 et 2012 avant de revenir à 2,3% en 2013. La contraction du taux de croissance au cours de cette dernière année s'explique par les mouvements sociopolitiques avant les élections législatives de 2013, d'une part et le ralentissement de l'activité minière, d'autre part.

Sur la même période, les investissements globaux en pourcentage du PIB se sont légèrement améliorés en passant de 17,1% en 2010 à 18,1% en 2013 après 20,6% en 2012. Contrairement aux investissements privés qui se sont accrus en moyenne de 4,5 points de pourcentage entre 2010 et 2013, les investissements publics sont passés de 6,7% en 2010 à 5,1% en 2013.

Aussi, les efforts fournis dans l'application des politiques budgétaire et monétaire ont permis l'allègement de la dette grâce à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2012. Ils ont également permis de réduire substantiellement le taux d'inflation qui est passé, en glissement annuel, de 20,8% en décembre 2010 à 10,5% en décembre 2013 avant de se stabiliser à 10% en mars 2014.

Concernant le taux de change, le franc guinéen s'est relativement stabilisé par rapport aux principales devises (le dollar et l'euro) entre 2011 et 2013. Les primes de change entre les marchés officiel et parallèle sont passées de 17,2% à 1,5% pour le dollar et de 14,5% à 0,4% pour l'euro sur la période.

Au plan monétaire, la masse monétaire a modérément progressé entre 2011 et 2013. En effet, elle s'est située à GNF 13 067,6 milliards à fin décembre 2013 contre GNF 11 325,7 milliards à fin 2011, soit une hausse de 15,4%. Sur la même période, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 9% tandis que les avoirs intérieurs ont augmenté de 33,8%. Cette hausse des avoirs intérieurs nets provient essentiellement de la croissance du crédit intérieur net qui est passé de GNF 7060,1 milliards à fin 2011 à GNF 10553,2 milliards à fin 2013, soit un accroissement de 49%.

Quant aux réformes institutionnelles, elles ont concerné principalement les secteurs de la sécurité, de l'administration publique et de la justice. S'appuyant sur cette base et dans le but d'améliorer le climat des affaires afin de promouvoir les investissements privés, le Gouvernement a organisé en novembre 2013 à Abu-Dhabi, une Conférence internationale des partenaires et investisseurs, qui a abouti à des engagements d'investissements de près de USD 7 milliards, dont USD 5 milliards d'investissements privés dans le secteur minier.

Par ailleurs, d'autres mesures prises par le Gouvernement ont concerné : (i) la lutte contre l'insécurité alimentaire à travers l'appui aux campagnes agricoles, la subvention des denrées de première nécessité ; (ii) l'amélioration des services sociaux de base telle que la prise en charge gratuite des accouchements.

La maladie à virus Ebola est apparue dans cet environnement plein d'espoir et a compromis l'essentiel des projections macroéconomiques.

3. Revue de littérature

3.1 Cadre théorique de l'impact de l'épidémie de la maladie à virus Ebola sur le système financier

L'épidémie de la maladie à virus Ebola peut avoir des effets en chaîne sur tous les secteurs économiques susceptibles d'affecter directement ou indirectement le système financier. Cette analyse présente quelques canaux de transmission de ces effets.

Canal du secteur réel

L'existence de l'épidémie en Guinée a provoqué une psychose généralisée, notamment au niveau des populations, des entreprises et des touristes. Cette situation peut entraîner le départ de plusieurs travailleurs expatriés, la suspension des vols à destination de Conakry, la baisse du nombre de touristes et l'absentéisme au travail, par crainte de contracter la maladie. Dans ce contexte, la consommation est susceptible de diminuer, ce qui peut amener les entreprises à réduire les heures de travail et les investissements, à licencier et à mettre en congés techniques du personnel pour réduire les activités. Il en résulte un ralentissement des activités économiques. Ce ralentissement entraîne une baisse des revenus des ménages et des entreprises. A cet égard, on s'attend à une diminution de l'épargne.

Par ailleurs, la perte d'emplois et de revenus provoquée par la crise sanitaire peut être à l'origine des défauts de remboursements des crédits du système financier, ce qui dégrade la qualité du portefeuille des institutions financières. Elle peut également provoquer l'annulation, la suspension et le report des contrats d'assurance, ce qui affecte le chiffre d'affaires des compagnies d'assurances.

Canal des finances publiques

Le départ des travailleurs expatriés, la baisse du nombre de touristes, la fermeture des frontières et le ralentissement des activités, consécutifs à la crise sanitaire, peuvent avoir des répercussions sur les finances publiques et affecter le système financier. En effet, les recettes publiques provenant des impôts sur le revenu des travailleurs et des sociétés et des douanes peuvent être plus faibles que prévues, contribuant ainsi à créer un déséquilibre budgétaire. Par ailleurs, les efforts de riposte contre la maladie peuvent générer des dépenses supplémentaires. Dans un contexte marqué par une faible mobilisation des recettes, l'Etat peut être amené à s'endetter davantage, à accumuler des arriérés de paiement et à réduire ses dépenses d'investissements et courantes.

L'Etat peut ainsi émettre des titres publics (Bons du Trésor, emprunts obligataires, etc.) ou recourir aux avances de la Banque Centrale. L'émission des titres publics est susceptible de provoquer l'éviction du secteur privé, en raison de son effet sur le taux d'intérêt et le rationnement des crédits. Elle peut également affecter la mise en œuvre de la politique monétaire et de change par la Banque Centrale. En effet, avec un faible niveau de recettes publiques, l'Etat peut se trouver dans l'impossibilité d'honorer ses engagements envers le système financier. Cette situation conduit à recourir au financement monétaire susceptible d'induire des pressions inflationnistes entraînant une instabilité macroéconomique.

Par ailleurs, l'accumulation des arriérés peut provoquer une perte de crédibilité de l'Etat auprès de ses créanciers. Cette situation peut dégrader la qualité de la signature du pays et rendre difficile la mobilisation des ressources sur le marché financier international. Ce faisant, l'exécution des travaux de réalisation des infrastructures de base se trouve être affectée.

Canal du secteur extérieur

La crise sanitaire liée à l'épidémie de la maladie à virus Ebola peut amener les investisseurs étrangers à reporter ou à retarder leurs programmes d'investissements. Ce qui peut provoquer une baisse des investissements directs étrangers et le ralentissement des activités, notamment dans le secteur minier. Le ralentissement des activités minières peut, à son tour, entraîner une diminution des exportations minières et de réduire ainsi les recettes d'exportations. Cette situation, combinée à la suspension des vols et à la fermeture des frontières terrestre et maritime, peut accentuer la baisse des recettes d'exportations.

En raison de la baisse des IDE et des recettes d'exportations, la Banque Centrale aura des difficultés pour reconstituer les réserves de change de la Nation, ce qui limite la capacité de l'Etat à honorer ses engagements extérieurs, à assurer le financement des biens d'équipements et limite les interventions de la Banque Centrale sur le marché interbancaire des changes. Les banques de dépôts éprouveront aussi des difficultés pour collecter des dépôts en devises et apporter leurs concours à leur clientèle dans les opérations d'importations.

Ces différentes situations tendent à exercer une pression sur le taux de change qui, à son tour, va contribuer à relancer les tensions inflationnistes.

En outre, la diminution des IDE est susceptible d'entraîner l'annulation et le report des contrats d'assurance. Avec cette situation, les compagnies d'assurances auront des difficultés de gestion.

3.2 Quelques travaux de recherche sur l'impact de l'épidémie à virus Ebola en Guinée

Depuis l'apparition de la MVE en Guinée, plusieurs études ont été réalisées pour évaluer les impacts sectoriels de l'épidémie. Les principaux résultats de ces études se présentent comme suit.

En septembre 2014, la Banque Mondiale a mené une étude sur l'impact économique à court et moyen termes de l'épidémie à virus Ebola en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone ; en octobre 2014, elle a actualisé cette étude. Selon les résultats de ces travaux, l'impact de court terme de l'épidémie sur la production en Guinée est une baisse de 2,1 points de pourcentage du PIB par rapport à la projection initiale. L'impact budgétaire est estimé à un manque à gagner de USD 120 millions, soit 1,8% du PIB. L'étude conclut que l'impact à moyen terme (en 2015) de l'épidémie sur la production en Guinée serait marginal si la maladie est maîtrisée mais entraînerait une perte de 2,3 points de pourcentage du PIB si l'épidémie continue de sévir.

Comme limite, les estimations de cette étude comportent des incertitudes du fait des difficultés associées aux prévisions économiques, de l'insuffisance de certaines données ainsi que les difficultés à cerner la trajectoire future de la maladie.

En novembre 2014, le Ministère de l'Economie et des Finances, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a réalisé une étude d'impact économique de l'épidémie en Guinée.

Cette étude conclut que le chiffre d'affaires du secteur du tourisme et de l'hôtellerie a baissé de 25,3% entre janvier et août 2014³ à cause de la crise sanitaire. Elle indique également que le nombre de passagers débarqués à l'aéroport de Conakry sur la période allant de janvier à septembre 2014 s'est contracté de 5,2% en glissement annuel. En août 2014, cinq (5) compagnies aériennes sur neuf (9) desservant Conakry, ont arrêté leurs activités, en raison de la flambée de l'épidémie. En glissement annuel, les mouvements d'avions à l'aéroport de Conakry ont baissé de 6,8% entre janvier et septembre 2013. Au cours de la même période, le nombre de passagers débarqués à l'aéroport de Conakry a connu une baisse de 5,2%. Le secteur du commerce a été fortement touché par la MVE car, environ 83% des entreprises commerciales enquêtées évoquent une baisse de leur niveau d'activités de 10% à 20% en août par rapport à la période précédant l'épidémie.

La limite de cette étude est qu'elle n'examine pas en profondeur l'impact de l'épidémie sur le secteur financier.

En novembre 2014, le Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les services du Ministère de l'Agriculture ont évalué l'impact de la MVE sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages dans les zones affectées et non affectées. Leur évaluation s'est appuyée sur des données d'enquête effectuée dans 17 préfectures touchées par l'épidémie et la ville de Conakry. Selon les résultats de l'enquête, 91% des localités affectées ont connu des déplacements de populations liées à l'épidémie. Dans les communautés non affectées, 47% ont enregistré des déplacements dont 62% sont liés à la MVE. Cette situation a eu pour conséquence immédiate la baisse de la production agricole. En effet, dans les régions les plus affectées par l'épidémie, 61% des communautés enquêtées ont affirmé s'attendre à une mauvaise récolte. Même dans les zones les moins affectées, seulement 29% prévoient une bonne récolte par rapport à l'année passée.

A cause des entraves à la libre circulation des produits agricoles et du volume de stock insuffisant pour satisfaire la demande, la structure des prix a connu un changement à la hausse notamment en région forestière la plus touchée par la MVE.

Selon 90% des communautés vivant dans les zones affectées, la consommation des ménages et leurs moyens de subsistance se sont détériorés, à cause des perturbations de la campagne agricole et des mesures de contrôle mises en place pour contenir l'expansion de la maladie.

La principale limite de cette évaluation est qu'elle est une enquête d'opinion et ne quantifie pas l'impact de l'épidémie sur les principaux indicateurs examinés.

³ Cette baisse est constatée sur un ensemble de 91% des entreprises qui ont répondu au questionnaire.

En décembre 2014, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a réalisé une étude sur les « incidences socio-économiques de la maladie à virus Ebola en Afrique » dans les trois pays les plus affectés par la maladie. Cette étude a révélé que les finances publiques des trois pays les plus touchés se sont dégradées à cause de la baisse des recettes et de l'augmentation des dépenses publiques notamment dans le secteur de la santé. La MVE a contribué substantiellement à l'élargissement des déficits budgétaires. A cause de cette situation, les dépenses d'investissements en capital physique et humain ont été orientées vers les dépenses de santé et autres dépenses sociales. Les investissements privés étrangers et nationaux ont également diminué à court terme, en raison de l'inquiétude provoquée par la maladie.

L'offre de travail et la productivité ont baissé en raison du départ de certains expatriés et la mort de certains travailleurs particulièrement dans les secteurs agricole et sanitaire. Ce qui a réduit la quantité et la qualité potentielles des biens et services produits en particulier la prestation des services publics.

Concernant l'inflation, l'étude indique que l'expansion de la MVE a accru les pressions inflationnistes, affaiblissant la compétitivité des entreprises et des commerçants et provoquant ainsi une baisse du pouvoir d'achat des ménages. De même, les avoirs extérieurs ont nettement diminué et les devises locales se sont dépréciées alors que le commerce extérieur s'est étioilé et que la demande de dollars a augmenté. Les réserves monétaires des pays ont également été touchées.

Cette étude reste toutefois limitée du fait qu'elle est plus théorique et ne quantifie presque pas les effets de l'épidémie sur l'économie. De plus, l'analyse de l'impact de l'épidémie sur le système financier n'est pas approfondie.

4. Méthodologie

Cette section présente les différentes approches méthodologiques utilisées dans cette étude, à savoir la méthode d'évaluation de l'impact de l'épidémie, la population cible et la base de sondage choisie, la méthode d'échantillonnage adoptée, la taille et la répartition de l'échantillon.

4.1. Méthode d'évaluation de l'impact de la MVE

L'impact a été évalué à travers le calcul et l'analyse des principaux indicateurs macroéconomiques et particulièrement financiers, affectés par la MVE. Des écarts ont été mesurés sur ces indicateurs entre les situations sans et avec la maladie.

Dans la littérature, plusieurs méthodes d'études d'impacts existent. Les principales sont :

- la méthode d'évaluation avant et après qui consiste à comparer la situation des indicateurs après l'apparition du phénomène à celle observée avant la présence du phénomène ;
- la méthode de zone témoin qui permet de comparer les niveaux des indicateurs dans la zone ayant enregistré le phénomène et dans une zone n'ayant pas enregistré le phénomène.

La présente étude utilise la méthode d'évaluation avant et après qui suppose que la différence du niveau des indicateurs d'impact avant et après la date de référence est imputable à l'apparition du phénomène, toute chose égale par ailleurs. Le choix de cette méthode s'explique par le fait que la plupart des préfectures du pays sont touchées par l'épidémie et la non disponibilité des indicateurs par zone (préfecture). Pour les indicateurs infra annuels, la date de référence est fin mars 2014, étant donné que l'épidémie a été déclarée officiellement en Guinée le 21 mars 2014. La période de référence pour les données produites annuellement est 2013. L'étude a également comme référence les prévisions initiales élaborées avant l'apparition de la maladie.

La démarche adoptée est participative avec l'implication effective des acteurs concernés par l'évaluation (banques, IMF, compagnies d'assurances, départements ministériels, entreprises etc.). Pour évaluer l'évolution des indicateurs attribuables à la crise, il est procédé à une revue documentaire, à une enquête d'impact et à une série d'entretiens auprès des acteurs.

Deux approches complémentaires de collecte des données sont utilisées, à savoir une approche quantitative basée sur des questionnaires individuels et une approche qualitative par entretien de groupe (focus groupe).

Pour mesurer l'impact de l'épidémie par les indicateurs quantitatifs, un questionnaire est élaboré pour chaque catégorie de population cible. Il comporte principalement des informations sur les estimations de tendance imputables à la crise, les mesures spéciales prises, le coût de ces mesures ainsi que les perspectives.

Sur la base d'une série de questions structurées et ouvertes, des focus groupes sont organisés pour avoir une meilleure compréhension de l'impact de l'épidémie et recueillir les opinions et les perceptions des principales cibles de l'étude.

4.2. Population cible

La population cible de cette étude est constituée de la Banque Centrale de la République de Guinée, des banques de dépôts, des institutions de microfinance, des compagnies d'assurance, des bureaux de change, des entreprises, des Directions Nationales du Budget, des Impôts, du Plan, de l'Énergie, de l'Agriculture, de l'Hydraulique, des Infrastructures, du Génie Rural, des Investissements Publics et des Pistes Rurales, des Directions Générales des Douanes, des Projets Miniers, du Fonds d'Entretien Routier, de l'Agence de Promotion des Investissements Privés, de l'Administration et du Contrôle des Grands Projets et des Marchés Publics, de l'Observatoire National du Tourisme, de l'Institut National de la Statistique, des représentations en Guinée du FMI, de la Banque Mondiale, du PNUD et de l'Agence Française de Développement et des personnes âgées au moins de 15 ans détenant un compte bancaire et résidant à Conakry.

4.3. Base de sondage

La Banque Centrale dispose de la liste des banques de dépôts, des institutions de microfinance, des compagnies d'assurances et des bureaux de change en activité. Elle dispose également d'une liste de 806 Grandes Entreprises assujetties à la TVA. Cette liste est produite par la Direction Nationale des Impôts et contient des informations sur la raison sociale, l'activité, le chiffre d'affaires, le mois et l'année de déclaration du chiffre d'affaires de ces entreprises. Ce sont ces listes, actualisées à partir de la base de sondage de l'enquête de conjoncture de la Banque Centrale, qui sont utilisées comme base de sondage de la présente étude. Certaines données provenant du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2014), de l'Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP-2012) et de l'Enquête Spécifique sur l'Emploi et le Travail Décent (ESETD-2012) sont également utilisées pour déterminer les paramètres de l'échantillon des particuliers.

4.4. Méthode d'échantillonnage

Trois techniques d'échantillonnage, tenant compte des différentes cibles, sont utilisées dans le cadre de cette étude.

Un recensement est réalisé au niveau des banques de dépôts, des IMF et des compagnies d'assurances en activité, du fait qu'elles ne sont pas très nombreuses et constituent les principales cibles.

Des entretiens sont organisés avec le bureau de l'association des bureaux de change et certains responsables de Départements de la Banque Centrale.

L'échantillonnage de type empirique est utilisé au niveau des entreprises et des particuliers ayant un compte bancaire. L'échantillon des entreprises est à choix raisonné. Les entreprises sont réparties selon cinq (5) secteurs d'activités principales, à savoir le commerce, les BTP, les mines, les services et la production autre que les BTP et les mines. L'échantillon est tiré indépendamment dans chaque secteur d'activités selon le chiffre d'affaires. Au niveau de chaque secteur d'activités, l'échantillon est constitué des 20 plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires réalisé en 2013. Dans les secteurs d'activités dont le nombre d'entreprises identifiées n'atteint pas 20, il est constitué de toutes les entreprises figurant sur la liste.

L'échantillon des particuliers est constitué selon la méthode des quotas. Les variables ayant servi à la constitution des quotas sont la commune urbaine, le sexe et le groupe d'âge.

4.5. Taille et répartition de l'échantillon

L'échantillon des institutions du système financier est constitué de 15 banques, 15 IMF et 9 compagnies d'assurances en activité.

La prise en compte des chiffres d'affaires et du nombre de grandes entreprises par secteur d'activités donne 98 entreprises à enquêter.

La taille de l'échantillon des particuliers est déterminée selon la formule suivante :

$$n = \frac{z^2 r(1-r)fk}{p\check{n}e^2} \quad (1)$$

où n représente la taille de l'échantillon (nombre d'individus à sélectionner), z la statistique qui définit le niveau de confiance, r est une estimation de l'un des indicateurs clés à mesurer lors de l'enquête, f l'effet imputable à la conception de l'échantillon (deff), k le multiplicateur visant à tenir compte du taux prévu de non réponse, p est la proportion de la population totale représentée par la population cible sur laquelle est fondée le paramètre r , \check{n} la taille moyenne (nombre de personnes par ménage), e la marge d'erreur à ne pas dépasser.

Pour un degré de confiance de 95%, la statistique z est égale à 1,96. La valeur de l'effet imputable à la conception de l'échantillon (f) est supposée être égale à 2 (valeur par défaut). Le taux de non réponse attendu est de 10%. Par conséquent, la valeur retenue pour k est de 1,1. Le paramètre p est calculé sur la base des résultats du rapport de l'ESETD réalisée en 2012 par l'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi. Il représente la proportion de la population active à Conakry estimée à 35,9%. La taille moyenne des ménages (\check{n}) à Conakry est estimée à 6,6 par l'ELEP-2012. Pour la marge d'erreur, il est retenu un niveau de précision de 15%, ce qui fait que $e = 0,15r$.

La prise en compte de ces différents paramètres donne 877 individus à enquêter. Ce nombre est arrondi à 884 en vue de faciliter l'organisation de la collecte des données sur le terrain.

5. Mesures de riposte contre l'épidémie

Pour stopper l'expansion de l'épidémie à virus Ebola, plusieurs mesures sanitaires et financières ont été prises par le Gouvernement guinéen avec l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

5.1. Mesures sanitaires

Les premières mesures sanitaires prises par le Gouvernement ont concerné la déclaration de l'urgence sanitaire en août 2014. Elles ont conduit à la fermeture de 915 marchés forains à travers tout le pays et à l'interdiction de la consommation de la viande de brousse. Ces mesures ont été suivies en septembre 2014 de la création d'une Coordination Nationale de lutte contre la maladie à virus Ebola (MVE).

Pour renforcer la riposte et pallier le manque de personnel soignant amplifié par le décès de 102 agents de santé, 2000 personnes ont été recrutées, 500 agents de santé formés à la prise en charge et la surveillance et du personnel de santé retraité rappelés⁴. Ces efforts ont permis de rehausser sensiblement le nombre de médecins et d'infirmiers qui sont passés respectivement de 0,43 à 0,82 et de 0,65 à 1,29 pour 10 000 habitants entre 2013 et 2014⁵.

En outre, le pays s'est doté de 11 Centres de Traitement Ebola (CTE) fonctionnels, 5 laboratoires de virologie, a assuré la formation rapide à la prise en charge et à la surveillance de 500 agents de santé et le renforcement de la logistique avec l'acquisition de 300 véhicules, 650 motocyclettes, 300 vélos et 4 avions.

Les mesures prises ont également concerné la mise en place de comités de veille, la mobilisation des partenaires sociaux, la formation et les actions de sensibilisation et de communication sur la MVE.

D'autres réponses nationales ont consisté en la fourniture de facilités d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement aussi bien aux centres de traitement Ebola qu'aux autres structures de santé et places publiques (marchés, écoles, services de l'administration, entreprises).

Pour permettre une rentrée scolaire sécurisée après 4 mois de retard, le gouvernement et ses partenaires ont mené les actions ci-après : (i) la distribution de 1 307 247 fiches de renseignement élèves, apprenants, étudiants et enseignants/chercheurs ; (ii) la formation de 80 000 enseignants et partenaires sociaux; (iii) la distribution de 37 760 guides de l'enseignant ; (iv) la conception et la distribution de 26 070 affiches dans les écoles/établissements d'enseignement ; (v) la mise à disposition de plus de 30 000 kits de lavage de mains et de 20 950 thermo-flash dans les écoles/établissements d'enseignement du pays ; (vi) la réhabilitation de 586 cabines de latrines dans les écoles/établissements de Conakry.

⁴ Plan de relance du système de santé (Ministère de la Santé), avril 2015

⁵ Plan de relance du système de santé (Ministère de la Santé), avril 2015

5.2. Mesures financières

Les prévisions faites en novembre 2014 sur les opérations financières de l'Etat indiquent que le Gouvernement a adopté en 2014 un plan de réponse qui se chiffre à USD 90 millions pour financer la logistique, les centres de santé, l'achat d'aliments et d'équipements et pour payer les salaires du personnel en charge de la riposte contre la MVE. La mobilisation des dons et prêts, en réponse à Ebola, a permis de financer ce budget de 2014.

A fin décembre 2014, le montant total des fonds alloués dans le cadre de la lutte contre la MVE se chiffre à USD 323,3 millions pour les aides sectorielles et se répartit comme suit :

- USD 160,1 millions alloués directement par les donateurs aux projets et programmes de lutte contre la MVE ;
- USD 163,2 millions alloués par les donateurs via les agences d'exécution.

Par ailleurs, pour faire face à l'augmentation du coût du plan de réponse contre Ebola, le Gouvernement a mis en place un Budget d'Affectation Spéciale de GNF 1 613,1 milliards pour l'année 2015.

A cela, il faut ajouter USD 127,6 millions au titre des appuis budgétaires généraux (soutien budgétaire non affecté) qui viennent en soutien au budget de l'Etat et compenser entre autres l'impact négatif de la MVE sur les finances publiques.

Ces appuis budgétaires ont été accordés par la Banque mondiale (USD 50 millions), le Fonds Monétaire Internationale (USD 41 millions), l'Union Européenne (USD 27 millions) et la Banque Africaine de Développement (USD 9,6 millions).

Tableau 2 : Situation globale des financements reçus des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la lutte contre la MVE

Donateur	Montant total millions USD	Montant mis sur projets, programmes	Montant en exécution via Agences d'exécution	Déjà décaissé	A décaisser	Prévisions
				2014	2014	2015
				millions USD		
I-Contributions sous forme d'aides sectorielles (projets/programmes, appui sectoriel) et via agences d'exécution						
Partenaires Multilatéraux	212,23	91,12	118,6	54,63	25,58	37,21
Système des nations unies	57,32	57,32	0	3,24	0,5	0,53
Partenaires bilatéraux	109,17	38,34	44,01	23,66	5,4	101,35
Institutions régionales	1,68	1,28	0,4	0	0	0
ONG Internationales	3,55	3,55	0	0	0	0
Privés et autres	0,41	0,18	0,23	0	0	0
TOTAL I (projets et programmes e) et via agence d'exécution		191,78	163,24	81,52	31,48	139,09
Total I Ajusté (hors fonds aux agences déjà comptabilisés au niveau des donateurs)	323,29	160,05	163,24	80,67	31,48	139,09
II-Contributions sous forme d'appui budgétaire général						
Fonds Monétaire International	41	41	0	41	0	0
Banque Mondiale	50	50	0	0	50	0
Banque Africaine de Développement	9,59	9,59	0	0	9,59	0
Union Européenne	27	27	0	0	0	13,5
Total II (Appuis budgétaires généraux)	127,59	127,59	0	41	59,59	13,5
TOTAL GLOBAL (Total I+ Total II)	450,88	287,64	163,24	121,67	91,07	152,59

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

6. Impact de l'épidémie à virus Ebola sur le secteur réel, les finances publiques et le secteur extérieur

6.1. Production

L'épidémie à virus Ebola a sérieusement sapé les performances macroéconomiques de la Guinée. Selon les données du cadrage macroéconomique, le taux de croissance du PIB de la Guinée qui était initialement prévu à 4,5% en 2014 est revu à la baisse pour être fixé à 1,1% en terme réel. Cette baisse s'est poursuivie en 2015, la croissance économique s'établissant seulement à 0,1%.

Le secteur tertiaire est le plus affecté, en raison de la fermeture des frontières avec plusieurs pays de la sous-région, la fermeture des marchés hebdomadaires pour prévenir la propagation de l'épidémie, la suspension des vols de la plupart des compagnies aériennes et l'annulation du pèlerinage à la Mecque. Son taux de croissance initial prévu à 3,7% est tombé à -1,1% en 2014 et -1,5% en 2015, après une hausse de 2,3% en 2013. Cette contre-performance reflète principalement la baisse des activités des sous-secteurs du commerce et des transports durement éprouvés par l'épidémie. Le sous-secteur du commerce a reculé de 3% en 2014

contre une prévision de croissance de 4% et une augmentation de 2,5% un an auparavant. Il a également reculé de 2% en 2015. La même tendance est observée au niveau des transports dont les activités ont baissé de 2% en 2014 contre un taux de croissance prévisionnel de 4% et une croissance de 2,5% en 2013. Cette tendance s'est poursuivie en 2015 (-1%). Le transport aérien a connu une baisse des nombres d'aéronefs et de passagers respectivement de 9,5% et 22,7% entre avril et décembre 2014 par rapport à la même période de l'année précédente. Au niveau du sous-secteur du tourisme et de l'hôtellerie, le nombre d'arrivées de visiteurs internationaux, estimé à 19 741 entre avril et décembre, a chuté de 56,9% par rapport à la même période de l'année précédente⁶. Le taux de fréquentation des hôtels a fortement baissé, oscillant entre 2% et 5% en moyenne en 2014⁷.

Le secteur secondaire a également été impacté. Son taux de croissance s'est établi à 3,3% en 2014 contre une prévision initiale de 5,3%. En 2015, il a reculé pour se chiffrer à -0,3%. La contre-performance de ce secteur en 2014 est principalement en rapport avec la baisse des activités dans les sous-secteur manufacturier (-1,1%). La baisse des activités manufacturières est liée notamment à des difficultés d'importation des intrants et d'exportation vers les pays limitrophes. A cause de la fermeture des frontières maritimes avec les pays voisins, la durée d'embarquement et de trajet des bateaux a souvent été allongée, ce qui a affecté les coûts de transport et les délais de production. Le sous secteur des BTP dont le taux de croissance était initialement projeté à 13,5%, a connu une croissance de 4% en 2014, soit une perte de 9,5 points de pourcentage. Cette situation s'explique par l'arrêt de plusieurs projets de construction notamment le pont kaka, des établissements hôteliers en cours de réalisation (hôtels Radisson, Azalai, ...), l'abattoir moderne de Kagbélén avec boucheries, les bâtiments et les infrastructures sociales au titre des 55^{ème} et 56^{ème} anniversaires de l'indépendance, des projets de constructions des routes (Coyah-Forécariah, Kankan-Sana, Labé-Madina Gounass, ...), etc.

En revanche, le sous-secteur des mines a continué à fonctionner normalement du point de vue de la production. Il a enregistré une croissance de 4,2% contre une projection initiale de -3,4%, dénotant ainsi un faible impact de l'épidémie sur les activités minières. En raison des mesures sanitaires et de l'exposition limitée des principales sociétés minières en activité aux personnes et aux localités affectées par la crise, les productions de bauxite et d'or se sont accrues respectivement de 5% et 34,3% entre avril et décembre 2014 par rapport à la même période de 2013. En 2015, les activités du sous-secteur des mines ont reculé de 3,4%, en raison de la baisse des prix des matières premières.

L'impact de l'épidémie sur le taux de croissance du secteur primaire est estimé à 2,1 points de pourcentage, représentant ce que serait la croissance du secteur en l'absence de la maladie. Cette contre-performance est liée principalement aux sous-secteurs de la sylviculture, de la forêt, de l'agriculture et de la chasse. Le taux de croissance du sous-secteur de la sylviculture et de la forêt est révisé à la baisse de 4,2% à 1,8%, soit un écart de 2,4 points de pourcentage. Les activités du sous-secteur de l'agriculture et de la chasse ne se sont accrues que de 3,5% contre une projection initiale de 5,2% et un taux de croissance de 5,5% l'année précédente.

⁶Observatoire National du Tourisme.

⁷Observatoire National du Tourisme.

Tableau 3 : Projections du taux de croissance du PIB (en %)

	2014		2015	
	Projection initiale	Projection après l'épidémie	Projection initiale	Projection après l'épidémie
Secteur primaire	4,8	2,7	4,8	4,1
Agriculture, chasse	5,2	3,5	5,1	5,5
Elevage	4,0	1,2	4,0	1,2
Pêche	3,4	-0,9	4,0	1,2
Sylviculture et Forêt	4,2	1,8	4,2	2,0
Secteur secondaire	5,3	3,3	10,4	-0,3
Mines	-3,4	4,4	5,4	-3,4
Secteur manufacturier	5,0	-1,0	4,0	0,0
Eau, Electricité	8,0	7,0	8,0	41,2
BTP	13,5	4,0	17,0	1,0
Secteur tertiaire	3,7	-1,1	3,9	-1,5
Commerce	4,0	-3,0	4,5	-2,0
Transport	4,0	-2,0	5,0	-1,0
Administrations	3,0	1,1	2,5	-1,5
Autres	5,0	1,3	3,5	0,2
Ensemble	4,5	1,1	6,3	0,1

Source : Direction Nationale du Plan

6.2. Investissements

Une bonne partie des investissements publics prévus a été réorientée vers la santé et d'autres dépenses sociales. En 2014, les investissements se sont contractés par rapport aux projections à cause principalement du report et de la suspension de 27 grands projets d'investissements publics avec un coût total estimé à GNF 4 518,3 milliards (soit 9,8% du PIB de 2014), en raison des contraintes budgétaires et des restrictions de voyage.

Par exemple, les projets de construction et de bitumage des routes Labé-Madina Gounass (dont le coût est estimé à GNF 479 milliards), Dabompa-Km 36 (GNF 415 milliards), Km 36-Coyah (GNF 546 milliards), le pont diamada au PK 50+00 sur l'axe routier Kankan-Kérouané (GNF 20 milliards), les transversales T5 Nord, T6, T7 Sud, T8, T9 et T10 de la voirie primaire de Conakry (GNF 358 milliards), les travaux prioritaires de construction et de bitumage de la voirie de Conakry Phase 1 (GNF 279,5 milliards), ont retardé à cause de la lenteur observée dans les décaissements en raison de la faible mobilisation des recettes budgétaires.

Les travaux d'aménagement hydro-agricole de 1000 ha de la plaine de Koundjan avec construction d'un barrage de retenue d'eau à Mandiana à hauteur de GNF 97 milliards, n'ont pas pu démarrer, à cause de la baisse des recettes publiques attendues.

Le projet de construction de l'abattoir moderne de Kagbélé avec boucheries dont le coût s'élève à GNF 27 milliards a retardé, du fait que les fabricants des équipements ne sont pas venus préparer les réservations et les emplacements pour leur montage.

Le projet de construction du pont KK (Coyah-Kouriya), estimé à USD 12,5 millions, est arrêté, en raison du départ des experts japonais lié à la panique provoquée par l'épidémie.

Tableau 4 : Grands projets d'investissements publics retardés ou arrêtés en 2014 à cause de l'épidémie

Projets et Contrats de Marchés d'infrastructures et d'Ouvrages	Montants (milliards GNF)	Source de financement
Projet de construction de l'abattoir moderne de Kagbélen avec boucheries	27	BND
Projet de Gestion Durable du Bétail Endémique (PROGEBE)	5	FINEX
Projet de Gestion des ressources en Eau du Fleuve Niger	25,12	ABN FINEX
Travaux d'aménagement hydro-agricole de 1000 ha de la plaine de Koundjan avec construction d'un barrage de retenue d'eau à Mandiana	97	BND
Travaux de réparation de la digue de Kaback	13	BND
Contrats de marchés au titre du 55 ^e anniversaire à Nzérékoré	250	BND
Contrats de marchés au titre du 56 ^e anniversaire à Mamou	200	BND
Construction et bitumage de la route Labé-Madina Gounass (Lot1 Labé-Kouramangui)	64,5	BID et BND
Construction et bitumage de la route Labé-Madina Gounass (Lot2 Komba-Bouméhoun et la Bretelle d'accès à Gaoual)	479	FINEX BND
Construction et bitumage de la voirie de Boffa et Boké	65	BND
Construction et bitumage de la voirie de Coyah et Forécariah	141	BND
Construction et bitumage de la voirie de Kankan – Sana	176	BND
Construction et bitumage de la voirie de Boffa et Boké	247	BND
Travaux de traitement des dégradations profondes et de nids de poule de la route Dabola-Kouroussa	44	BND
Travaux de semi-réhabilitation de la route Mamou-Dabola	111	BND
Construction et bitumage de la Transversale T5 Sud	46	BADEA et BND
Construction et bitumage de la bretelle Enta-Sonfonia	58	BND
Travaux de semi-réhabilitation de la route Mamou-Faranah	164	BND
Travaux de reconstruction du pont diamada au PK 50+00 sur l'axe routier Kankan-Kérouané	20	BND
Construction et bitumage des Transversales T5 Nord, T6, T7 Sud, T8, T9 et T10 de la voirie primaire de Conakry	358	BND
Travaux prioritaires de construction et de bitumage de la voirie de Conakry (Phase 1)	279,5	BND
Travaux d'aménagement de la route 2*2 voies Dabompa-Km 36	415	BND
Travaux de construction de la route 2*2 km 36 – Coyah	546	BND
Assainissement des eaux usées de la zone de Moussoudougou	75,8	BADEA et BND
Contrat d'affermage du système collectif et semi-collectif des eaux usées de Conakry	25	BND
Entretien de deux stations de dépotage des matières organiques de vidange (Yimbaya et Sonfonia)	577,5	BND
Travaux de réhabilitation de la station de dépotage des matières de vidange à Yimbaya et construction d'ouvrages d'évacuation des eaux pluviales à la Cité Ministérielle	6,2	BND
Marché de fournitures d'engrais pour le projet WAP	2,7	Fonds Japonais

Source : Administration et Contrôle des Grands Projets

Sous l'effet de la crise, le taux de croissance des investissements privés a baissé de 4,4 points de pourcentage par rapport à la projection initiale pour s'établir à 3,3% en 2014. Le taux de croissance des investissements privés miniers est resté modeste (seulement 0,9%), reflétant le ralentissement de certains projets notamment Rio Tinto et Guinea Alumina Corporation dont les coûts sont estimés respectivement à USD 20 milliards et USD 5 milliards et programmés sur plusieurs années.

Les résultats de l'enquête menée auprès des entreprises indiquent que les projets d'investissements de plusieurs entreprises et ménages ont été perturbés en raison de la crise sanitaire. En effet, près de 45% des entreprises interrogées avaient prévu des investissements

qui n'ont pas pu être réalisés. Ces investissements concernent principalement les bâtiments (cités par 50% des entreprises interrogées), les équipements autres qu'informatiques (46,9%), la formation (21,9%) et les équipements informatiques (18,2%).

La plupart des particuliers interrogés (72%) avaient prévu des projets qui n'ont pas pu être réalisés et 90,4% d'entre eux justifient la non réalisation de ces projets par la baisse de leurs activités économiques provoquée par la crise. Les autres raisons liées à la crise qu'ils ont évoquées sont la mise en congés techniques (4,4%) et la perte d'emploi (1,3%), une autre dimension de l'épidémie.

Tableau 5 : Répartitions des particuliers enquêtés n'ayant pas réalisé des projets prévus entre avril 2014 et décembre 2014 selon les raisons

Raisons	Proportions (en %)
Financement bancaire non obtenu	9,2
Baisse de l'activité économique liée à l'épidémie	90,4
Mise en congés techniques liée à l'épidémie	4,4
Perte d'emplois liée à l'épidémie	1,3

Source : Enquête auprès des particuliers

Les principaux projets non réalisés par ces particuliers sont les achats de biens durables (cités par 58,2% des particuliers), la construction (39,9%), la formation (32,8%) et les mariages (16,7%). D'autres projets non réalisés tels que les voyages, le pèlerinage et le commerce sont cités par 40,2% des enquêtés.

Tableau 6 : Répartitions des particuliers enquêtés n'ayant pas réalisé des projets prévus entre avril et décembre 2014 en raison de l'épidémie selon le type de projets

Type de projets	Proportions (en %)
Mariage	16,7
Baptême	3,9
Construction	39,9
Formation	32,8
Achats d'autres biens durables	58,2
Autres projets	40,2

Source : Enquête auprès des particuliers

Encadré 1 : Quelques impacts sur le secteur minier

Production

La MVE a affecté les activités de production de la plupart des compagnies minières à travers le rapatriement du personnel étranger (plus de 50% du personnel expatrié de RUSAL, 51 employés et sous-traitants de la SAG). Cette situation a été aggravée par la délocalisation temporaire de la direction de certaines compagnies minières telles que la Direction de Rusal/Dian-Dian.

Par ailleurs, la production a été également impactée par les surcoûts engendrés par la MVE sur le transport des produits miniers. Le refus des armateurs de rentrer au port de Conakry a conduit à une augmentation moyenne de 25 à 35% du fret maritime minier. Le surcoût annuel total est estimé à environ USD 26,4 millions pour la CBK.

Investissement

Plusieurs études de prospection, de développement et de travaux de construction d'infrastructures ont été reportées en raison de la MVE.

La revue de la convention minière entamée par le Comité Technique de Revue a été arrêtée suite au départ des avocats dudit comité. Cet arrêt a conduit à la suspension des travaux de construction d'infrastructures, de reconnaissance et de sondages pour le port et le chemin de fer entamés par la société Henan-Chine.

Par ailleurs, les résultats des audits devant être menés par un cabinet américain pour la rénovation de l'usine d'alumine de FRIGUIA ou la construction d'une nouvelle usine, attendus à fin décembre 2014 sont reportés à cause de la MVE.

De même, il est à noter qu'au niveau de la CBG tout comme au niveau de la plupart des compagnies minières, plusieurs projets d'investissement prévus relatifs à l'extension des sites miniers, à la construction de routes et de chemin de fer, et à l'entretien des usines ont été reportés.

Mesures de riposte contre la MVE

Les acteurs du secteur minier ont apporté une contribution de USD 400 000 à l'effort de lutte contre la MVE. Plusieurs actions de formation et de sensibilisation ont été menées et un cordon sanitaire a été installé sur les sites miniers et dans les localités riveraines des sociétés minières.

Par ailleurs, les travaux de construction d'un laboratoire d'analyse et de traitement du virus Ebola à Kindia (Pastoriah) ont été lancés.

Il est important de noter que les efforts conjugués de l'Etat et des acteurs miniers sur les sites miniers ont permis de préserver ceux-ci contre des cas d'Ebola.

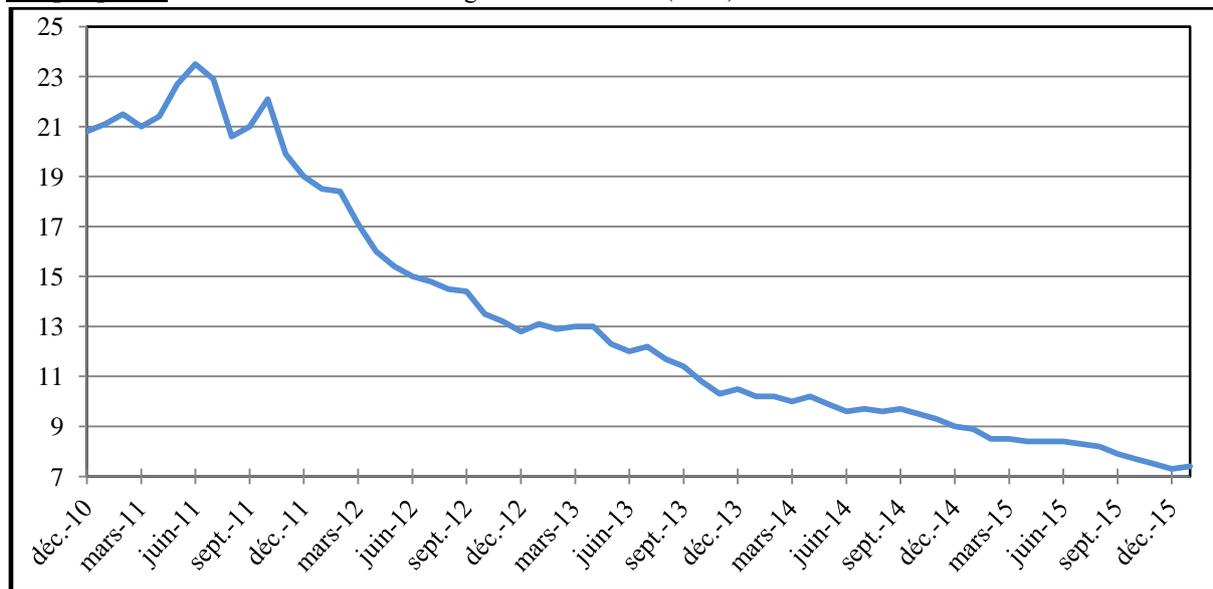
Source : Direction Générale des Projets Miniers

6.3. Prix et emplois

La fermeture des frontières avec les pays de la sous-région a provoqué une offre abondante de certains produits agricoles locaux et par cela, une baisse des prix aux producteurs. Cette situation, conjuguée avec une politique macroéconomique prudente, a conduit à limiter l'impact de l'épidémie sur le niveau général des prix en 2014. Ainsi, la tendance baissière de l'inflation amorcée en octobre 2011 s'est poursuivie en 2014 pour atteindre 9%, un niveau inférieur à la prévision de la Banque Centrale estimée à 9,5%. Cette tendance baissière s'est poursuivie en 2015 pour atteindre 7,3% en décembre 2015. Toutefois, des tensions

inflationnistes modérées ont été observées en juillet (9,7%) et septembre 2014 (9,7%), en raison de la pression exercée sur le marché de change. Ces tensions ont été contenues grâce aux interventions de la Banque Centrale sur ce marché.

Graphique 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel (en %)



Source : Institut National de la Statistique

L'épidémie a affecté le marché du travail tant du côté de l'offre que de la demande. Son apparition a provoqué l'arrêt des activités de plusieurs entreprises, notamment dans l'hôtellerie et les BTP. Le démarrage et la poursuite des activités de plusieurs projets miniers prévus en 2014 ont également été reportés, compromettant des perspectives de création de nouveaux emplois. Certaines entreprises ont demandé à leurs employés non indispensables de rester chez eux. D'autres ont réduit les horaires de travail, notamment dans les zones fortement affectées par la crise. Des cliniques privées ayant enregistré des cas d'Ebola ont été fermés temporairement.

Les décès dus à l'épidémie ont privé les zones affectées par la maladie de main d'œuvre particulièrement dans le secteur agricole. La psychose causée par cette épidémie a également réduit les mouvements de populations vers ces zones où l'agriculture constitue la principale activité, accentuant ainsi le besoin de main d'œuvre.

Selon le Ministère de l'Economie et des Finances, la perte d'emplois urbains liée à l'épidémie en 2014 est estimée à 1,4% dont 65,7% dans le secteur de l'hôtellerie. Une centaine d'emplois saisonniers liés au pèlerinage n'ont pas été renouvelés.

6.4. Finances publiques

Comme on pouvait s'y attendre, la crise sanitaire liée à l'épidémie à virus Ebola a fait baisser les recettes de l'Etat en 2014 et 2015. Le taux de réalisation est estimé à 80% en 2014, correspondant à une diminution de 4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. La loi de finances rectificative attribue ce manque à gagner à la crise sanitaire. Cette perte de recettes fiscales est estimée par la Direction Nationale des Impôts à GNF 288,1 milliards, soit 0,6% du PIB. L'Etat a eu également des difficultés pour mobiliser les dons initialement prévus dans son budget. Les dons mobilisés ont représenté seulement 45% des engagements

des partenaires en début d'année, soient GNF 1 165,1 milliards, dont GNF 248,5 milliards affectés à la lutte contre Ebola.

En outre, selon les données disponibles, l'épidémie a entraîné une augmentation des dépenses publiques, notamment dans le secteur de la santé. Les dépenses totales exécutées en 2014 ont atteint GNF 11 680,1 milliards contre GNF 10 146,1 milliards en 2013, soit une hausse de 15,1%. Le budget global de la riposte est estimé à USD 134 millions⁸ en 2014. Pour compenser le manque à gagner, le Gouvernement a procédé aux coupes sur les dépenses d'investissement. Il en a résulté une baisse du taux d'exécution de ces dépenses (81% entre avril et décembre 2014 contre 118% durant la même période de 2013).

En 2015, les finances publiques ont continué à subir les conséquences de la crise liée à l'épidémie. Les recettes totales se sont contractées de 0,5% par rapport à 2014. Les dépenses de santé publique et de riposte ont augmenté, entraînant la baisse des dépenses en faveur des secteurs porteurs de croissance. Dans ce contexte, les dépenses courantes ont atteint 17,4% du PIB.

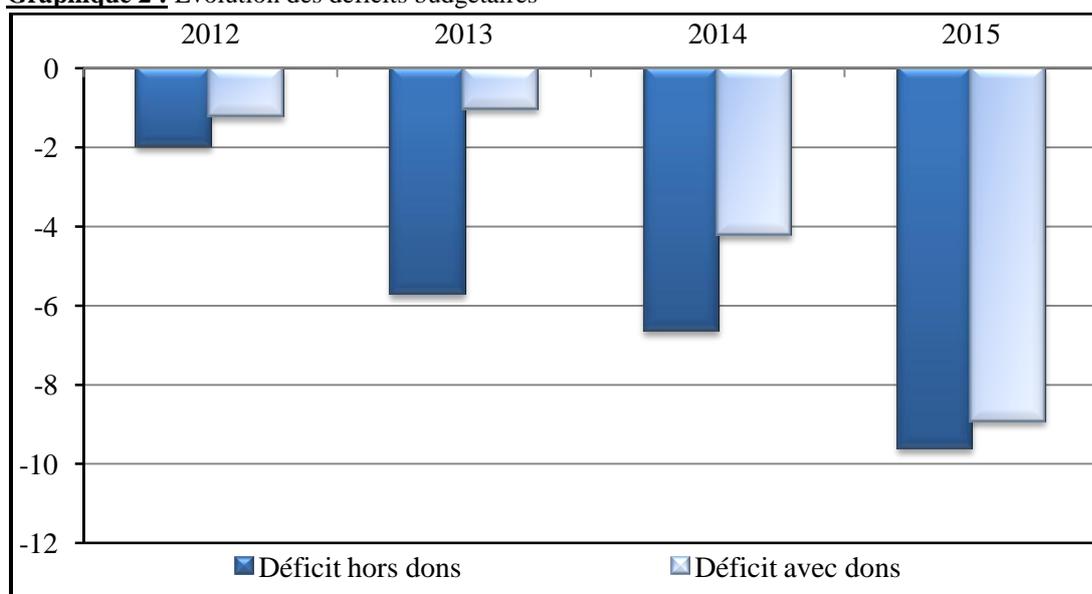
En raison de la faible mobilisation des ressources, les dépenses publiques totales ont été révisées à la baisse dans la loi des finances rectificatives, passant de GNF 16 861,2 milliards à GNF 15 284,3 milliards⁹. L'augmentation des dépenses courantes conjuguée avec la faible mobilisation des ressources internes et externes a entraîné la révision des objectifs de dépenses en capital, qui sont passées de 6 355,56 milliards (soit 12,5% du PIB) à 5486,51 milliards (10,8% du PIB).

L'importante assistance reçue des partenaires internationaux a permis de limiter l'impact de la crise sur les dépenses publiques, le budget national n'ayant supporté que GNF 94,6 milliards dans la lutte contre la maladie à virus Ebola en 2014. Le déficit budgétaire est alors estimé à 4,2% du PIB (y compris les dons) et 6,6% (hors dons) à fin décembre 2014 contre 1% et 5,7% respectivement en 2013. En 2015, ce ratio s'est détérioré pour atteindre 8,9% du PIB (dons compris) et 9,6% du PIB (dons exclus).

⁸ Lettre d'intention de politiques économique et financière, janvier 2014.

⁹ Direction Nationale du Plan, Note sur la situation macroéconomique, décembre 2015.

Graphique 2 : Evolution des déficits budgétaires



Source: Direction Nationale du Budget/ Ministère Délégué au Budget

Les dépenses engagées dans le cadre de la riposte contre Ebola ont eu un impact négatif et significatif sur les investissements publics et sur le financement extérieur. Les dépenses en capital sur financement extérieur ont connu un recul de 61% en 2014 par rapport à 2013 avec un faible taux de réalisation de l'ordre de 29,6%, reflétant le report, l'arrêt et/ou l'annulation de plusieurs projets d'investissements. Les fonds destinés au financement de ces investissements auraient été orientés dans la lutte contre la maladie à virus Ebola.

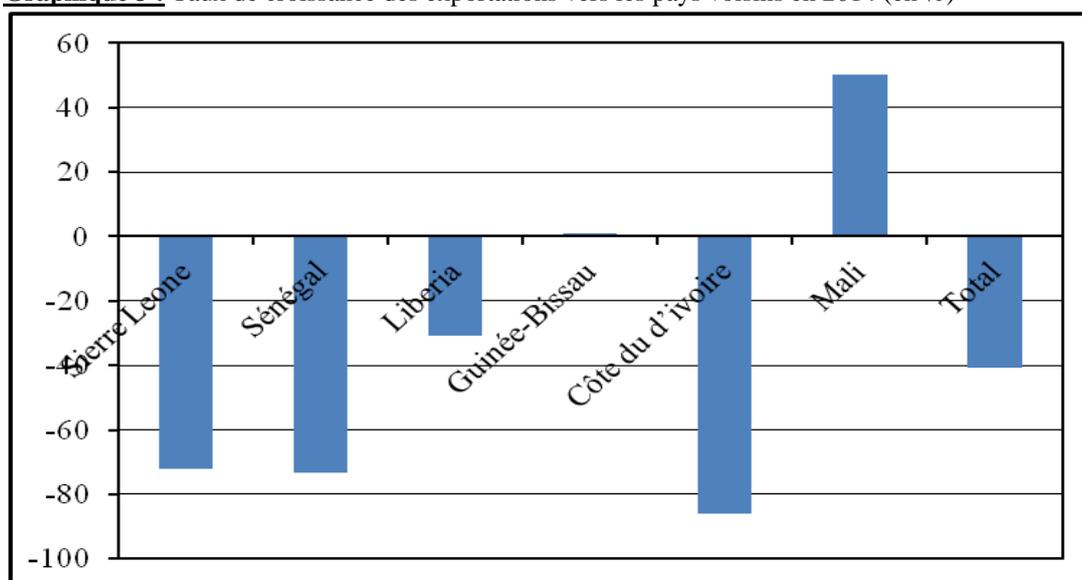
6.5. Balance des paiements

6.5.1. Balance commerciale

La fermeture officielle des frontières de la plupart des pays voisins avec la Guinée a fortement affecté les échanges commerciaux du pays avec la sous-région. Elle a provoqué la baisse des exportations de la Guinée vers les pays limitrophes¹⁰ de 40% en 2014 par rapport à 2013. A l'exception du Mali (seul pays limitrophe à n'avoir pas fermé ses frontières) et de la Guinée Bissau, les exportations vers chacun de ces pays, pris individuellement, ont fortement diminué. Les baisses les plus marquées sont enregistrées avec la Côte d'Ivoire (86,2%), le Sénégal (73,2%) et la Sierra Leone (72%).

¹⁰ Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Sénégal, Sierra Leone.

Graphique 3 : Taux de croissance des exportations vers les pays voisins en 2014 (en %)



Source : Direction Générale des Douanes

Toutefois, les exportations totales de la Guinée ont augmenté de 8,1% en 2014 par rapport à 2013 pour atteindre environ USD 2 milliards, reflétant la hausse simultanée des prix et des quantités des produits miniers et agricoles.

Cependant, l'impact de la crise est resté limité sur les importations de la Guinée. En dépit des restrictions de voyage, les importations totales ont progressé de 11,5% en 2014 par rapport à 2013 et 5,8% par rapport à 2012. De même, celles en provenance des 6 pays voisins ont augmenté de 18,3% au cours de cette période. Cette augmentation résulte principalement de la hausse de 215,7% des importations venant du Mali et pouvant s'expliquer par le fait que le Mali serait devenu un pays de transit des produits en provenance des autres pays ayant fermé leurs frontières avec la Guinée. La crise a, tout de même, frappé les importations en provenance du Libéria et de la Côte d'Ivoire qui ont diminué respectivement de 50,1% et 0,9% en 2014.

Tableau 7 : Evolution des importations en provenance des pays voisins (en milliards de GNF)

Pays de provenance	2012	2013	2014
Sierra Leone	90,3	2,7	59,4
Sénégal	109,1	115,6	124,8
Liberia	280,3	282,2	140,9
Guinée-Bissau	0,2	0,4	0,9
Côte du d'ivoire	81,1	168,3	166,8
Mali	163,6	91,5	288,7
Total	724,8	660,7	781,5

Source : Direction Générale des Douanes

La crise a eu un impact sur certaines catégories de biens importés. Les catégories de produits dont les importations ont fortement baissé sont les produits de textiles (-46,5%), le bois (-34,9%), les matériaux de construction (-30,3%), les produits d'édition et d'imprimerie (-25,8%) et les machines et équipements (-22,5%).

6.5.2. Investissements Directs Etrangers

Les investissements directs étrangers ont connu un fort ralentissement à cause de la panique généralisée provoquée par l'apparition de l'épidémie. Ils se sont établis seulement à USD 48,2 millions contre USD 77,1 millions en 2014 et USD 77,1 millions en 2013. Ce déclin s'explique par le report ou la suspension des activités de certains projets d'investissements privés. A titre d'illustration, les activités du projet minier Rio Tinto dont le coût est estimé à environ USD 20 milliards ont enregistré un fort ralentissement. Les opérations de Guinea Alumina Corporation (GAC) qui visent à développer le secteur de la bauxite, avec une enveloppe attendue de USD 5 milliards, sont également reportées.

7. Impact de l'épidémie sur le secteur financier

7.1. Evolution de la structure et de la composition des dépôts

La crise de la Maladie à Virus Ebola a provoqué une hausse des dépôts en francs guinéens et une baisse des dépôts en devises étrangères des banques commerciales.

Les résultats de l'enquête auprès des banques indiquent que l'encours total des dépôts bancaires à fin décembre 2014 s'est accru de 16,3% par rapport à fin décembre 2013. Sur les 15 banques interrogées seules 2 banques de petites tailles ont enregistré une baisse de leurs dépôts de l'ordre de 7,8% et 4,6% respectivement.

Sur les trois derniers trimestres de 2014, marqués par l'apparition de l'épidémie, les dépôts bancaires consolidés ont progressé de 13,3% contre 10,5% un an auparavant. Cette progression résulte de la forte augmentation des dépôts en francs guinéens contenue par la baisse des dépôts en devises étrangères. En effet, les dépôts en francs guinéens se sont accrus de 25,4% pour atteindre GNF 7 709,7 milliards à fin décembre 2014. Cette progression s'explique par la fermeture des frontières qui a amplifié le ralentissement des activités économiques poussant plusieurs opérateurs économiques à l'attentisme qui privilégie les dépôts bancaires à la place des transactions commerciales.

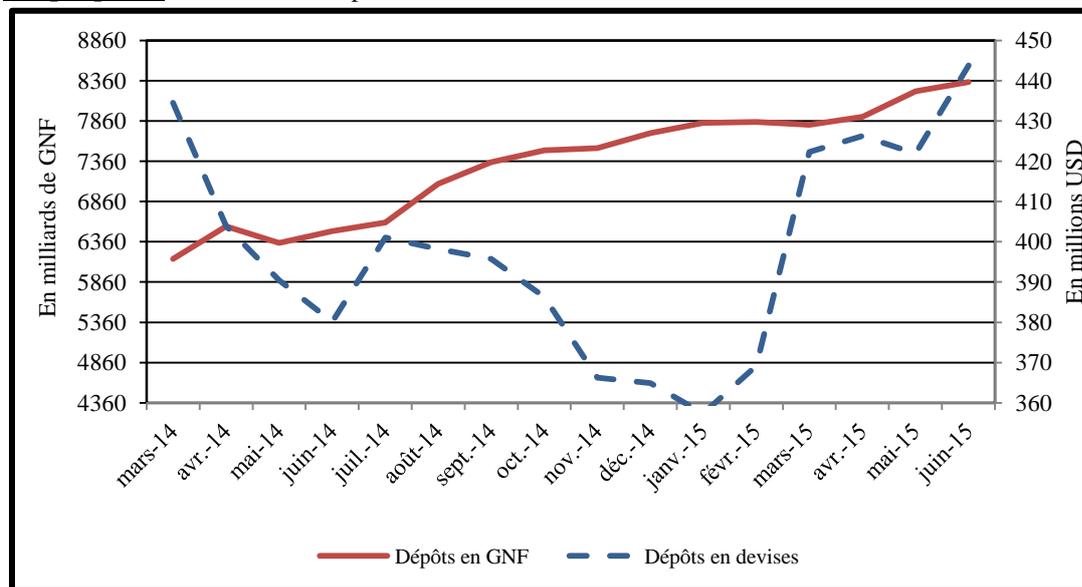
En revanche, sur la même période, les dépôts en devises du système bancaire se sont réduits de 16% sous l'effet de la crise pour s'établir à USD 364,9 millions. Cette baisse est observée au niveau de 9 banques commerciales sur les 15 en activité, dont les 3 plus grandes banques du pays. Trois d'entre elles ont d'ailleurs enregistré une baisse de plus de 40% de leurs dépôts en devises. La principale raison de cette diminution des dépôts est la réduction des ressources en devises : recul des investissements privés étrangers, ralentissement des activités de certaines entreprises étrangères, notamment minières, réduction des effectifs des expatriés faisant partie de la clientèle des banques et des hôtels et baisse des recettes d'exportation vers les pays de la sous-région.

Toutefois, par rapport aux prévisions initiales des banques primaires, le taux de réalisation global des dépôts n'a que légèrement diminué, passant de 86% en 2013 à 85% en 2014. Cette prévision était fondée plutôt sur le rythme de l'activité économique projeté.

L'impact de la crise sur les dépôts s'est poursuivi durant le premier semestre 2015. Au cours de cette période, les dépôts bancaires ont augmenté de 13,0% contre seulement 1,6% un an auparavant. Cette progression des dépôts s'explique par la hausse simultanée des dépôts en GNF de 8,0% et des dépôts en devises de 26,8%. Comme durant les trois derniers trimestres

de 2014, l'augmentation des dépôts en francs traduit l'attentisme des opérateurs économiques qui ont privilégié les dépôts bancaires au détriment des transactions commerciales. La hausse des dépôts en devises s'explique principalement par les dons obtenus, notamment dans le cadre de la lutte contre l'épidémie à virus Ebola.

Graphique 4 : Evolution des dépôts bancaires



Source : BCRG

L'analyse des dépôts selon le secteur d'activités montre que l'épidémie a eu un impact plus marqué sur les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. En 2014, l'encours des dépôts du secteur de l'hôtellerie et de la restauration a chuté de 84,4%, en raison des difficultés de desserte de Conakry suite aux suspensions de certains vols, la fermeture des frontières terrestres entraînant la baisse des chiffres d'affaires des principaux réceptifs hôteliers du pays. Cette situation s'est poursuivie durant le premier trimestre 2015 caractérisé également par la baisse de 66,7% de l'encours des dépôts de ce secteur.

Les dépôts du secteur du tourisme ont diminué de 19,6% sur les trois derniers trimestres de 2014 contre une augmentation de 1,1% à la même période de l'année précédente. Suite à l'ouverture des frontières et à la reprise de la plupart des vols à destination de Conakry à fin 2014, les activités touristiques ont repris progressivement en 2015. Les dépôts du secteur du tourisme ont ainsi enregistré une hausse de 4,3% au cours du premier semestre 2015,

Les dépôts du secteur du commerce sont restés quasi-stables au cours des trois derniers trimestres 2014 avec une progression de 13,1% contre 13,5% un an auparavant. Les autres secteurs d'activités tels que les secteurs des mines (145,6%), des transports (65,4%) et des BTP (26,2%), ont enregistré les plus fortes augmentations de l'encours de leurs dépôts.

Par ailleurs, la collecte des dépôts par les institutions de microfinance en 2014 a été plus faible que prévue. Par rapport aux prévisions, le taux moyen de réalisation des dépôts de ces institutions est passé de 112,7% en 2013 à 61,8%¹¹ en 2014. Toutefois, ce taux s'est amélioré pour atteindre 87,6%¹² durant le premier semestre 2015. Malgré ce faible niveau de

¹¹ Au total, 9 IMF ont fourni leurs taux de réalisation.

¹² Au total 6 IMF ont indiqué leur taux de réalisation.

réalisation, le total des dépôts collectés a progressé de 23,1% entre mars 2014 et décembre 2014 pour se situer à GNF 180,9 milliards contre une hausse de 18,5% durant la même période en 2013. Cette progression est liée notamment à l'attentisme des agents économiques qui ont privilégié la sécurisation de leurs fonds en attendant la reprise des activités et à l'arrivée sur le marché de deux nouvelles IMF qui ont pu mobiliser de l'épargne auprès de nouveaux adhérents.

7.2. Evolution des crédits

L'impact de la crise sanitaire s'est fait sentir sur la progression des crédits bancaires. Treize banques sur quinze ont connu une diminution de l'encours de leurs crédits durant les trois derniers trimestres de 2014. L'encours total des crédits octroyés par les banques a progressé de 30,5% en 2014 contre 35,8% l'année précédente. Au cours des trois derniers trimestres de 2014, l'encours des crédits s'est accru de 35,8% contre 41,6% un an auparavant. Durant le premier semestre de 2015, il s'est contracté de 10%.

Le ralentissement des crédits bancaires est principalement lié au départ des investisseurs miniers, à la baisse du prix des produits pétroliers et au remboursement partiel des crédits accordés aux anciens employés de la Société nationale de téléphonie, SOTELGUI. Cette situation se serait davantage détériorée si une bonne partie des crédits distribués ne concernaient pas les marchés de l'Etat qui ont bénéficié de Lettres de garantie.

De manière générale, dans la plupart des secteurs d'activités économiques, la progression des crédits s'est fortement ralentie en 2014. Dans les BTP, l'accroissement de l'encours des crédits est tombé de 96,7% durant les trois derniers trimestres de 2013 à 42% au cours de la même période en 2014. Dans le secteur de l'hôtellerie, l'encours des crédits a augmenté de 132,8% contre 184,7% un an auparavant. Les transports, quant à eux, ont connu une augmentation de 4,6% de l'encours de crédits durant les neuf derniers mois de 2014 contre 5,8% à la même période de 2013. A l'inverse, l'augmentation des crédits a été observée au niveau du secteur du commerce (45,2% entre fin mars et fin décembre 2014 contre 34,1% un an auparavant).

La baisse des crédits bancaires due à l'épidémie a été particulièrement forte dans une des banques de grande taille qui a enregistré une chute de 78,1% de ses crédits d'investissements en 2014, en raison du report de financement de plusieurs projets d'investissements notamment dans le secteur minier. Le total des crédits d'investissements octroyés par cette banque au cours des trois derniers trimestres de 2014 a baissé de 52,4% par rapport au premier trimestre de la même année. En dépit de la situation sanitaire, les crédits d'investissements ont globalement augmenté en 2014. Ceux-ci ont progressé de 32,7% pour se situer à GNF 1 852,1 milliards contre une hausse de 31% en 2013. Cette progression est due au financement des projets de construction des hôtels Kaloum, Camayenne, Chain, et de la route express Sonfonia Kagbélen.

Durant le premier semestre 2015, la baisse de l'encours des crédits s'est poursuivie au niveau de la plupart des secteurs. Les secteurs du tourisme (96%), des mines (63%) et du commerce (30%) ont enregistré les plus fortes baisses de ces crédits. Les crédits accordés aux particuliers

(-47%) ont également subi les effets de la maladie à virus Ebola au cours de ces six premiers mois de l'année 2015. En revanche, les secteurs du transport (56%) et des industries manufacturières (43 %) ont fortement progressé.

Dans le secteur de la micro finance, les crédits distribués se sont globalement accrues de 24,8% au cours des trois derniers trimestres de 2014 contre 13,6% un an auparavant, dénotant ainsi un impact limité de l'épidémie sur ces crédits. De même, ils se sont accrus de 44,2% durant le premier semestre 2015.

Toutefois, les crédits des IMF aux secteurs du tourisme et des industries manufacturières ont fortement baissés. Les données montrent que l'encours des crédits alloués au tourisme a baissé de 100% entre mars et décembre 2014 pour les mêmes raisons évoquées dans le cas des crédits bancaires.

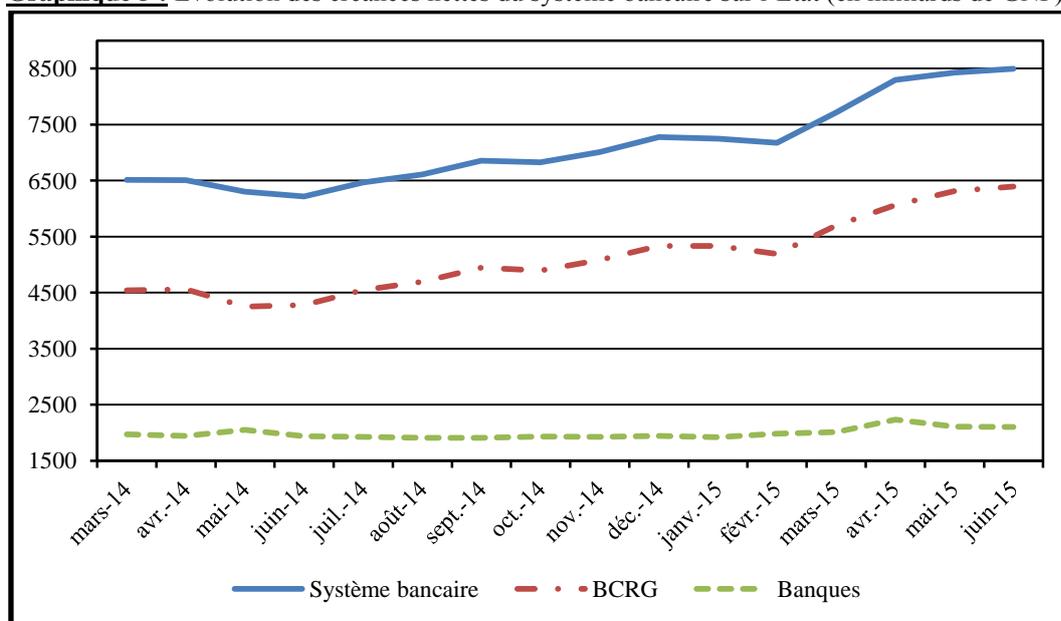
Les crédits aux particuliers ont également été affectés par l'épidémie. Leur encours qui était de GNF 875,8 millions à fin décembre 2013, est nul à fin décembre 2014, à cause notamment des pertes d'emploi et de la mise en congé des employés n'ayant pas permis de mettre en place de nouveaux crédits.

7.2.1. Créances sur l'Etat

La crise sanitaire due à la maladie à Virus Ebola a porté un coup sévère sur les finances publiques. Le ralentissement des activités économiques a entraîné une contraction des recettes fiscales et une diminution des redevances perçues sur l'exploitation des ressources minières. A cet égard, sur les trois derniers trimestres de 2014, la Position Nette du Trésor (PNT) à la Banque Centrale s'est dégradé de 17,5% et les créances des banques sur l'Etat s'est amélioré d'environ 1,6%.

La persistance de la maladie à virus Ebola en 2015 a continué à contribuer à la détérioration de la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire durant le premier semestre 2015. Au cours de cette période, les créances de la Banque Centrale sur l'Etat se sont accrues de 19,7%. La position nette du Trésor vis-à-vis des banques commerciales s'est détériorée de 8,2% durant la même période.

Graphique 5 : Evolution des créances nettes du système bancaire sur l'Etat (en milliards de GNF)



Source : BCRG

7.2.2. Demande de crédits

Sur la période allant de mars à décembre 2014, le volume total de crédits demandés s'est accru de 18,9% contre 7% à la même période de 2013. Ce volume s'est chiffré à GNF 3 850,7 milliards durant le premier semestre 2015, un montant nettement supérieur à celui qui a été sollicité durant les 9 derniers mois de 2014. L'évolution de ces demandes de crédits fait ainsi apparaître un impact peu significatif de l'épidémie à virus Ebola sur l'évolution globale de la demande de crédits bancaires.

Au plan sectoriel, les besoins exprimés de crédits ont été particulièrement marqués dans les BTP, l'hôtellerie et la restauration et les autres services. En revanche, ils ont fortement baissé dans les transports et les mines, en raison des restrictions de voyage et du départ des investisseurs évoluant dans le secteur minier. Les demandes exprimées par ces deux derniers secteurs se sont contractées respectivement de 48,1% et 11,2% durant les trois derniers trimestres de 2014, comme le montre le tableau ci-dessous. Elles ont été nulles au cours du premier semestre 2015.

Tableau 8 : Evolution des crédits bancaires demandés (en milliards de GNF)

Secteurs d'activités	Avril-décembre 2012	Avril-décembre 2013	Avril-décembre 2014	Janvier-juin 2015
Commerce	469,5	473,3	620,6	1471,67
dont pétrole	1594,5	1320,7	968,7	261,84
Service	813,8	488,9	856,8	248,13
dont Tourisme	14,5	9,2	31,6	-
Hôtellerie et restauration	115,3	125,6	252,6	82,97
Transport	148,7	78,3	40,6	-
BTP	261,4	501,9	1066,8	620,99
Mines	35,3	27,2	24,1	-
Industries manufacturières	44,6	117,2	125,1	186,43
Particuliers	190,8	131,7	172,3	508,53
Autres	5,8	6,3	36,0	507,59
Total	3348,5	3012,3	3582,9	3 850, 71

Source : Banques de dépôts

Au niveau des IMF, le ralentissement des activités économiques notamment dans les localités affectées par la maladie à virus Ebola a entraîné une baisse sensible de la demande de crédit. Cette baisse est estimée à GNF 147,9 milliards entre avril et décembre 2014, soit une baisse de 3,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Les secteurs ayant sollicité le moins de crédits parmi la clientèle des IMF sont les industries manufacturières (26,7%), les services (21,9%) et l'agriculture (8%).

7.2.3. Demande de crédits non satisfaite

Selon les banques, le volume de crédits demandés mais non octroyés en raison de l'épidémie à virus Ebola est relativement faible. Il est estimé à GNF 6,6 milliards, soit 0,2% du total des crédits demandés. Ces crédits non octroyés ont été demandés par le secteur des BTP en raison de l'arrêt de certains projets de construction.

Sur la période janvier-juin 2015, la demande de crédits non satisfaite, en raison de la crise sanitaire liée au virus Ebola a fortement augmenté. Elle est estimée à GNF 6,55 milliards, représentant 0,6% du total des crédits demandés durant la période janvier –juin 2015.

Comparée aux banques, la clientèle des IMF a le plus souffert des effets de la maladie à Virus Ebola. En effet, les demandes de crédit non satisfaites à cause de la maladie sont estimés à GNF 42,7 milliards (entre avril et décembre 2014). Les secteurs d'activités qui devaient en bénéficier sont le commerce (GNF 21 milliards), l'agriculture (GNF 9,4 milliards), les industries manufacturières (GNF 5,3 milliards), le transport (GNF 4,1 milliards) et les BTP (GNF 2,5 milliards).

Les principales raisons évoquées par les IMF sont le ralentissement des activités économiques ayant entraîné une baisse de l'épargne, l'accès difficile aux zones affectées par l'épidémie, l'ouverture tardive des classes et la fermeture des frontières.

Au niveau des IMF, la demande de crédit non satisfaite à cause de la maladie à virus Ebola, a fortement diminué par rapport à celle enregistrée entre avril et décembre 2014. Cette demande s'est chiffrée à GNF 6,55 milliards durant le premier semestre 2015

Tableau 9 : Crédits demandés mais non octroyés par les banques et les IMF en raison de l'épidémie (en milliards de GNF)

Secteurs d'activités	Banques		IMF	
	Avril-déc-2014	Janv- juin 2015	Avril-déc-2014	Janv- juin 2015
Commerce		17,44	20,96	2,71
Agriculture		-	9,44	2,4
Transport		0,0036	4,14	0,19
BTP	6,6	0,115	2,46	0,04
Industries manufacturières		7,87	5,26	0,24
Particuliers	0,019	0,66		0,36
Autres		6,00	2,40	1,0
Total	6,619	32,08	42,72	6,94

Source : Banques de dépôts

7.2.4. Défauts de remboursement de crédits

Le volume total de crédits bancaires qui n'ont pas pu être remboursés au cours de la période d'avril à décembre 2014 en raison des difficultés liées à l'épidémie est de GNF 259,6 milliards. Les secteurs n'ayant pas remboursé ces crédits sont essentiellement l'hôtellerie et la restauration (GNF 131,6 milliards), les BTP (GNF 24,7 milliards), les transports (GNF 9,8 milliards), le commerce (GNF 8,4 milliards) et les mines (GNF 8 milliards). Au cours du premier semestre 2015, les crédits bancaires non remboursés à cause de la maladie à virus Ebola se sont chiffrés à GNF 5,8 milliards, représentant environ 10% du total des crédits non remboursés. Les secteurs ayant eu plus de difficultés à rembourser ces crédits sont l'industrie manufacturière (GNF 29,3 milliards), les BTP (GNF 27,1 milliards), l'hôtellerie et la restauration (GNF 4,1 milliards) et les mines (GNF 8,8 milliards). Ces défauts de remboursement résultent du ralentissement des activités économiques, suite à la fermeture des frontières et au report de l'ouverture des classes.

Des clients des banques ont éprouvé des difficultés à importer des marchandises notamment en provenance du Sénégal et de la Gambie à cause de la fermeture des frontières. Certaines entreprises concernées par le remboursement sont installées en Guinée Forestière, région très affectée par l'épidémie. D'autres, évoluant dans le domaine des mines ont arrêté leurs travaux à cause de la crise sanitaire. Des écoles privées et plusieurs enseignants n'ont pas pu honorer leurs engagements de crédits en raison des difficultés financières auxquelles ils ont été confrontés à cause de l'ouverture tardive des classes.

Dans les IMF, les crédits non remboursés à cause de la crise sanitaire sont estimés à GNF 6,9 milliards au cours des trois derniers trimestres de 2015. Les crédits non remboursés par les secteurs du commerce (GNF 4,5 milliards) et des services (GNF 2,3 milliards) sont les plus importants. Cette situation s'est poursuivie au premier semestre 2015. Entre janvier et juin 2015, le volume total des crédits non remboursés à cause de la crise sanitaire est estimé à

GNF 1,21 milliard. Le secteur du commerce est plus concerné par le défaut de paiement, avec près de GNF 986,8 millions de crédits non remboursés durant le premier semestre 2015.

Entre autres raisons évoquées, figurent les difficultés d'écoulement des marchandises, la dégradation de la solvabilité des entreprises et l'ouverture tardive des écoles.

Tableau 10 : Crédits bancaires et des IMF non remboursés entre avril et décembre 2014 en raison de la crise liée à l'épidémie (en millions de GNF)

Secteurs d'activités	Banques		IMF	
	2014	Jan-juin 2015	2014	Jan-juin 2015
Commerce	84411	40 191	4538,2741	986,83
dont pétrole	0	256 296	0	-
Service	0	4 111	2312,8936	39,69
dont Tourisme	150	0	0	108,87
Hôtellerie et restauration	131553	4 122	0	0
Transport	9847	6 206	0,0009	0
BTP	24708	27 149	0,0002	0
Mines	8009	8 819	0	0
Industries manufacturières	0	29 289	0,0004	1,21
Particuliers	854	5 195	0	0
Autres	178	988	0,0021	76,04
Total	259710	382 366	6851,1741	1212,6

Source : Banques de dépôts

7.2.5. Crédits restructurés

L'effet de la maladie à virus Ebola sur les crédits ne s'est pas limité à la baisse des crédits distribués. L'épidémie a également perturbé les contrats en cours et ce, aussi bien dans les banques que dans les institutions de microfinance. Ces institutions ont été ainsi amenées à restructurer une partie des crédits qu'elles avaient octroyés avant et au début de l'apparition de la maladie.

Au niveau des Banques, le volume de crédits restructurés entre avril et décembre 2014 en raison de l'épidémie à virus Ebola est de GNF 235,8 milliards, soit 4,3% de l'encours de crédits. L'hôtellerie et la restauration (GNF 131,5 milliards), le commerce (78,4 milliards) et les BTP (GNF 10,7 milliards) représentent les principaux secteurs d'activités concernés par ces restructurations.

Entre janvier et juin 2015, le montant total des crédits restructurés au niveau des banques est évalué à GNF 333,54 milliards. Le volume de crédits bancaires restructurés en raison de la maladie à virus Ebola est estimé à GNF 30,7 milliards.

Dans les IMF, les crédits rééchelonnés durant les trois derniers trimestres de 2015 sont estimés à GNF 2,6 milliards, représentant 1,7% de l'encours de crédits. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces rééchelonnements sont les services (GNF 1,3 milliards) et le petit commerce (GNF 1 milliard). Ces rééchelonnements sont liés essentiellement à la fermeture des frontières du pays, au ralentissement des activités commerciales et à la fermeture prolongée des établissements scolaires. D'importantes quantités de marchandises achetées

destinées à l'exportation et des commandes à l'importation n'ont pas pu être acheminées à destination en raison de la fermeture des frontières. Cette situation a été accentuée par la morosité des activités économiques et par ricochet, la baisse de la demande intérieure. A ces raisons, s'ajoute l'ouverture tardive des classes qui a freiné les entrées de recettes des établissements scolaires et universitaires privés et réduit les revenus des enseignants.

Sur la période de janvier à juin 2015, le secteur du commerce (GNF 322 millions), est le seul secteur qui a bénéficié d'un rééchelonnement des crédits des IMF en raison de la crise sanitaire.

Tableau 11 : Crédits bancaires et des IMF restructurés entre avril et décembre 2014 en raison de la crise liée à l'épidémie (en millions de GNF)

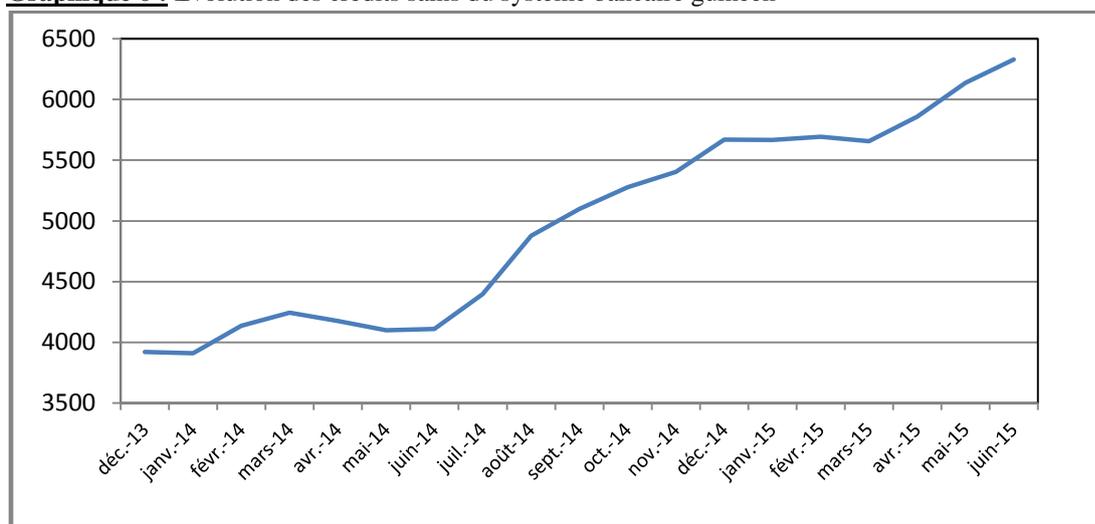
Secteurs d'activités	Banques		IMF	
	2014	Janv – juin 2015	2014	Janv-juin 2015
Agriculture	0		21,84	0
Commerce	78395	87 337	1034,9	322
dont pétrole	0		0	0
Service	0	287	1302,11	0
dont Tourisme	0		0	0
Hôtellerie et restauration	131493	8 048	0	0
Transport	3281	0	0	0
BTP	10716	235 915	0	0
Mines	7663	0	0	0
Industries manufacturières	0	0	0	0
Particuliers	33	317	0	0
Autres	4257	1 692	238,58	0
Total	235838	333 536	2597,43	322

Source : Banques de dépôts

7.3. Qualité du portefeuille des banques primaires et institutions de microfinance

A l'exception de deux banques de petite taille, les crédits sains du système bancaire ont continué de croître même après l'apparition de la MVE. Cette tendance globale est la même chez chacune des banques prises individuellement.

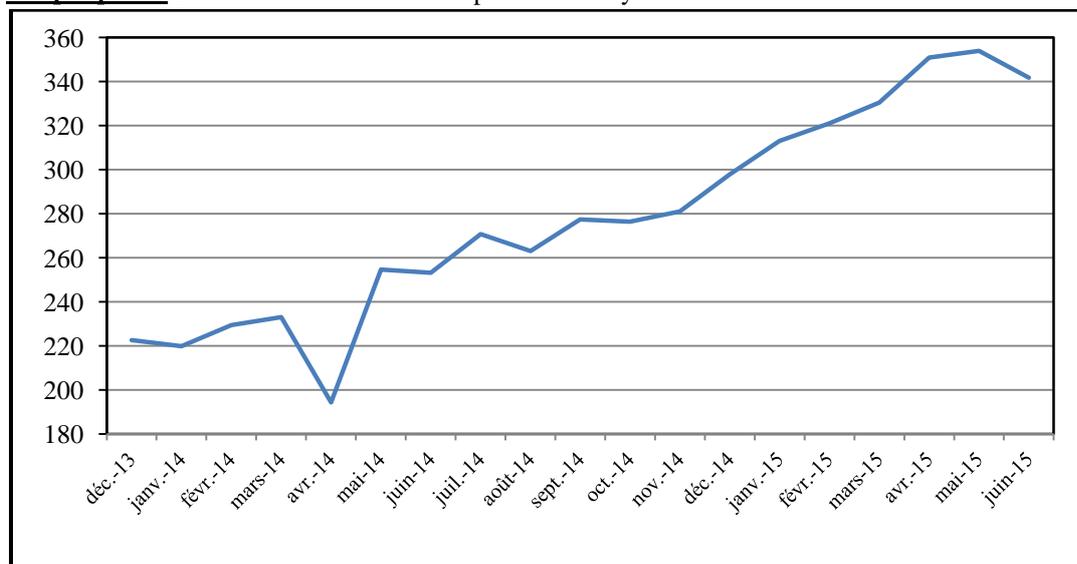
Graphique 6 : Evolution des crédits sains du système bancaire guinéen



Source : BCRG

Tout de même, la crise liée à l'épidémie a renforcé les créances compromises des banques. Ces créances se sont accrues de 27,8% entre fin mars et fin décembre 2014 et 14,7% au cours du premier semestre 2015, en raison du ralentissement des activités économiques, de l'annulation des contrats de certaines sociétés sous-traitantes et des pertes d'emplois. L'augmentation de ces créances est enregistrée au niveau de treize (13) banques dont toutes les banques de grande taille.

Graphique 7 : Evolution des créances compromises du système bancaire



Source : BCRG

Au niveau des IMF, les crédits en souffrance ont connu une augmentation en passant de GNF 16,2 milliards en mars à GNF 18,1 milliards en décembre 2014. Toutefois, l'encours des crédits à jour a augmenté de 20,2% contribuant ainsi à améliorer leurs portefeuilles en dépit de l'apparition de la MVE.

Tableau 12 : Evolution des crédits des IMF en souffrance (en milliards de GNF)

	Déc.-13	Mars-14	Juin-14	Sept.-14	Déc.-14
Portefeuille des crédits à jour	129,4	111,7	129,3	134,1	134,2
Portefeuille des crédits en souffrance	15,3	16,2	17,2	18,9	18,1
dont 1 - 30 jours	2,7	4,7	4,6	3,7	4,2
31 - 60 jours	1,1	2,8	2,7	2,4	3,7
61 - 90 jours	1,3	1,9	2,2	2,9	2,9
91 - 180 jours	1,9	3,4	2,5	3,3	2,1
181 - 360 jours	5,2	1,6	2,5	2,9	1,9
Plus de 360 jours	3,0	1,7	2,6	3,7	3,2

Source : BCRG

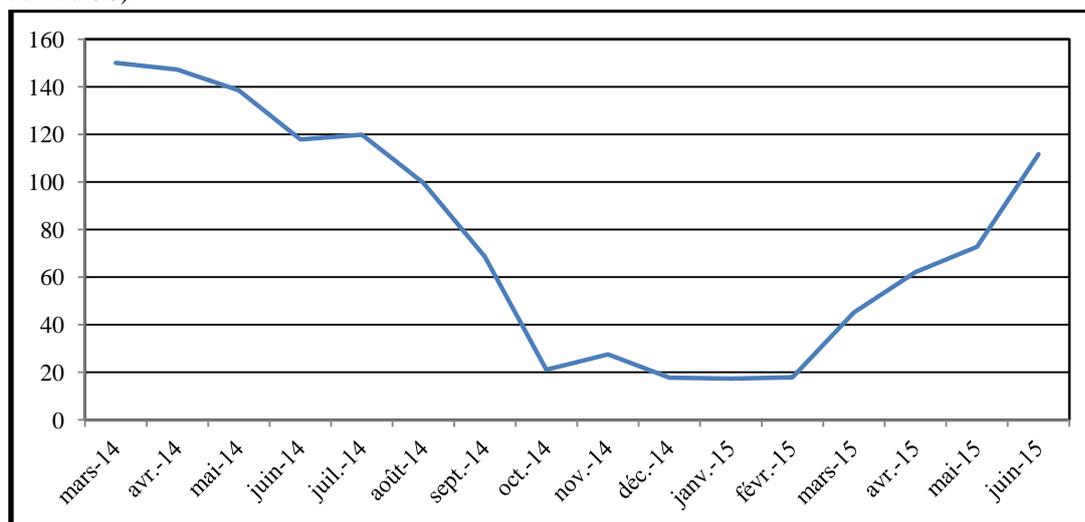
Pour les Compagnies d'Assurance, globalement la crise a eu un impact limité sur la qualité du portefeuille en se fondant sur l'évolution des frais généraux. En effet, en 2014 les frais généraux du marché des Assurances ont progressé de 0,35% contre 60,8% en 2013.

7.4. Evolution des avoirs extérieurs

La crise a provoqué la baisse des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts et la hausse de ceux de la Banque Centrale en 2014.

Entre fin mars 2014 et fin décembre 2014, les avoirs extérieurs nets des banques ont chuté de 87,9% pour représenter USD 17,7 millions. La baisse de ces avoirs extérieurs nets est enregistrée au niveau de 9 des 15 banques qui constituent le système bancaire, traduisant ainsi le caractère général de cette réduction des avoirs. Les banques expliquent principalement cette contraction par la baisse des investissements directs étrangers notamment miniers et celle des recettes d'exportations consécutive aux restrictions de voyages.

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets des banques primaires en fin de période (en millions de dollars US)

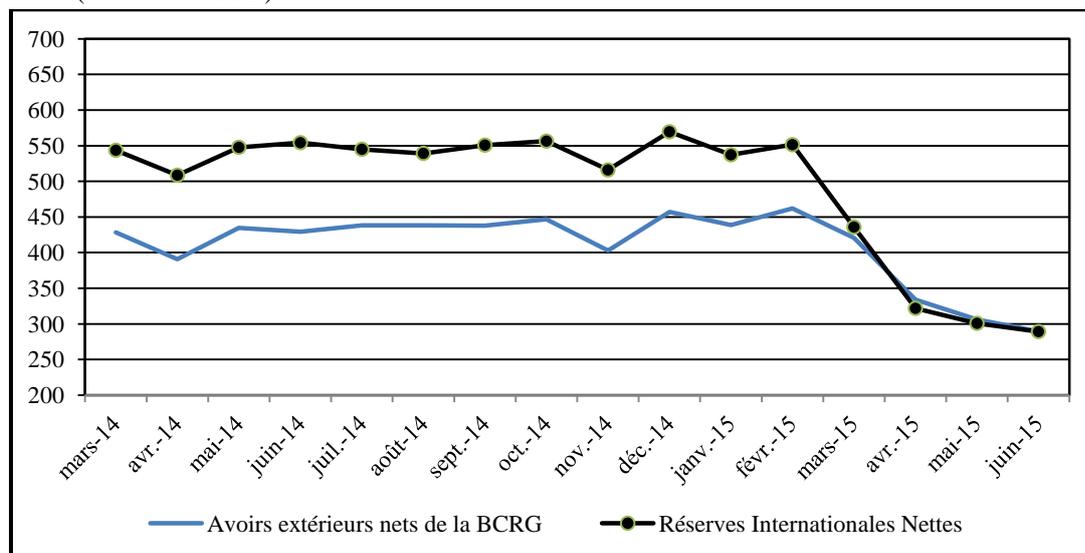


Source : BCRG

En revanche, grâce à l'aide extérieure estimée à USD 147,3 millions dans le cadre du projet de financement d'urgence de la politique de riposte contre l'épidémie, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont accrus de 9,4% entre mars et fin décembre 2014 pour atteindre USD 457,2 millions. Les réserves internationales nettes ont augmenté de 4,8% pour

se situer à USD 569,6 millions. Sans l'aide extérieure, ces réserves seraient nettement inférieures à l'objectif prévisionnel estimé à USD 516 millions à fin décembre 2014.

Graphique 9 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BCRG et les réserves internationales nettes (en millions USD)



Source : BCRG

La baisse des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts a provoqué une pénurie de devises sur le marché des changes. En effet, environ 54,6% des entreprises enquêtées ont affirmé avoir eu des difficultés pour acquérir des devises pour leurs besoins d'importations. Elles expliquent ces difficultés par la baisse des investissements directs étrangers (citée par 62,5% d'entre elles), la baisse de la production dans les zones affectées par l'épidémie (50%), la suspension des contrats (50%) et la baisse des exportations de certains produits agricoles vers les pays voisins en raison des restrictions de voyage (41,2%).

Entre décembre 2014 et juin 2015, les avoirs extérieurs nets des banques se sont fortement accrus (559,6%) pour atteindre à USD 111,6 millions à fin juin 2015, en raison de la reprise légère des activités, notamment dans le secteur des mines. Par contre, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale se sont effondrés de 33,4% pour s'établir à USD 289,43 millions à fin juin 2015, suite aux interventions de la Banque Centrale sur le marché interbancaire de change et à la hausse des dépenses publiques en devises étrangère.

Tableau 13 : Raisons citées par les entreprises pour justifier les difficultés d'acquisition de devises entre avril 2014 et décembre 2014

Raisons	Proportion (en %)
Baisse des exportations en raison des restrictions de voyages	41,2
Baisse des exportations en raison de la faible production dans les zones affectées	50
Baisse des investissements directs étrangers	62,5
Annulation de contrats	37,5
Suspension de contrats	50
Report de contrats	25
Autres	23,5

Source : Enquête auprès des entreprises

7.5. Tendances des taux d'intérêt

L'impact de l'épidémie est resté limité sur les taux d'intérêt bancaires. La Banque Centrale a certes révisé son taux directeur le 12 juin 2014 (passant de 16% à 13%), pour réduire le coût du financement bancaire, étant donné la baisse de l'inflation sur la période sous revue. De même, les taux d'intérêt pratiqués dans les banques de dépôts n'ont pas été modifiés en réponse à la maladie durant la période sous-revue.

Tableau 14 : Evolution des taux d'intérêt bancaires en 2014

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux directeur	16%	16%	16%	13%	13%	13%	13%	13%	13%	13%
Taux de base bancaire moyen	16,63	16,63	16,41	15,98	15,75	15,75	15,94	15,94	15,98	15,98

Source : BCRG

Il en a été de même pour les institutions de microfinance interrogées. Une seule IMF a déclaré avoir révisé ses taux d'intérêt à la baisse pour favoriser la relance des activités économiques de sa clientèle.

Pour encourager la reprise des activités économiques suite au choc Ebola, la Banque Centrale a révisé à la baisse son taux directeur qui est passé de 13% à 11% à février 2015. Mais cette révision du taux directeur n'a influencé que légèrement l'évolution du taux de base bancaire qui est resté en moyenne à 16,05% à fin juin 2015 contre 16,27% à fin janvier 2015.

Tableau 15 : Evolution des taux d'intérêt bancaires de janvier à juin 2015

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Taux directeur	13%	11%	11%	11%	11%	11%
Taux de base bancaire moyen	16,27	16,27	16,05	16,05	16,05	16,05

Source : BCRG

7.6. Evolution de la liquidité bancaire¹³

Le ralentissement des activités économiques résultant de la crise sanitaire, a entraîné des difficultés financières de la clientèle bancaire et des IMF, la dégradation de la solvabilité des entreprises, le report de certains projets d'investissements et la baisse des dépôts en devises.

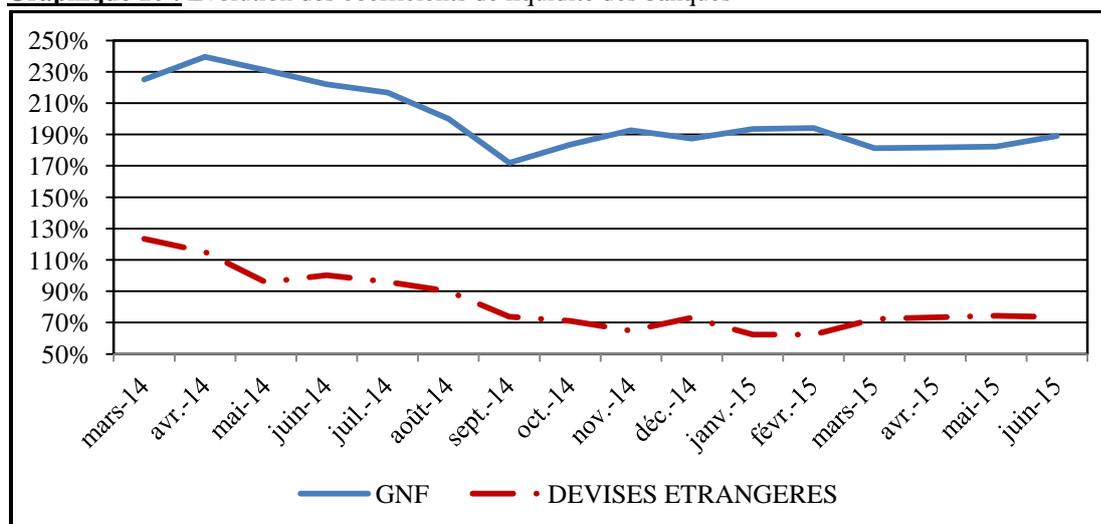
¹³Le coefficient de liquidité est le rapport entre les actifs liquides ou aisément réalisables et les engagements à moins d'un mois d'échéance.

Selon la plupart des banques, cette situation a eu pour conséquence la dégradation de leurs coefficients de liquidité.

Le coefficient de liquidité de l'ensemble du système bancaire est ainsi passé de 180,3% à 145,4% entre mars et fin décembre 2014. Le coefficient de liquidité en devises s'est fortement détérioré pour s'établir à 73,2% à fin décembre 2014 contre 123,4% au début de la crise pour une norme minimale de 100%. Sur cette période six banques n'ont pas respecté la norme de liquidité en devises.

Malgré la dégradation de ces coefficients, la liquidité brute des banques a augmenté de 27% sur la période sous-revue, reflétant l'augmentation des dépôts due à l'attentisme des agents économiques.

Graphique 10 : Evolution des coefficients de liquidité des banques

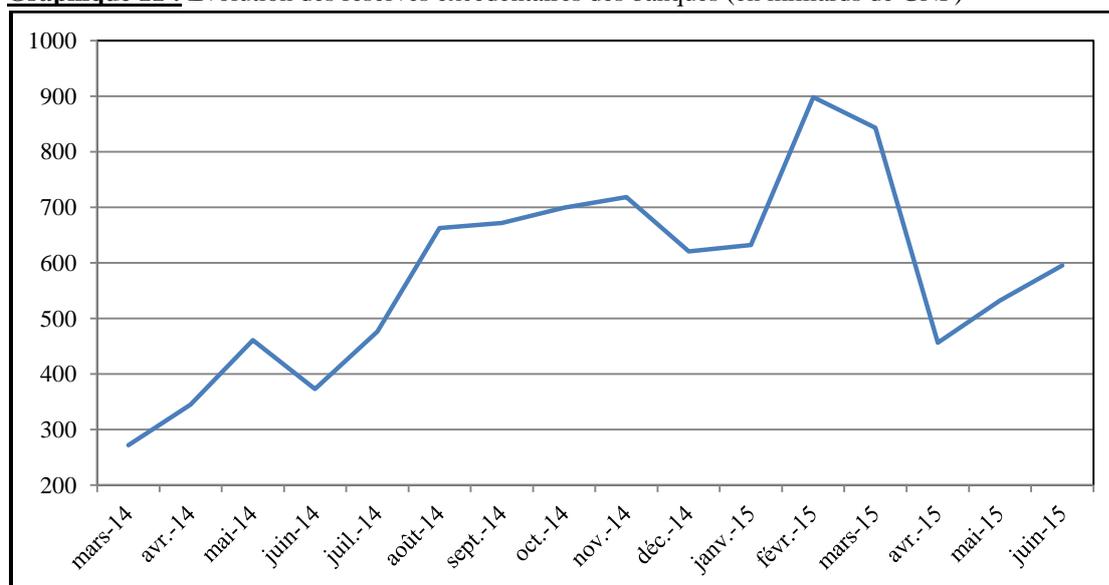


Source : BCRG

En raison de la hausse des dépôts présentés plus haut, les réserves excédentaires des banques ont augmenté de 128,6% sur la période mars à décembre 2014.

Les réserves excédentaires des banques sont passées de GNF 621 milliards à fin décembre 2014 à GNF 595 milliards à fin juin 2015, soit une baisse de 4,2%. Douze sur quinze banques enquêtées indiquent que l'évolution de leur liquidité a été influencée par la crise sanitaire liée à la maladie à virus Ebola.

Graphique 11 : Evolution des réserves excédentaires des banques (en milliards de GNF)



Source : BCRG

A fin juin 2015, le coefficient de liquidité globale des banques a suivi une tendance baissière, amorcée depuis avril 2014, pour se situer à 136,2%. Le coefficient de liquidité en devise est resté relativement stable autour de 73,5% à fin juin 2015. Quant au coefficient de liquidité en GNF, il s'est établi à 189,13% à fin juin 2015.

La crise sanitaire a également affecté la liquidité des IMF. Le ratio de liquidité de l'ensemble des IMF s'est dégradé pour s'établir à 23,7% à fin décembre 2014 contre 41,7% un an auparavant. Cette dégradation est observée au niveau de 10 IMF sur les 12 ayant répondu au questionnaire.

A fin juin 2015, le produit net bancaire s'est chiffré à GNF 659,12 milliards contre GNF 1234,13 milliards à fin décembre 2014. A cette date, toutes les banques enquêtées ont réalisé un produit net bancaire positif. Cependant, une banque de petite taille a enregistré un résultat de l'exercice négatif.

7.7. Evolution du produit net bancaire (PNB)

En dépit de la crise sanitaire, le produit net bancaire (PNB) s'est nettement amélioré en 2014. Il s'est accru de 11,2% contre 6,2% en 2013. Cette amélioration est imputable aux accroissements du produit net sur la clientèle de 27,5% et du produit net sur les commissions de 8,1%. Toutefois, le produit net de trésorerie et interbancaire a baissé de 20,2%.

Au total, 11 banques (dont les 3 plus grandes) sur 15 ont enregistré une hausse de leur PNB en 2014.

7.8. Evolution de la solvabilité des banques

Tout comme le PNB, la santé financière du système bancaire demeure satisfaisante. Toutes les banques ont respecté la norme règlementaire de solvabilité de 10% en 2014. Cette performance résulte du renforcement des fonds propres des banques à travers la libération en juin 2014 de la première tranche d'augmentation du capital social minimum.

7.9. Tension sur le marché des changes

L'impact de la crise sanitaire sur le taux de change est resté limité durant les cinq premiers mois qui ont suivi la déclaration officielle de l'épidémie en Guinée. Durant cette période, la monnaie nationale s'est appréciée de 2,8% par rapport au dollar US et de 4,2% par rapport à l'euro et la prime de change est restée faible en s'établissant en moyenne à 1,4% pour le dollar US et 2,6% pour l'euro. Au cours de cette période, les frontières n'étaient pas encore fermées, les compagnies aériennes continuaient à desservir Conakry et les activités minières, bien que moroses, n'étaient pas fortement ralenties.

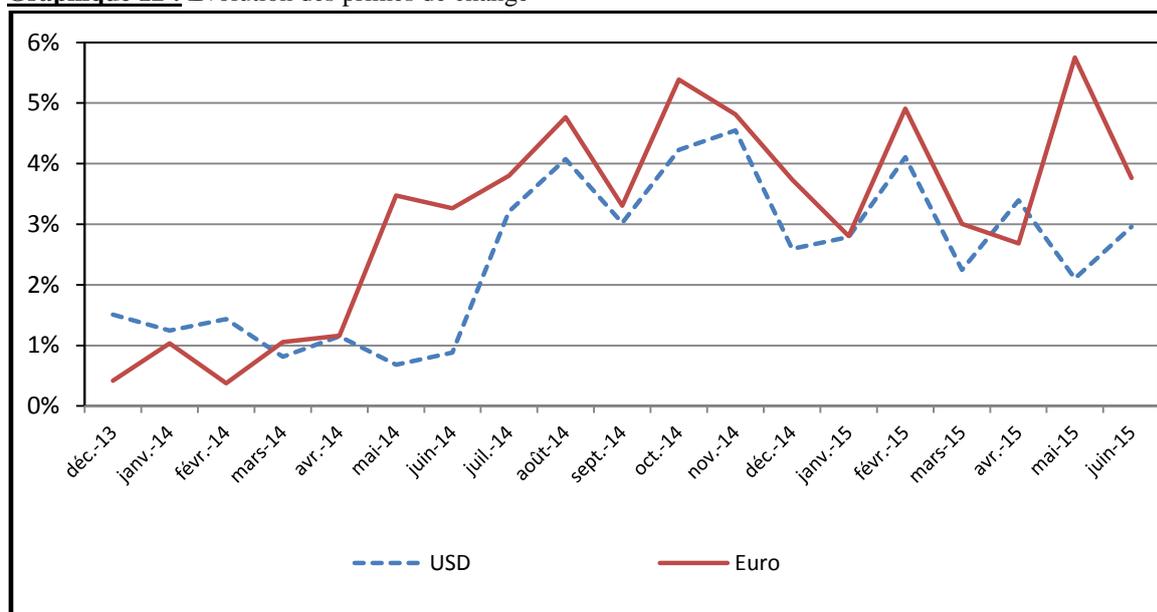
Par contre, à partir du mois d'août 2014, le marché des changes a commencé à ressentir l'effet de l'épidémie lorsque le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau ont décidé de fermer leurs frontières terrestres et aériennes avec la Guinée. Plusieurs compagnies aériennes ont suspendu leurs vols à destination et en provenance de la Guinée et certains pays ont refusé de délivrer des visas aux ressortissants guinéens.

Ces restrictions sur les voyages et les échanges commerciaux ont provoqué une panique générale et entraîné une forte demande de devises par les expatriés qui ont souhaité rentrer dans leurs pays pour se prémunir contre l'épidémie. Cette situation, conjuguée à la baisse de l'offre de devises liée au ralentissement des activités économiques pour cause d'Ebola et à la suspension de l'exploitation d'or en raison de la saison des pluies, a créé une tension sur le marché des changes et menacé la stabilité du taux de change observée depuis 2012.

En conséquence, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,2% durant le seul mois d'août 2014 par rapport au dollar. Les primes de change entre les marchés officiel et parallèle des deux principales devises (le dollar US et l'euro) ont sensiblement augmenté pour s'établir à 4% et 5% respectivement à fin août 2014. Face à cette situation, la Banque Centrale a augmenté ses interventions sur le marché interbancaire des changes (MIC) et alloué des devises aux bureaux de change pour limiter l'effet de la crise sur les changes. Néanmoins, le franc guinéen s'est déprécié de 2,2% par rapport au dollar US et les primes de change pour le dollar US et l'euro se sont situées respectivement à 2,6% et 3,7%.

Entre janvier et juin 2015, le franc guinéen s'est déprécié de 4,2% par rapport au dollar mais s'est apprécié de 4,7% par rapport à l'Euro sur le marché officiel. La prime de change du franc guinéen par rapport au dollar est passée de 2,6% à fin décembre 2014 à 2,96% à fin juin 2015 et celle par rapport à l'euro de 3,7% à 3,8% durant la même période.

Graphique 12 : Evolution des primes de change



Source : BCRG

7.10. Situations des primes d'assurance

L'épidémie a durement touché les primes émises par les compagnies d'assurances. Parmi les 8 compagnies ayant répondu à cette question, 4 ont indiqué avoir baissé leurs primes d'assurance en raison de l'épidémie. Elles justifient leur décision par les demandes de réductions des souscriptions, la dégradation du pouvoir d'achat des clients et le ralentissement des activités économiques. Les effets conjugués de la réduction des investissements et du ralentissement des activités économiques a entraîné le désistement, l'annulation de contrats et la suspension de certains projets. Le total des primes d'assurance a ainsi baissé de 12,7% entre mars et décembre 2014 par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à GNF 126,6 milliards. Cette baisse a été observée au niveau de 4 compagnies sur les 9 enquêtées.

La branche des assurances sur les incendies, les accidents et les risques divers (IARD) qui a enregistré une contraction de 15,4% de ses primes émises, est la plus touchée par la crise. L'évolution de ces primes est liée essentiellement à la diminution de 26,3% des primes sur les incendies et autres dommages, 22,2% des primes des transports maritimes et 6,8% des primes sur les accidents corporels et maladie, et à l'annulation de GNF 4,3 milliards de primes émises mais non encaissées au niveau de la sous branche « autres transports », en raison notamment de la réduction des effectifs des employés de certaines sociétés et des restrictions de voyages dues à la crise sanitaire.

Au niveau de l'assurance vie, les autres risques et la grande branche sont les plus affectés par la crise, les primes émises par ces deux sous branches s'étant contractées de 62,5% et 76,3% respectivement.

Au cours des six premiers mois de l'année 2015, l'impact de l'épidémie de la maladie à virus Ebola sur l'activité des compagnies d'assurances a diminué. En effet, le total des primes d'assurance sur la période s'est chiffré à 527,5 milliards contre 126,6 milliards au cours des 9

premiers mois de 2014. Cette reprise substantielle des activités s'explique par le renouvellement de certaines polices d'assurance comme celles des expatriés de l'Union Africaine et l'acquisition de nouveaux contrats d'assurance (coassurance sur la police du Port Autonome de Conakry, assurance des centrales de Kaloum et de kipé).

Tableau 16 : Evolution des primes émises par les compagnies d'assurances (en millions de GNF)

	Avril-décembre 2013	Avril-décembre 2014	Janvier- juin 2015	Variation (2014/2013) (en %)
Assurance IARDT				
Accidents Corporels et maladie	21 407	19 955	104 085	-6,8
Responsabilité Civile Automobile	21 261	22 112	52 150	4,0
Autres risques Automobiles	12 069	14 793	24 918	22,6
Incendie et autres dommages	51 809	38 160	254 274	-26,3
Responsabilité Civile Générale	8 371	9 465	35 899	13,1
Transports Aériens	1 063	1 440	9 935	35,5
Transports Maritimes	12 085	9 407	32 314	-22,2
Autres Transports	2 874	-4 108	2 881	-242,9
Autres Risques Directs	3 402	1 927	270	-43,4
Acceptations Dommages	0	441	0	
Sous total assurance IARDT	134 342	113 590	516 726	-15,4
Assurance Vie				
Grande Branche	7	2	0	-76,3
Collectives	1 417	3 575	4785	152,3
Complémentaires	8 300	9 200	0	10,8
Autres Risques	1 200	450	108	-62,5
Capitalisation	4	18	5905	307,5
Acceptations Vie	0	0	0	
Sous total Assurance Vie	10 928	13 244	10 798	21,2
Total	145 271	126 834	527 524	-12,7

Source : Compagnies d'Assurances

Selon les compagnies d'assurances interrogées, l'épidémie a impacté l'évolution des paiements des arriérés des primes. Entre fin mars 2014 et fin décembre 2014, ces arriérés se sont accrus de 0,2% pour atteindre GNF 53,1 milliards. Les branches les plus affectées par la crise sont les assurances sur les accidents corporels et maladie (72,4%), les transports aériens (2052,9%), les autres risques automobiles (21,3%), la responsabilité civile automobile (13,4%), les autres transports (34,7%). Les sociétés d'assurance expliquent cette évolution par la baisse du niveau d'activités de leurs clients, le renouvellement des contrats à crédits, la demande de rallonge d'échéance et les difficultés de trésorerie de leurs clients consécutifs à la crise sanitaire. Cette situation s'est renforcée au cours du premier semestre 2015. Durant cette période, les arriérés de paiement des primes des compagnies d'assurances se sont chiffrés à GNF 70,3 milliards. Selon les compagnies d'assurances, cette situation est due au ralentissement des activités économiques en raison de la maladie à virus Ebola, l'accroissement des demandes d'échelonnement des primes, la baisse des activités portuaires. Les arriérés de paiement des branches incendie et autres dommages, responsabilité civile automobile et autres transports ont augmenté de plus que le double de leurs valeurs à fin

décembre 2014. Toutefois, les arriérés de primes ont reculé au niveau de quatre autres branches, à savoir : les accidents corporels et maladie, les autres risques automobiles, les transports aérien et maritime.

Tableau 17 : Evolution des arriérés de primes (en millions de GNF)

	Avril-décembre 2013	Avril-décembre 2014	Janvier-Juin 2015	Variation (2014/2013) (en %)
Assurance IARDT				
Accidents Corporels et maladie	6 344	10 936	8 603	72,4
Responsabilité Civile				
Automobile	3 648	4 138	8 282	13,4
Autres risques Automobiles	6 255	7 588	6 759	21,3
Incendie et autres dommages	18 176	14 206	32 880	-21,8
Responsabilité Civile				
Générale	7 388	6 596	8 198	-10,7
Transports Aériens	68	1 464	538	2052,9
Transports Maritimes	10 066	4 874	2 162	-51,6
Autres Transports	1 043	1 405	2 883	34,7
Autres Risques Directs	0	17	0	
Acceptations Dommages	0	0	0	
Sous total assurance IARDT	52 989	51 224	70 305	-3,3
Assurance Vie	0	0	0	
Grande Branche	0	0	0	
Collectives	1	1 880	0	216753,8
Complémentaires	0	0	0	
Autres Risques	0	0	0	
Capitalisation	0	0	0	
Acceptations Vie	0	0	0	
Sous total Assurance Vie	1	1 880	0	216753,8
Total	52 990	53 104	70 305	0,2

Source : Compagnies d'Assurances

En conséquence, le produit net financier des compagnies d'assurances s'est contracté de 4,3% en 2014. Au total, 7 compagnies d'assurances sur 9 ont enregistré une diminution de leurs produits financiers, traduisant le caractère général de l'impact de la crise sur les activités du secteur.

7.11. Situation des contrats d'assurances

La valeur des contrats d'Assurances résiliés pour cause de la maladie au cours des trois derniers trimestres de 2015 est de GNF 165 millions et concerne deux compagnies. Les domaines touchés sont les assurances incendies, accidents, risques, divers et transports (IARDT), dont GNF 154 millions pour la sous branche « Responsabilité Civile Automobile ». Pour cette sous-branche, une seule compagnie a résilié un contrat de près de GNF 142 millions à cause de l'épidémie. Ces résiliations sont spécifiquement dues à la baisse des revenus des assurés, aux interdictions de voyages et à la baisse des activités suite aux départs de certains investisseurs.

Entre janvier et juin 2015, GNF 196 millions de contrats ont été résiliés en raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Ces résiliations de contrats d'assurance ont concerné les branches de la responsabilité civile automobile, pour GNF 46 millions et les autres transports pour GNF 150 millions.

Au total, des contrats en IARDT de valeur totale de 315 millions GNF ont été reportés en 2014 à cause des restrictions de voyages sur les navires guinéens, aux désistements de certains clients. Les sous-branches affectées par ces reports de contrats sont les transports Maritimes (100 millions GNF), les Incendies et autres dommages (86 millions GNF) et la Responsabilité Civile Automobile (129 millions GNF). Toutefois, les contrats en assurance vie n'ont pas été affectés par l'EVE.

Au cours du premier semestre 2015, aucun contrat n'a été suspendu et reporté, en raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

7.12. Investissements des institutions financières

Les investissements concernés sont les investissements physiques et la formation des employés du système financier.

7.12.1. Investissements physiques

La crise liée à l'épidémie a perturbé le programme d'investissement prévu dans le système financier en 2014. En effet, la BCRG a fait des coupes budgétaires dans son programme annuel d'investissement de l'ordre de GNF 43,6 milliards. Ces investissements concernaient les équipements informatiques, les bâtiments, le développement de la monétique et autres équipements. En outre, le projet de production et d'amélioration des statistiques de la balance des paiements appuyé par la Banque Africaine de Développement à hauteur de USD 445 000 a été reporté pour la même cause.

Dans les banques primaires, les trois banques qui ont déclaré n'avoir pas investi à cause de l'épidémie, estiment à plus de GNF 7 milliards le volume des investissements non réalisés.

De même, environ deux tiers des compagnies d'assurances n'ont pas pu réaliser les investissements prévus à hauteur de GNF 55,3 milliards.

En outre, 6 institutions de microfinance n'ont pas réalisé les investissements prévus sur la période mars - décembre 2014 à cause de la MVE. Tout comme les compagnies d'assurances, ces institutions avaient prévu d'investir dans l'informatique, le bâtiment et dans les équipements autres qu'informatiques.

Au cours des six premiers mois de l'année 2015, environ 1,56 milliards d'investissement n'a pu être réalisé par les banques en raison de la persistance de la maladie à virus Ebola. Quatre banques dont une de grande taille ont été concernées par la non-réalisation de ces investissements. Ces investissements devaient porter sur les outils informatiques, les bâtiments ainsi que les équipements autres qu'informatiques.

Entre janvier et juin 2015, 2 compagnies d'assurances n'ont pas pu réaliser leurs projets d'investissements pour un montant total de GNF 54 milliards, à cause de l'épidémie à virus Ebola.

Au niveau des institutions de microfinances, 11 institutions affirment n'avoir pas pu réaliser des investissements prévus entre janvier et juin 2015 à cause de l'épidémie à virus Ebola. Le coût de ces investissements est estimé à GNF 0,76 milliard.

7.12.2. Formation des employés

En 2014, la Banque Centrale n'a pas pu réaliser comme prévu son programme de formation à l'intention de ses cadres. En effet, sur 80 actions de formation prévues, dont 30 sur place et 50 à l'étranger, 21 ont été annulées pour cause de la MVE (6 pour la formation sur place et 15 pour la formation à l'étranger). Il convient de noter que l'effectif minimal d'agents à former pour une action de formation sur place est de 10 personnes, de sorte que le nombre minimal de personnes non formées sur place à cause de la maladie est de 240.

Dans les banques primaires sur 127 personnes qui devraient bénéficier de formation sur place, seulement 27 personnes en ont effectivement bénéficié à cause des restrictions de voyage à destination de la Guinée imposées aux animateurs étrangers, soit un taux de réalisation de 21,2%.

Concernant les compagnies d'assurances, sur les 32 bénéficiaires de formation prévue en 2014, seulement 7 ont été effectivement formés, soit un taux de réalisation d'environ 22%.

De fin mars 2014 à fin décembre 2014, sur un effectif de 837 personnes programmées pour la formation dans les IMF, seulement 326 ont été formées à cause de la MVE, soit un taux de réalisation de 38,9% pour un coût de réalisation de 315 millions GNF contre GNF 570,2 initialement prévu. Durant la même période, trois institutions de microfinance n'ont pas pu accomplir toutes les formations prévues pour leurs cadres à cause de la MVE. Quant à la formation des employés à l'étranger, 9 employés sur 16 initialement prévus n'ont pas pu être formés. Le financement de la formation de ces cinq employés à l'étranger s'est élevé à 465 millions GNF contre près de 1 milliard pour la totalité des 16 employés initialement prévus.

Entre janvier et juin 2015, 10 personnes n'ont pas pu bénéficier de formation dans les banques commerciales, en raison de l'épidémie à virus Ebola. Le coût de ces formations est estimé à GNF 83 millions dont GNF 53 millions pour des formations à l'étranger. Au cours du premier semestre 2015, aucun employé des compagnies d'assurance n'a pu bénéficier des actions de formations sur place et à l'étranger sur les 8 bénéficiaires initialement prévus.

Cinq IMF enquêtées n'ont pas pu exécuter leurs programmes de formation entre janvier et juin 2015 en raison de la maladie à virus Ebola. Au total, 344 personnes étaient concernées par ces programmes de formation non exécutés.

7.13. Fonctionnement des Institutions Financières

Le fonctionnement porte sur les missions de contrôles, les réaménagements horaires, l'ouverture et la fermeture d'agences bancaires à cause de la maladie.

7.13.1. Mission de contrôle

Les missions de contrôles sont des actions fondamentales de la stabilité des institutions financières. Elles permettent d'identifier les forces et les faiblesses dans leurs fonctionnements. Pourtant un nombre important de ces missions de contrôle n'a pas été accompli comme prévu à cause de la MVE.

En effet, à la Banque Centrale, les deux missions que devraient effectuer le Cabinet KPMG France S.A. au siège de la Banque ont été réalisées à distance. Deux missions d'audit internes dans les agences de N'Zérékoré et de Kankan en 2014 ont été annulées.

Dans les banques primaires, 25 missions de contrôle (dans six banques) venant de l'étranger ont été annulées et, sur 30 missions de contrôle sur place, seules 24 ont pu être accomplies.

Sur la période janvier - juin 2015, 4 missions de contrôles dans les banques, dont 3 venant de l'étranger, ont été annulées en raison de la persistance de la crise sanitaire liée au virus Ebola. Une seule banque estime que l'annulation de ces missions de contrôle a eu un impact sur le nombre de cas de fraudes.

Concernant les compagnies d'assurance, aucune des neuf missions de contrôle local prévues dans six d'entre elles n'a pu être réalisée en 2014.

Il en est de même dans les institutions de microfinance où plus de 10 missions de contrôle ont été annulées chez 3 d'entre elles, dont une mission à l'étranger.

Entre janvier et juin 2015, 14 missions de contrôle ont été annulées dans quatre institutions de microfinance à cause de la maladie à virus Ebola. Trois IMF affirment que l'annulation de ces missions de contrôle a eu des effets sur le nombre de cas de fraudes.

7.13.2. Réaménagement horaire, ouverture et fermeture d'agences

En termes de réaménagement horaire, une banque primaire a revu ses horaires de travail du fait de la présence de la MVE durant les trois derniers trimestres de 2015. Ce réaménagement horaire est intervenu dans la zone forestière où le programme de travail a été ramené de 8 h à 12 h au lieu de 8 h à 17 h.

De même, deux institutions de microfinance ont réaménagé leurs horaires de travail dans 5 préfectures fortement touchées par l'épidémie. Dans les préfectures de Guéckédou, Macenta, Kérouané, l'horaire de travail réaménagé par l'une de ces institutions est de 9 heures à 14 heures au lieu de 8 h 30 à 16 h 30 habituellement. Les caisses de la seconde institution dans les préfectures de Macenta et Guéckédou étaient fermées les mardi, mercredi et jeudi.

Par contre, l'enquête menée dans ce cadre n'a pas révélé de situation similaire au niveau des compagnies d'assurance.

Sur la période de janvier à juin 2015, une seule IMF a indiqué avoir modifié son horaire de travail dans quatre préfectures touchées par l'épidémie à virus Ebola qui a été ramené de 10 h à 16 h au lieu de 8 h 30 à 17 h 30 habituellement.

Par ailleurs, l'ouverture de trois nouvelles agences bancaires à N'Zérékoré, Siguiré et Coyah et de 14 nouvelles caisses d'IMF, prévue initialement en 2014, a été reportée à une date ultérieure pour les mêmes raisons.

..

Tableau 18 : Nombre de caisses d'IMF non-ouvertes en 2014, en raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola

Préfecture/Commune	Nombre de caisses
N'Zérékoré	1
Kissidougou	1
Beyla	1
Kouroussa	1
Gueckédou	1
Dabola	1
Faranah	1
Forécariah	1
Dubréka	1
Boffa	1
Matoto	2
Kaloum	1
Dixinn	1
Total	14

Source : IMF

Au niveau des Compagnies d'Assurances, l'ouverture de 16 nouvelles agences prévue initialement en 2014 a été reportée à une date ultérieure.

Tableau 19 : Nombre d'agences de compagnies d'assurances non ouvertes en 2014, en raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola

Préfecture d'implantation	Agences
Koundara	1
Kankan	1
Conakry	11
Kissidougou	
Labé	
N'Zérékoré	
Mamou	1
Kindia	1
Guéckédou	1
Total	16

Source : Compagnies d'Assurance

7.13.3. Coûts de la prévention

Au moment du passage de l'enquête, deux cas suspects de contamination ont été signalés parmi les employés des banques. Ceux-ci ont repris leur travail après 21 jours d'isolement et d'observation.

Dans le cadre de la prévention en faveur des employés contre cette épidémie, quatorze banques sur les quinze opérant en Guinée ont investi en moyenne GNF 142 millions chacune et la BCRG de l'ordre de GNF 156,8 millions durant les trois derniers trimestres de 2014. Au cours de la même période, les actions sociales réalisées par le système bancaire en faveur des travailleurs et de la population dans le cadre de l'épidémie, se chiffrent à environ GNF 5,564 milliards.

Entre janvier et juin 2015, le coût de la prévention des banques en faveur du personnel et de la population contre l'épidémie à virus Ebola est estimé à GNF 225,77 millions.

Dans les compagnies d'assurances aucun cas d'infection n'a été relevé. Toutefois, elles ont investi près de GNF 380 millions dans la prévention contre l'épidémie, dont près de 49% en faveur des employés. De même, ces compagnies ont réalisé des investissements allant de GNF 10 millions à GNF 100 millions dans l'action sociale en faveur de la population.

Au total, 4 compagnies d'assurances sur les 6 ayant répondu à cette question, ont affirmé avoir dépensé GNF 51 millions pour la prévention de leur personnel contre l'épidémie et pour le financement des actions sociales en faveur de la population.

En ce qui concerne les institutions de microfinance, un seul cas d'employé infecté a été relevé par l'enquête. Mais dans l'ensemble, onze institutions de microfinance ont investi pour un montant global de GNF 1,434 milliards (soit en moyenne GNF 130,35 millions par institution) pour protéger les employés (66,3%), les clients (27,6%) et dans l'appui à la population à hauteur de GNF 81 millions.

8. Implications de l'épidémie sur la conduite de la politique monétaire et de change

La fièvre hémorragique à virus Ebola qui était au début de l'année 2014 confinée dans un petit village de la Guinée Forestière est devenue actuellement un enjeu majeur avec ses implications sur la mise en œuvre de la politique économique en général et la politique monétaire et de change en particulier.

8.1. Impacts budgétaires

Les prévisions de croissance économique ont été à plusieurs reprises révisées à la baisse pour tenir compte des récents développements économiques. Initialement fixé à 4,5%, ce taux de croissance a été revu à 1,3%, puis à 1,1% en 2014. Pour 2015, la croissance est estimée seulement à 0,1%. Ces prévisions ont pris en compte les effets du choc lié à la maladie sur l'économie nationale, les problèmes socio-politiques qui freinent les activités économiques et le fait que 2015 est une année électorale.

Le départ des miniers et des travailleurs expatriés, le ralentissement des activités dans les secteurs des services (hôtellerie et transport) et de l'agriculture dans les régions touchées par l'épidémie sont, entre autres, des facteurs qui ont contribué à l'aggravation de la situation macroéconomique du pays avec des répercussions sur les finances publiques.

Les recettes de l'Etat provenant des impôts sur le revenu des travailleurs et des sociétés notamment des sociétés minières ont été affectées négativement. Les recettes budgétaires ont été plus faibles que prévues et les dépenses publiques ont augmenté. Le choc dû à l'épidémie et les efforts de riposte contre la maladie ont généré un besoin de financement de 191 millions¹⁴ de dollars en 2014. Pour 2015, ce besoin de financement est estimé à USD 315 millions¹⁵. Si l'épidémie n'est pas rapidement endiguée, son impact sur les finances publiques pourrait être considérable à cause de la faiblesse des rentrées budgétaires, ce qui pourrait entraîner une hausse importante de la dette publique. Dans ce cas, si l'Etat finance cette dette par emprunt sur le marché des titres, il existera un risque d'éviction du secteur privé car les crédits à lui allouer pour financer les secteurs productifs seraient restreints. L'autre risque,

¹⁴ Lettre d'intention de politiques économique et financière, janvier 2015.

¹⁵ Stratégie de relance socio-économique post Ebola 2015-2017, avril 2015.

conséquence de l'endettement croissant du Trésor, est la perte de crédibilité de l'Etat que cette spirale d'endettement pourrait provoquer auprès de ses créanciers et du public.

En définitive, les efforts du Gouvernement en matière de stabilisation macroéconomique s'exposent à des risques importants qui pourraient saper les acquis dans ce domaine.

8.2. Implications sur la conduite de la politique monétaire et de la politique de change

A défaut de ressources budgétaires conséquentes, le Trésor public pourrait être contraint, soit de se déporter sur le marché des Bons du Trésor (BDT), soit de lancer des emprunts obligataires ou de recourir aux avances de la Banque Centrale. Il s'agit là des canaux potentiels par lesquels l'Etat pourrait financer son déficit budgétaire.

Selon le mode de financement choisi, la mise en œuvre des politiques monétaire et de change par la Banque centrale pourrait être affectée.

L'émission des titres publics (bons du Trésor, emprunts obligataires, etc.) pour financer le gap budgétaire affecterait la politique monétaire par l'effet qu'elle induit sur le taux d'intérêt et le rationnement des crédits. En outre, lorsque l'encours des BDT atteint des seuils élevés en période de baisse de recettes fiscales, l'Etat peut se trouver dans l'impossibilité d'honorer les échéances de remboursement. A cause du débit automatique auquel la Banque centrale procède sur le compte du Trésor pour rembourser les banques à l'échéance, le phénomène peut se transformer en planche à billet et annihiler les acquis en matière de stabilité des prix.

En tout état de cause, entre mars et décembre 2014, l'effet de l'épidémie n'a pas été perceptible sur le marché des BDT car le volume adjudgé sur le marché a baissé de 17,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

A cause du volume important de leurs dépôts et des incertitudes liées aux autres marchés en cette période de crise et d'attente des investisseurs, les banques de dépôts ont enregistré un volume de souscription de GNF 3 403,9 milliards durant les trois derniers trimestres de 2014, soit un accroissement de 34,7% par rapport à la même période de 2013.

Dans l'hypothèse d'un rationnement quantitatif des crédits, la demande de crédits du Trésor Public à travers l'émission des BDT peut être à l'origine de l'augmentation des taux d'intérêt débiteurs des banques de dépôts. Leurs taux d'intérêt débiteurs sont restés relativement stables autour de 16% en moyenne avec un pic en mai 2015 (16,41%).

Toutefois, bien qu'aucune mesure particulière n'ait été prise par la BCRG en 2014, face à la persistance de l'épidémie conjuguée à la situation macroéconomique difficile, elle a décidé d'assouplir les conditions monétaires en début 2015 en abaissant son taux directeur de 13% à 11% et le coefficient des réserves obligatoires de 20% à 18%.

En outre, malgré la crise sanitaire qui a aggravé le déficit budgétaire, le Trésor public n'a pas fait recours au financement monétaire de la Banque Centrale en 2014.

Quant à la mise en œuvre de la politique de change, jusqu'à fin septembre 2014, l'impact de l'épidémie sur la demande de devises des banques au Marché Interbancaire de Change (MIC) est resté non significatif. Sur la période sous revue, la demande bancaire de devises sur ce

marché a été de USD 340,6 millions, en baisse de 31,6% en glissement annuel. C'est ce montant qui est alloué par la BCRG sur le MIC contre USD 498,2 millions un an auparavant.

A partir de fin octobre 2014, la forte baisse des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts, provoquée par la crise, a entraîné une hausse de la demande de devises des banques sur le MIC. Cette demande a atteint USD 273,2 millions durant le quatrième trimestre 2014, soit une augmentation de 91,1% par rapport à la même période de l'année passée.

En réponse à cette hausse de demande, la Banque Centrale a augmenté son offre de devises sur le MIC. Elle a alloué USD 84,6 millions aux banques contre USD 58,6 millions sur la même période de 2013, soit un accroissement de 44,5%. Elle avait déjà alloué USD 13,1 millions aux bureaux de change entre août et décembre 2014 pour faire baisser la tension observée sur le marché. Le montant total stérilisé par les interventions de la Banque Centrale s'est chiffré à GNF 1 163 milliards sur la période d'avril à décembre 2014.

Au cours du premier semestre 2015, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le MIC même si elle a diminué le volume de ses allocations. Ces interventions ont permis d'allouer aux banques de dépôts un montant de USD 131,4 millions correspondant à une ponction de USD 948,7 milliards de liquidité.

Ces différentes interventions ont permis de limiter l'effet de la crise sur le taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises étrangères jusqu'à juin 2015. Elles ont contribué en outre, à la stabilité des prix à la consommation dans la mesure où le panier de la ménagère guinéenne est composé de près de 40% de produits importés.

Malgré la hausse des allocations de la Banque Centrale sur le marché des changes, les réserves internationales brutes ont représenté 3,2 mois d'importations à fin 2014, grâce notamment aux appuis budgétaires reçus du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne. Toutefois, ce ratio a baissé pour s'établir à 2,8 mois d'importations à fin 2015.

9. Risques et mesures envisagées

9.1. Risques potentiels

Les perspectives macroéconomiques de la Guinée pour 2015 ne sont pas favorables à une croissance économique soutenue. Selon les projections du Gouvernement, confirmées par le FMI, le gain de croissance attendu en 2015 est très faible en raison des perturbations économiques liées aux effets de l'épidémie à Virus EBOLA et exacerbées par l'attentisme des investisseurs et des autres agents économiques, en lien avec les élections présidentielles d'octobre 2015.

C'est pourquoi, si la crise sanitaire est supposée être contenue au cours du premier semestre grâce aux efforts du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers, ses effets sur l'ensemble des secteurs économiques risquent de persister toute l'année 2015 et en 2016.

Déjà, l'exécution budgétaire au premier trimestre 2015 indique un dérapage significatif. Le manque à gagner sur les recettes fiscales serait projeté à 0,3% du PIB reparti entre les taxes sur biens et services, sur le commerce international et les taxes directes.

Au niveau des dépenses induites par l'augmentation du salaire de base en début d'année, les besoins financiers liés à la riposte à la maladie estimés à GNF 1 613,1 milliards en 2015 et à la reconstitution du système sanitaire du pays, pourraient conduire à des déséquilibres importants en dépit des soutiens financiers reçus et attendus des partenaires au développement.

En outre, le taux de croissance des exportations projeté initialement à 6,1% serait menacé en cas de persistance de l'épidémie. Le déficit du compte courant pourrait se creuser davantage.

Même si l'épidémie est maîtrisée en 2015, le ralentissement des IDE pourrait se poursuivre, ce qui agira sur le solde global de la balance des paiements. Le système bancaire éprouvera des difficultés à continuer ses activités de collecte de dépôts et d'octroi de crédit. En raison de la baisse drastique des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts, certaines banques pourront avoir des difficultés pour mener à bien leurs opérations de devises, ce qui pourrait provoquer une tension sur le taux de change.

Après la panique provoquée par l'épidémie qui a conduit à une augmentation rapide des dépôts en 2014, la plupart des banques de dépôts craignent un retournement de tendance qui leur poserait des problèmes de liquidités, une augmentation du taux d'impayés, une restructuration des crédits et une augmentation de comptes inactifs.

En ce qui concerne les institutions de microfinance, celles-ci évoluent dans des zones souvent très sensibles avec une clientèle située par endroit dans des régions touchées par l'épidémie. Avec la persistance de la maladie, il existe un risque élevé de détérioration de la qualité du portefeuille de ces institutions qui serait exacerbé par les retards dans les remboursements, la non solvabilité de certains clients et la fermeture des marchés. Dans ces conditions, certains investissements prévus par ce secteur pourraient être soit reportés ou annulés. Les difficultés économiques rencontrées par les bénéficiaires des prêts contribueront également à l'augmentation du taux d'impayés et du volume de crédits à rééchelonner.

Les IMF qui avaient prévu d'ouvrir des nouvelles caisses risqueraient également de les reporter à cause de la persistance de l'épidémie. Les emplois prévus à cet effet seraient aussi reportés. En conséquence, le rythme de pénétration des IMF en zone rurale sera ralenti et le financement des activités dans les secteurs jugés prioritaires en matière de réduction de la pauvreté sera annulé ou reporté. On s'attendra ainsi à une réduction du nombre de guichets et des effectifs de leurs employés. Un emploi sur dix dans ce secteur serait menacé. Environ 6 employés sur 100 seront mis en congés techniques si l'épidémie n'est pas contenue rapidement.

Au niveau des assurances, si la situation sanitaire ne s'améliore pas au cours en 2015, certaines compagnies ne pourraient pas réaliser les investissements prévus dans les zones affectées par l'épidémie à virus Ebola. Leurs marges de solvabilité seraient affectées, les charges de sinistres augmenteraient ainsi que les frais généraux à cause de la baisse de leur

chiffre d'affaires. La diminution du rendement des actifs va impacter la couverture des engagements règlementés. Tous ces facteurs seront de nature à contribuer à la baisse des primes et des placements et à l'augmentation des sinistres.

9.2. Mesures envisagées

Pour permettre à la Guinée de se remettre des effets néfastes de la crise sanitaire, le Gouvernement a élaboré un document de stratégie de relance socio-économique post-Ebola 2015-2017.

Les mesures envisagées dans ce document portent essentiellement sur le développement du système de santé, l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, l'amélioration du climat des affaires, le relèvement du système de production, la reprise et l'accélération de la diversification des activités économiques, la reprise du soutien à l'intensification agricole, la reprise des investissements dans les infrastructures économiques, la revitalisation des circuits commerciaux d'importations et d'exportations, le soutien à la transformation et au stockage des productions, la redynamisation et la rationalisation de l'appui conseil, de l'organisation des producteurs et de la recherche. Le coût total estimé du programme d'actions prioritaires post-Ebola sur la période 2015-2017 s'élève à USD 2,9 milliards.

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, les bonnes tendances de 2014 seront maintenues en 2015 en matière d'inflation à un chiffre et de réserves internationales en mois d'importations, si le pari de la fin de l'épidémie au premier semestre 2015 est respecté. Ces résultats sont les implications directes de l'assouplissement des conditions monétaire pour soutenir la croissance, par la baisse du coefficient des réserves obligatoires qui a permis de libérer GNF 200 milliards, et du taux directeur pour influencer sur les taux d'intérêt débiteurs afin de faciliter un accès plus accru aux crédits bancaires.

Au premier trimestre de 2015, la Banque Centrale a pris une instruction pour mettre en place un guichet d'open market d'injection de liquidité par adjudication. Avec ce nouveau guichet, les banques peuvent obtenir de la monnaie centrale à un taux inférieur au taux directeur de la Banque Centrale et combler leurs besoins de liquidité résultant du financement de l'économie.

Par ailleurs, la Banque a élaboré une instruction relative à l'appel public à l'épargne dans le cadre de l'émission d'emprunts obligataires en vue de favoriser le financement des infrastructures étatiques (routes, énergie, transport).

Conclusion et recommandations

L'économie guinéenne a été fortement éprouvée par les effets de la maladie à virus Ebola en dépit des mesures conjointes de riposte contre la maladie déployées par l'Etat et ses partenaires bi et multilatéraux. Tous les secteurs sont affectés avec des ampleurs plus ou moins différentes. Les projections de croissance économique ont été revues fortement à la baisse pour 2014 et les effets se sont poursuivis en 2015, voir au-delà.

Au niveau du secteur réel, le tertiaire est le plus affecté à cause de la fermeture de la plupart des frontières terrestres et aériennes.

Les investissements publics se sont contractés en raison du report ou de la suspension de grands projets d'investissements publics et les investissements directs étrangers ont reculé par rapport à 2013, reflétant l'ampleur de la panique causée par l'épidémie. Les prix aux producteurs ont chuté considérablement, en raison des difficultés dans l'écoulement des produits à l'extérieur suite à la fermeture des frontières. Les perspectives d'emploi pour 2015 ont été compromises dans les secteurs des services et de la production, notamment dans l'Hôtellerie, les BTP et les Mines.

Dans le secteur des finances publiques, la crise sanitaire a causé des pertes en recettes fiscales et une augmentation substantielle des dépenses.

Dans le secteur financier, les dépôts en GNF se sont fortement accrus tandis que les dépôts en devises ont chuté. Les secteurs dont les dépôts ont le plus baissé sont les mines, l'hôtellerie et la restauration, les transports et les BTP.

L'étude s'est également intéressée aux défauts de remboursement de crédits bancaires ainsi qu'aux crédits restructurés en lien avec l'épidémie. Les résultats montrent que, durant les trois derniers trimestres de 2014, près de GNF 259,6 milliards ne sont pas remboursés et 4,3% de l'encours des crédits sont restructurés par les banques. Dans les Institutions de Micro-finance, les défauts de remboursement sont de l'ordre de GNF 6,9 milliards tandis que les crédits restructurés se chiffrent à GNF 2,6 milliards.

L'étude montre qu'en 2014 les avoirs extérieurs des banques primaires ont chuté de façon drastique, entraînant une demande accrue de devises des banques partiellement satisfaite par les interventions de la Banque Centrale sur le MIC et une pression sur le marché des changes. Toutefois, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale ont augmenté, grâce à l'aide extérieure obtenue dans le cadre du programme de riposte contre la maladie engagé par le Gouvernement.

En revanche, l'étude révèle que tout comme sur les prix à la consommation, l'épidémie n'a pas eu d'effet significatif sur les taux de base bancaire, qui sont restés quasi stables sur les neuf derniers mois de l'année 2014.

Par ailleurs, l'étude a mis en évidence la bonne résilience et la capacité d'adaptation des banques primaires face aux chocs, mais également la fragilité des compagnies d'assurance devant de telles situations. Globalement, le PNB consolidé s'est accru de 11,2% sur les trois derniers trimestres de 2014 de sorte que la santé financière du système bancaire, et donc son

niveau de solvabilité n'a pas été sévèrement entamé par les effets de l'épidémie au cours de la période d'étude.

A contrario, le total des primes d'assurance a baissé et les arriérés de paiement dus à l'épidémie ont augmenté. De même, dans les Institutions de Micro-finance, malgré l'augmentation des crédits en souffrance, l'encours des crédits à jour a augmenté de 20,2% en 2014, contribuant ainsi à améliorer leurs portefeuilles.

En tout état de cause, la situation du système financier aurait été meilleure en l'absence de l'épidémie à virus Ebola. En effet, l'étude a révélé que les prévisions d'investissements dans le secteur ont subi une forte contraction.

En ce qui concerne les implications de l'épidémie sur la conduite de la politique monétaire et de la politique de change, la présente étude montre qu'en dépit de la psychose causée par la maladie, ses effets ont été plus limités dans le secteur monétaire et de change que dans le secteur réel. En effet, les effets du gonflement des dépôts sur les prix à la consommation ont été contenus par l'augmentation de l'offre de produits locaux provoquée par la baisse de la demande des pays voisins. Cette action a été renforcée par l'attentisme des opérateurs économiques privés guinéens pour lesquels la demande de crédit bancaire est restée modeste en 2014.

Toutefois, la persistance de la dégradation des finances publiques (baisse continue des recettes et augmentation des dépenses) en 2015, risque d'accroître le déficit budgétaire et impacter négativement l'objectif de stabilité des prix et l'objectif de niveau minimum de réserves internationales en mois d'importations. Le risque réside particulièrement dans le mode de financement du déficit public que va choisir le Gouvernement. De même, la faiblesse des recettes fiscales peut induire des tensions sur le budget en devises de l'Etat et impacter négativement le niveau des réserves de change, la politique d'investissement de la Banque Centrale, le taux de change et, par cela la stabilité des prix.

Face à l'ampleur des effets de l'épidémie décrits ci-haut, des mesures vigoureuses devront être prises par la Banque Centrale et le Gouvernement pour compléter les initiatives en cours en vue d'éradiquer la maladie, prévenir de nouveaux foyers, atténuer ses effets sur le système financier et stimuler la relance économique.

A cet effet, la Banque Centrale devra avoir au moins trois axes d'intervention.

(i) En tant que conseiller financier de l'Etat, elle devra apporter son appui pour faire face à la problématique du déficit budgétaire créé par la baisse des recettes fiscales, combinée à la hausse de dépenses additionnelles dans le cadre de la riposte à la maladie. Dans ce cadre, la Banque peut conjointement avec le Trésor public, accélérer par exemple le mécanisme de l'appel public à l'épargne, à l'image de plusieurs pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria etc. En dépit de l'efficacité de cet instrument dans le financement des projets d'infrastructures publics et du potentiel de ressources qui existe dans ce domaine, sa mise en place demeure un défi pour les autorités guinéennes.

En outre, la Banque devra apporter son appui dans le plaidoyer auprès des partenaires au développement, afin d'accroître les appuis budgétaires extérieurs pour financer la relance

économique. Cette source de financement est nécessaire à ce stade où le pays se trouve confronter à une situation de besoins accrus de ressources pour financer le programme de relance après l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

(ii) La Banque Centrale devra apporter un soutien particulier au secteur financier pour juguler les effets de l'épidémie. Dans ce soutien, les sous-secteurs des assurances et des institutions de microfinance qui se sont montrés moins résilients devront être considérés en priorité. Pour cela, une réunion technique autour de la Banque Centrale regroupant les institutions financières, serait nécessaire pour identifier clairement les axes d'intervention, hiérarchiser les priorités et établir un chronogramme cohérent des actions à entreprendre.

En plus, la Banque Centrale devrait revisiter les indicateurs de solidité financière et les appliquer secteur par secteur, pour identifier les institutions les plus fragiles afin d'anticiper les mesures à prendre en cas de choc du type de la maladie à virus Ebola. Cette démarche devrait s'accompagner d'une augmentation de la fréquence des missions de contrôle de la BCRG auprès des différentes institutions financières.

(iii) La Banque Centrale devra poursuivre sa politique de reconstitution des réserves internationales de change en vue d'intervenir, en cas de besoin, sur le marché des changes, afin de stabiliser le taux de change et par cela, les prix à la consommation. Dans ce cadre, les opérations d'achats et de vente d'or devraient se poursuivre, tout au moins, jusqu'à ce que la relance économique soit effective.

Du côté de l'Etat, le Gouvernement doit poursuivre, sans relâche, les efforts déjà engagés de lutte contre la MVE en renforçant la stratégie actuelle afin de parvenir à son éradication rapide. La construction et la rénovation des infrastructures sanitaires, le recrutement et le renforcement des capacités du personnel de santé à la surveillance épidémiologique devront s'inscrire dans les priorités de court et moyen termes pour renforcer la résilience du système sanitaire.

Une politique spéciale de relance économique, notamment en faveur des secteurs les plus affectés par l'épidémie (assurance, microfinance, tourisme et hôtellerie, commerce intra-communautaire, BTP etc.) devra être élaborée et mise en œuvre. Cette politique devra comporter des mesures incitatives comme des incitations fiscales, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration des conditions d'accès aux ressources de financement et d'autres formes d'accompagnements.

Aussi, en dépit de la situation tendue du budget national, la bonne tenue des finances publiques reste un gage de l'équilibre macroéconomique. A cet égard, la prudence dans l'exécution des dépenses devra continuer d'être observée, notamment pour éviter d'avoir recours au financement monétaire du déficit.

Des efforts supplémentaires dans la mobilisation des recettes fiscales devraient également être faits. A ce titre, l'Etat devra s'investir dans l'identification des sources alternatives de financements afin de prélever des taxes. Il s'agit notamment des financements innovants comme les taxes sur la téléphonie mobile, les transactions financières, les billets d'avion, l'éclairage public, l'assainissement, etc.

Dans le cadre du décaissement des prêts extérieurs, l'Etat devra améliorer ses capacités d'absorption des ressources afin de pouvoir décaisser les concours extérieurs destinés à la relance de l'économie post-Ebola.

Par ailleurs, le déclenchement de l'épidémie a entraîné le départ de plusieurs expatriés conduisant à l'arrêt des projets, parfois par faute de compétences humaines à même d'assurer la continuité des activités. Ce qui s'est soldé par des pertes d'emplois et donc de revenus des travailleurs. Une des solutions pour le futur est que l'Etat mette l'accent sur la politique de formation technique afin de renforcer les compétences locales.

Bibliographie

1. Commission Economique pour l'Afrique (CEA), « les incidences socio-économiques de la maladie à virus Ebola (MVE) », décembre 2014.
2. Gouvernement de la République de Guinée, « Stratégie de relance socioéconomique Post-Ebola 2015 – 2017 », avril 2015.
3. Gouvernement de la République de Guinée, « Communication sur l'impact économique et social de l'épidémie à Virus Ebola (MVE) et la réponse apportée par le gouvernement », note sur la réponse à la MVE, septembre 2014.
4. Liberia Institute of statistics and Geo-information Services «The Socio- Economic Impacts of Ebola in Liberia: Results from a High Frequency Cell Phone Survey, Round 3 », January 2015.
5. Ministère de l'Economie et des Finances, « Etude d'impact économique de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée », novembre 2014.
6. Ministère de l'agriculture, « Evaluation rapide de l'impact de la maladie à virus Ebola sur l'agriculture et la sécurité alimentaire Guinée », décembre 2014.
7. Ministère de l'économie et des finances & Banque Centrale, « Lettre d'intention de politiques économique et financière au FMI », 17 septembre 2014.
8. Ministère de l'économie et des finances & Banque Centrale, « Lettre d'intention de politiques économique et financière au FMI », 27 janvier 2015.
9. Ministère de l'économie et des finances, « Contexte Economique de la Guinée face à la Maladie à Virus Ebola (MVE) », présentation du Ministre d'Etat ministre de l'Economie et des Finances, Washington, le 07 octobre 2014.
10. Ministère de l'économie et des finances, « Contexte Economique de la Guinée face à la Maladie à Virus Ebola (MVE) », présentation du Ministre d'Etat ministre de l'Economie et des Finances, Concertation Gouvernement -Partenaires, Octobre 2014.
11. Ministry of finance and development planning, « Liberia economic stabilization and recovery plan », October 2014.
12. PLOS Currents Outbreak, « Assessing the International Spreading Risk Associated with the 2014 West African Ebola Outbreak », September 2014.
13. PNUD, « L'impact socio-économique de la maladie à virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone » note d'orientation N° 1 à 5, volume1, décembre 2014.
14. PNUD – FIDA, « Evaluation de l'impact de l'épidémie Ebola sur les filières fruits et légumes en moyenne Guinée », rapport de mission conjointe, Septembre 2014.
15. Statistics Sierra Leone, «The Socio- Economic Impacts of Ebola in Sierra Leone: Results from a High Frequency Cell Phone Survey, Round 1 », January 2015.
16. The World Bank (September 2014), « The Economic Impact of the 2014 Ebola Epidemic: Short and Medium Term Estimates for Guinea, Liberia, and Sierra Leone », N° 90748
17. The World Bank (October 2014), « The Economic Impact of the 2014 Ebola Epidemic: Short and Medium Term Estimates for West Africa », N° 91219
18. World Food Programme, « FAO/ZFP Crop and food security assessment – Liberia, Sierra Leone and Guinea », Special report, 5 January 2015.
19. World Bank Group, « The Economic Impact of Ebola on Sub-Saharan Africa: Updated Estimates for 2015 », January 20, 2015.

Annexes

Annexe 1 : Evolution du taux de croissance du PIB et ses composantes entre 2014 et 2015

	Prévisions de croissance au premier trimestre 2014		Prévisions de croissance révisées en décembre 2014 avec l'effet Ebola	
	2014	2015	2014	2015
PIB	4,5%	6,3%	1,1%	0,7%
Secteur primaire	4,8%	4,8%	2,7%	3,5%
Agriculture, chasse	5,2%	5,1%	3,5%	3,7%
Elevage	4,0%	4,0%	1,2%	4,0%
Pêche	3,4%	4,0%	-0,9%	1,2%
Sylviculture et Forêt	4,2%	4,2%	1,8%	2,0%
Secteur secondaire	5,3%	10,4%	3,2%	-0,4%
Mines	-3,4%	5,4%	4,2%	-3,2%
Secteur manufacturier	5,0%	4,0%	-1,0%	0,0%
Eau, Electricité	8,0%	8,0%	7,0%	29,4%
BTP	13,5%	17,0%	4,0%	1,0%
Secteur tertiaire	3,7%	3,9%	-1,1%	-0,8%
Commerce	4,0%	4,5%	-3,0%	-3,0%
Transport	4,0%	5,0%	-2,0%	-2,0%
Administrations	3,0%	2,5%	1,1%	2,0%
Autres	5,0%	3,5%	1,3%	2,0%

Source : Direction Nationale du Plan

Annexe 2 : Evolution des taux de change

		Marché officiel			Marché parallèle	
		DTS	USD	Euro	USD	Euro
2012	Jan	10 759,81	7 010,10	9 041,17	7 086,63	9 065,08
	Fév	10 874,54	7 021,45	9 272,86	7 107,26	9 347,78
	Mars	10 816,74	7 019,17	9 268,75	7 163,94	9 482,73
	Avril	10 846,28	7 029,88	9 249,41	7 119,47	9 397,63
	Mai	10 705,09	6 987,64	8 971,37	7 064,84	9 209,19
	Juin	10 554,65	6 966,47	8 720,17	7 014,05	8 814,29
	Juillet	10 458,59	6 938,40	8 540,64	7 019,42	8 742,50
	Août	10 527,36	6 960,90	8 624,38	7 044,52	8 666,86
	Septembre	10 708,36	6 970,57	8 950,89	7 088,50	9 025,46
	Octobre	10 750,72	6 977,88	9 055,18	7 024,18	9 040,24
	Novembre	10 666,42	6 973,09	8 943,00	7 097,35	9 109,77
	décembre	10 731,40	6 974,41	9 144,82	7 094,62	9 189,42
2013	Janvier	10 729,47	6 989,14	9 273,76	7 059,30	9 272,72
	Février	10 644,19	6 960,20	9 311,89	6 977,02	9 384,96
	Mars	10 421,45	6 929,53	8 988,66	6 967,38	9 107,46
	Avril	10 355,27	6 885,07	8 961,03	6 953,60	9 055,79
	Mai	10 316,72	6 883,96	8 937,94	6 940,28	9 035,72
	Juin	10 353,86	6 839,71	9 018,13	6 922,54	9 072,83
	Juillet	10 339,88	6 880,73	8 989,21	6 962,83	9 080,56
	Août	10 455,61	6 883,21	9 167,67	6 952,41	9 161,85
	Septembre	10 461,88	6 874,62	9 168,35	6 971,38	9 218,10
	Octobre	10 618,58	6 898,48	9 406,54	6 990,83	9 334,80
	Novembre	10 559,96	6 898,16	9 310,80	7 031,32	9 465,35
	décembre	10 724,47	6 971,73	9 542,96	7 094,68	13 744,84
2014	Janvier	10 731,43	6 988,02	9 522,91	7 093,03	9 552,14
	Février	10 771,91	6 997,81	9 547,83	7 082,75	9 572,42
	Mars	10 845,43	7 009,41	9 686,07	7 102,95	9 717,94
	Avril	10 849,10	7 008,70	9 679,04	7 110,84	9 828,52
	Mai	10 836,99	7 000,92	9 628,74	7 096,61	9 836,34
	Juin	10 773,11	6 991,37	9 501,45	7 062,14	9 860,95
	Juillet	10 747,03	6 967,06	9 448,51	7 088,89	9 767,26
	Août	10 652,93	6 977,52	9 295,84	7 205,51	9 638,72
	Septembre	10 525,38	7 009,16	9 063,79	7 311,82	9 614,88
	Octobre	10 458,83	7 034,93	8 918,88	7 277,65	9 280,59
	Novembre	10 370,09	7 067,11	8 815,49	7 411,50	9 312,75
	décembre	10 371,47	7 117,41	8 783,74	7 405,53	9 182,88

Source : Banque Centrale

Annexe 3 : Budget en devises de la banque Centrale (en million de dollar US)

	Déc. 2013	2014 T1		2014 T2		2014 T3		2014 T4		Cumul 2014	
	Exec	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc
A - Entrées	69,4	131,3	131,0	139,5	131,6	136,8	131,2	141,5	244,2	548,9	638,0
1. Opérations pour le compte de l'État	34,0	43,0	44,4	54,8	72,7	52,1	53,8	56,8	155,1	206,7	326,0
<i>Recettes minières</i>	27,1	39,5	36,7	50,6	52,2	48,6	36,1	52,9	44,4	191,6	169,4
Privatisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont: Aide budgétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres recettes</i>	6,9	3,5	7,8	4,2	20,5	3,5	17,7	3,9	110,7	15,1	156,7
2. Opérations pour le compte de la BCRG	35,1	84,7	82,8	84,7	52,1	84,7	75,1	84,7	87,1	338,6	297,2
Produits financiers BCRG	0,2	0,6	0,5	0,6	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	2,4	0,6
<i>Dépôts des Banques</i>	34,9	84,0	81,9	84,0	52,1	84,0	75,1	84,0	87,1	336,0	296,2
Autres recettes	0,0	0,1	0,4	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,5
3. Opérations pour le compte des entreprises publiques	0,3	3,6	3,8	0,0	6,8	0,0	2,3	0,0	2,0	3,6	14,8
B - Sorties	45,3	113,8	96,5	105,8	136,1	164,3	119,3	112,3	154,8	496,2	506,7
1. Opérations pour le compte de l'État	20,9	49,8	18,6	49,9	50,7	108,4	54,0	56,4	67,3	264,5	190,6
<i>Dettes extérieures en devises</i>	8,0	19,8	6,1	14,0	17,8	14,4	15,1	14,4	18,6	62,6	57,7
Principal	7,7	14,6	4,8	11,2	16,4	9,3	10,0	11,1	17,4	46,2	48,6
Intérêt	0,3	5,2	1,4	2,8	1,3	5,1	5,1	3,3	1,3	16,4	9,1
Apurement des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes en instance de paiement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dettes intérieures en devises</i>	0,0	1,5	0,0	3,5	0,0	2,4	0,0	2,5	0,0	9,9	0,0
<i>Autres dépenses courantes</i>	12,9	25,3	12,4	30,5	32,9	61,4	38,9	31,1	48,6	148,3	132,9
Ambassades	5,8	8,6	1,5	8,1	9,2	10,0	6,4	8,2	6,9	34,9	24,1
Autres dépenses	7,0	16,7	10,9	22,4	23,7	51,4	32,4	22,9	41,7	113,4	108,8
<i>Subventions et transferts</i>	0,0	3,2	0,0	1,9	0,0	30,3	0,0	8,4	0,0	43,8	0,0
<i>Dont: Pèlerinage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	1,9	0,0	6,4	0,0
Dépenses en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Opérations pour le compte de la BCRG	0,2	2,9	4,1	0,0	1,6	0,0	4,6	0,0	0,6	2,9	10,9

	Déc. 2013	2014 T1		2014 T2		2014 T3		2014 T4		Cumul 2014	
	Exec	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc
<i>Frais impression billets</i>	0,0	1,5	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,2
Autres charges BCRG	0,2	1,4	3,0	0,0	1,6	0,0	4,6	0,0	0,6	1,4	9,8
3. Opérations pour le compte des banques	23,8	55,9	67,1	55,9	77,3	55,9	53,6	55,9	79,6	223,6	277,6
Dont: Transferts au profit des banques	23,8	55,9	67,1	55,9	77,3	55,9	53,6	55,9	79,6	223,6	277,6
4. Opérations pour le compte des entreprises publiques	0,5	5,3	6,7	0,0	6,5	0,0	7,2	0,0	7,3	5,3	27,7
<i>Dont: Opérations pour EDG</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Opérations pour le compte du secteur privé non bancaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C - Solde (Entrées - Sorties) = (A - B)	24,0	17,4	34,5	33,6	-4,5	-27,5	11,9	29,2	89,4	52,7	131,3
D - Pertes(-)/Gains(+) de change	6,5	0,0	20,0	0,0	1,9	0,0	47,0	0,0	11,0	0,0	79,9
E - Erreurs et omissions	-2,4	0,0	7,4	0,0	11,7	0,0	9,0	0,0	5,3	0,0	33,4
F - Variation avoirs grevés de la BC (- paiement de la dette)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
G - Solde des opérations des banques	11,1	28,1	14,8	28,1	-25,2	28,1	21,5	28,1	7,5	112,4	18,6
H - Interventions Nettes en devises de la BCRG	-17,0	0,0	-47,1	0,0	-34,3	0,0	-46,4	0,0	-98,3	0,0	-226,0
I - Variations RIN = (C+D+E+F-G+H)	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,7	0,0	535,2	0,0	515,1
Stock de Réserves Internationales nettes	569,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
J - Ajustement: assistance extérieure nette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide budgétaire (dons + prêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impact remise de dette obtenue après le 30 juin 2007	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
K - Variations ajustées réserves internationales Dispo = (I + J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Memo (encours, à fin de période):</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves Internationales nettes	569,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations des RIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Avoirs extérieurs nets	612,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avoirs extérieurs bruts	711,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Devises	696,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	15,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements extérieurs bruts	99,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	Déc. 2013	2014 T1		2014 T2		2014 T3		2014 T4		Cumul 2014	
	Exec	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc	Prév	Exéc
FMI	85,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre (court terme)	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taux de change											
\$U.S./GNF	7005,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SDR/\$U.S.	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EURO/\$U.S.	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prix d'or (\$U.S./oz.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale

Annexe 4 : Evolution trimestrielle du TOFE en 2014 (en milliard de GNF)

	T1 2014			T2 2014			T3 2014			T4 2014		
	Prév. janv à mars - 14	Réal. Janv à mars - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 14	Réal. avril à juin - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 14	Réal. avril à juin - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 15	Réal. avril à juin - 15	Ecart
RECETTES ET DONNS	4 520,9	4 317,0	-203,9	2 652,5	5 214,3	2 561,8	0,0	0,0	0,0	-7 040,5	-6 993,6	46,9
Recettes courantes	3 571,6	3 917,2	345,6	2 440,7	4 069,0	1 628,3	0,0	0,0	0,0	-5 879,5	-6 014,2	-134,8
Secteur minier	792,0	746,6	-45,4	726,1	860,6	134,5	0,0	0,0	0,0	-1 412,2	-1 311,6	100,6
Secteur non minier	2 779,6	3 170,5	390,9	1 714,6	3 208,6	1 494,0	0,0	0,0	0,0	-4 352,3	-4 702,7	-350,4
Contributions directes	580,0	934,1	354,2	414,7	841,9	427,3	0,0	0,0	0,0	-816,0	-1 459,6	-643,5
Biens et Services	1 344,8	1 372,7	27,9	561,3	1 400,4	839,1	0,0	0,0	0,0	-1 760,6	-1 934,0	-173,4
Dont TSPP	137,9	84,1	-53,8	0,9	77,2	76,3	0,0	0,0	0,0	-22,6	-104,0	-81,4
Commerce International	692,3	678,2	-14,1	227,7	773,8	546,1	0,0	0,0	0,0	-762,2	-995,0	-232,8
Recettes non fiscales	162,6	185,6	23,0	510,9	192,4	-318,5	0,0	0,0	0,0	-617,4	-314,1	303,2
Dons et emprunts	949,3	399,8	-549,5	211,8	1 145,3	933,5	0,0	0,0	0,0	-1 028,0	-979,4	48,6
Dons affectés	757,7	272,2	-485,6	-376,4	404,9	781,4	0,0	0,0	0,0	-203,7	-517,0	-313,2
Dons non affectés	28,2	0,0	-28,2	751,6	209,8	-541,8	0,0	0,0	0,0	-752,9	-107,0	645,9
Allègement cdp PPTE	150,8	127,6	-23,1	-150,8	372,5	523,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-330,7	-330,7
Subventions Fonds Fiduciaire PPTE	12,6	0,0	-12,6	-12,6	158,1	170,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-24,7	-24,7
DEPENSES TOTALES	6 365,6	4 390,7	-1 974,9	1 816,0	5 554,4	3 738,4	0,0	0,0	0,0	-8 060,0	-7 506,2	553,9

	T1 2014			T2 2014			T3 2014			T4 2014		
	Prév. janv à mars - 14	Réal. Janv à mars - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 14	Réal. avril à juin - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 14	Réal. avril à juin - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 15	Réal. avril à juin - 15	Ecart
Dépenses courantes	3 199,6	2 527,5	-672,1	2 235,4	3 455,0	1 219,6	0,0	0,0	0,0	-5 324,9	-4 416,2	908,7
Traitements et Salaires	1 019,4	904,8	-114,6	804,6	916,7	112,1	0,0	0,0	0,0	-1 724,1	-1 390,8	333,4
Autres Biens et services	1 052,1	858,0	-194,2	838,9	1 221,0	382,1	0,0	0,0	0,0	-1 781,1	-1 433,0	348,0
Subventions et Transferts	800,7	533,7	-267,0	321,3	1 071,0	749,7	0,0	0,0	0,0	-979,0	-1 173,4	-194,4
Intérêts dus	327,4	231,0	-96,4	270,6	246,5	-24,1	0,0	0,0	0,0	-518,1	-419,1	99,0
Intérêts dette extérieure	158,7	138,7	-20,0	135,3	132,8	-2,5	0,0	0,0	0,0	-201,7	-213,1	-11,5
Intérêts dette intérieure	168,7	92,3	-76,4	135,3	113,7	-21,6	0,0	0,0	0,0	-236,2	-206,0	30,2
Dépenses en capital	3 160,3	1 853,6	-1 306,8	-413,6	1 858,4	2 272,1	0,0	0,0	0,0	-2 611,6	-2 839,4	-227,8
Financement externe FINEX	1 133,9	394,4	-739,5	-128,1	718,4	846,5	0,0	0,0	0,0	-895,2	-725,0	170,2
Financement interne investissement	2 018,2	1 452,3	-566,0	-303,3	1 133,1	1 436,5	0,0	0,0	0,0	-1 564,1	-2 104,6	-540,5
Finan.interne subvention en capital	8,2	6,9	-1,3	8,3	7,0	-1,3	0,0	0,0	0,0	67,7	-9,8	-77,6
Prises part, Prêts nets, Autres dép. en cap	5,6	9,6	4,0	-2,2	241,0	243,2	0,0	0,0	0,0	7 367,2	-250,6	-7 617,8
Restructuration entreprise	0,1	0,0	-0,1	6,2	0,0	-6,2	0,0	0,0	0,0	-6,2	0,0	6,2
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons compris)	-1 844,7	-73,7	1 771,0	836,4	-340,1	-1 176,5	0,0	0,0	0,0	1 049,3	512,6	-536,8
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons exclus)	-2 794,0	-473,5	2 320,5	624,7	-1 512,4	-2 137,1	0,0	0,0	0,0	2 260,8	1 519,0	-741,8
Arriérés de paiements	0,0	1,1	1,1	-176,3	-1,1	175,2	0,0	0,0	0,0	176,3	0,0	-176,3
Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieurs	0,0	1,1	1,1	192,2	-1,1	-193,3	0,0	0,0	0,0	-192,2	0,0	192,2
Dépenses en cours	15,4	-368,8	-384,2	-1 093,4	-98,3	995,1	0,0	0,0	0,0	1 121,3	428,7	-692,6
Ajust. Dépenses régies et autres comptes satellites	0,0	-71,3	-71,3	0,0	71,3	71,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE BASE CAISSE	-1 829,3	-512,7	1 316,6	-433,3	-446,1	-12,8	0,0	0,0	0,0	2 305,0	1 019,2	-1 285,8
FINANCEMENT	1 829,2	512,7	-1 316,6	433,4	446,1	12,8	0,0	0,0	0,0	-2 220,2	-1 019,2	1 201,0
Financement extérieur net	-110,2	200,0	310,2	878,8	-608,6	-1 487,4	0,0	0,0	0,0	-821,8	435,8	1 257,5

	T1 2014			T2 2014			T3 2014			T4 2014		
	Prév. janv à mars - 14	Réal. Janv à mars - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 14	Réal. avril à juin - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 14	Réal. avril à juin - 14	Ecart (cumul)	Prév. avril à juin - 15	Réal. avril à juin - 15	Ecart
Financement intérieur net	1 939,5	312,8	-1 626,7	-445,5	1 054,7	1 500,1	0,0	0,0	0,0	-1 402,5	-1 455,0	-52,5
Système bancaire	196,2	315,4	119,2	-3 316,2	1 055,2	4 371,4	0,0	0,0	0,0	3 076,1	-1 413,5	-4 489,6
BCRG	-454,1	494,2	948,3	-2 965,9	1 271,4	4 237,3	0,0	0,0	0,0	3 368,4	-1 984,0	-5 352,4
Banques primaires	1 921,3	0,0	-1 921,3	-1 621,3	-395,0	1 226,3	0,0	0,0	0,0	-431,7	570,5	1 002,2
Système non bancaire	1 743,3	-2,7	-1 745,9	2 870,7	-0,6	-2 871,3	0,0	0,0	0,0	-4 614,1	-41,5	4 572,6
Pm : SOLDE PRIMAIRE	-1 332,7	151,8	1 484,6	767,1	-520,5	-1 287,7	0,0	0,0	0,0	630,8	347,9	-282,9

Source : Direction Nationale du Budget

Annexe 5 : Evolution de l'indice des prix à la consommation

		Janv	fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2010	Indice Général	372,1	376,8	386,5	390,7	393,2	396,3	400,5	413,8	418,7	424	438,4	445,1
	Glissement annuel	10,40 %	12,10 %	15,90 %	13,6%	13,60 %	14,10 %	14,40 %	16,50 %	16,60 %	16,90 %	19,70 %	20,80 %
	Taux annuel moyen	4,60%	4,90%	5,60%	6,60%	7,60%	8,70%	9,70%	11%	12,20 %	13,40 %	14,40 %	15,50 %
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	11,90 %	12,50 %	13,90 %	12,70 %	12%	13%	13,60 %	14,70 %	13,70 %	13,50 %	15,90 %	15,60 %
	Indice Général	450,7	457,8	467,6	474,5	482,4	489,4	492,1	499,1	506,5	517,6	525,4	529,8
2011	Variation mensuelle	1,30%	1,6%	2,20%	2,30%	1,10%	1,50%	0,10%	1,50%	1,50%	2,20%	1,50%	0,80%
	Glissement annuel	21,10 %	21,50 %	21%	21,40 %	22,70 %	23,50 %	22,90 %	20,60 %	21,00 %	22,10 %	19,90 %	19%
	Taux annuel moyen	16,40 %	17,10 %	17,60 %	18,20 %	19,00 %	19,80 %	20,50 %	20,80 %	21,10 %	21,50 %	21,50 %	21,4
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	16,20 %	16,60 %	16,50 %	16,30 %	16,70 %	17,40 %	18,10 %	18%	18,80 %	19,60 %	18,30 %	18,80 %
2012	Indice Général	534,1	541,9	547,4	550,6	556,8	562,8	564,8	571,7	579,5	587,7	595	597,8
	Variation mensuelle	0,80%	1,50%	1,00%	0,60%	1,10%	1,10%	0,40%	1,20%	1,40%	1,40%	1,20%	0,50%
	Glissement annuel	18,50 %	18,40 %	17,10 %	16%	15,40 %	15%	14,80 %	14,50 %	14,40 %	13,50 %	13,20 %	12,80 %
	Taux annuel moyen	21,10 %	20,80 %	20,50 %	20%	19,40 %	18,70 %	18%	17,50 %	17%	16,30 %	15,70 %	15,20 %
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	18,40 %	18,20 %	17,90 %	13,50 %	12,50 %	13,20 %	11,80 %	11,10 %	10,10 %	9,70%	10,10 %	10,20 %
2013	Indice Général	603,9	611,6	618,4	622,3	625	630,1	633,8	638,6	645,4	656,2	660,8	665,6
	Variation mensuelle	1,00%	1,30%	1,10%	0,60%	0,40%	0,80%	0,60%	0,80%	1,10%	0,80%	0,70%	0,70%
	Glissement annuel	13,10 %	12,90 %	13%	13%	12,30 %	12%	12,20 %	11,70 %	11,40 %	10,30 %	10,50 %	10,20 %
	Taux annuel moyen	14,80 %	14,30 %	14%	13,80 %	13,50 %	13,30 %	13,10 %	12,80 %	12,60 %	12,30 %	12,10 %	11,90 %
	Inflation sous-jacente en glissement annuel	11,10 %	10,70 %	11,20 %	11,10 %	10,10 %	8,90%	9,60%	9,10%	9,00%	8,10%	8,10%	7,40%
2014	Indice	665,6	673,8	680	685,5	686,6	690,7	695,1	700	707,8	712,9	717,2	720,1

Général												
Variation mensuelle	0,70%	1,20%	0,90%	0,80%	0,20%	0,60%	0,60%	0,70%	1,10%	0,70%	0,60%	0,40%
Glissement annuel	10,20%	10,20%	10,00%	10,20%	9,90%	9,60%	9,70%	9,60%	9,70%	9,50%	9,30%	9%
Taux annuel moyen	11,60%	11,40%	11,20%	10,90%	10,70%	10,60%	10,30%	10,20%	10,00%	9,90%	9,80%	9,70%
Inflation sous-jacente en glissement annuel	7,40%	7,30%	6,50%	7,50%	7,40%	7,20%	7,00%	7,30%	7,30%	7,00%	6,90%	6,20%

Source : Institut National de la Statistique

Annexe 6 : Evolution de la balance des paiements (en millions de USD)

	Année 2012	Année 2013	Année 2014				Année 2014
			1T	2T	3T	4T	
A. Compte courant, à l' exclusion du groupe E	-1038,62	-1160,95	-490,03	-314,01	-282,75	-101,86	-1188,65
Biens: crédit	1927,59	1886,26	345,19	492,23	560,68	641,46	2039,56
Exportations f.à b.	1927,59	1886,26	345,19	492,23	560,68	641,46	2039,56
Autres	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Biens: débit	-2253,96	-2139,05	-587,08	-613,54	-647,83	-536,13	-2384,58
Importations f.a.b	-2243,98	-2136,52	-587,08	-612,97	-646,18	-535,74	-2381,97
Autres	-9,98	-2,53	0	-0,57	-1,65	-0,39	-2,61
Solde sur biens	-326,37	-252,79	-241,89	-121,31	-87,15	105,33	-345,02
Services: crédit	168,66	103,53	18,85	13,73	55,72	20,13	108,43
Transport	4,83	9,75	1,29	0	0,43	0	1,72
Autres	163,83	93,78	17,56	13,73	55,29	20,13	106,71
Services: débit	-891,38	-694,38	-193,15	-155,46	-146,3	-162,35	-657,26
Transport	-303,89	-296,39	-84,3	-74,4	-73,51	-63,97	-296,18
Autres	-587,49	-397,99	-108,85	-81,06	-72,79	-98,38	-361,08
Solde sur biens et services	-1049,09	-843,64	-416,19	-263,04	-177,73	-36,89	-893,85
Revenus: crédit	31,54	3,64	8,33	0,58	2,12	0,79	11,82
Revenus: débit	-153,52	-408,80	-108,52	-45,07	-68,52	-73,85	-295,96
Solde sur biens, services et revenus	-1171,07	-1248,80	-516,38	-307,53	-244,13	-109,95	-1177,99
Transferts courants: crédit	305,30	309,68	45,65	142,09	145,55	251,09	584,38
Transferts courants: débit	-172,85	-221,83	-19,3	-148,57	-184,17	-243	-595,04
B. Compte de capital, à l' exclusion du groupe E	248,36	243,75	21,07	34,47	19,24	21,07	95,85
Compte de capital: crédit	251,25	245,66	21,07	34,47	19,27	21,1	95,91
Compte de capital: débit	-2,89	-1,91	0	0	-0,03	-0,03	-0,06
	0,00	0,00					0,00
Total, groupes A et B	-790,26	-917,20	-468,96	-279,54	-263,51	-80,79	-1092,80
C. Opérations financières, à l' exclusion du groupe E	594,24	644,76	434,78	103,14	207,37	98,31	843,60
Investissements directs de l'économie à l'étranger	-2,92	-1,06	-0,08	-0,09	-0,11	-0,51	-0,79
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	606,47	133,96	10,56	5,67	12,69	1,95	30,87
Investissements de portefeuille: avoirs	-3,08	0,00	0	0	0	0	0,00
Titres de participation	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00

	Année 2012	Année 2013	Année 2014				Année 2014
			1T	2T	3T	4T	
Titres de créances	-3,08	0,00	0	0	0	0	0,00
Investissements de portefeuille: engagements	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Titres de participation	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Titres d'engagement	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Autres investissements: avoirs	-98,37	-98,70	15,86	-135,4	9,89	4,63	-105,02
Autorités monétaires	22,13	-52,13	0,07	-109,44	4,71	51,48	-53,18
Administrations publiques	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Banques	-71,75	46,60	33,01	53,58	2,4	12,61	101,60
Autres secteurs	-48,75	-93,17	-17,22	-79,54	2,78	-59,46	-153,44
Autres investissements: engagements	92,14	610,56	408,44	232,96	184,9	92,24	918,54
Autorités monétaires	22,47	4,23	26,46	9,19	43,44	-31,45	47,64
Administrations publiques	10,82	-167,77	46,06	66,83	35,08	77,33	225,30
Banques	-104,14	-22,29	8,17	-12,74	46,85	38,25	80,53
Autres secteurs	162,99	796,39	327,75	169,68	59,53	8,11	565,07
Total, groupes A , B et C	-196,02	-272,44	-34,18	-176,4	-56,14	17,52	-249,20
D. Erreurs et omissions, nettes	1,29	0,88	-0,19	-0,03	-0,06	0,04	-0,24
Total, groupes A, B, C et D (Solde à financer)	-194,73	-271,56	-34,37	-176,43	-56,2	17,56	-249,44
E. Financement	194,73	271,56	34,37	176,43	56,2	-17,56	249,44
Avoirs de réserve	-31,92	-50,60	1,66	115,09	14,69	-89,08	42,36
Utilisation des crédits et des prêts du FMI	-2,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Financements exceptionnels	228,65	322,16	32,71	61,34	41,51	71,52	207,08
Tirages sur nouveaux emprunts	72,00	193,15	28,74	59,03	35,67	66,92	190,36
Remises de dettes	169,91	165,83	0	0	0	0	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	29,55	23,26	3,96	2,63	4,7	6,61	17,90
Accumulation d'arriérés	0,00	0,00	1,14	0	1,14	2,72	5,00
Rééchelonnement d'arriérés	-6,23	-23,26	0	0	0	-4,73	-4,73
Annulations d'arriérés	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Dons reçus bonification du FMI	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Remboursement d'arriérés	-36,58	-36,82	-1,13	-0,32	0	0	-1,45
Engagements constituant des réserves pour autorités étrangères	0,00	0,00	0	0	0	0	0,00
Autres dons intergouvernementaux	0,00	0,00					0,00

	Année 2012	Année 2013	Année 2014				Année 2014
			1T	2T	3T	4T	
Pour mémoire							
<i>PIB à prix courants en millions de USD*</i>	5 681,0	6 512,4	1 814,7	1 814,7	1 814,7	1 814,7	7 258,8
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	85,52%	88,18%	58,80%	80,23%	86,55%	119,65%	85,53%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	74%	70,43%	89,00%	87,98%	78,04%	64,56%	79,90%
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	38%		49,00%	22,89%	2,76%	2,20%	19,21%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	26,93%	23,46%	24,00%	30,77%	31,07%	25,73%	27,89%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-18,28%	-17,83%	-27,00%	-17,30%	-15,58%	-5,61%	-16,38%
<i>Solde global en % du PIB</i>	-3,43%	-4,17%	-1,89%	-9,72%	-3,10%	0,97%	-3,44%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	637,27	696,74	715,89	717,57	741,36	777,17	777,17
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	2,43	2,95	2,75	2,80	2,80	3,34	3,07
<i>Service de la dette en millions de USD**</i>	257,39	256,74	64,18	64,18	64,18	64,18	256,72
<i>Encours de la dette (en millions USD)***</i>	1 305,2	2806,33	722,3	722,31	722,31	722,31	2889,23
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	22,97%	43,09%	39,80%	39,80%	39,80%	39,80%	39,80%
<i>Importations CAF</i>	2557,85	2435,44	671,38	687,94	721,34	600,1	2680,76

NB: * le PIB en 2013: prévision du cadrage macroéconomique

**** le Service de la Dette en 2013: prévision du cadrage macroéconomique**

***** L'encours de la Dette en 2013: prévision du cadrage**

macroéconomique

Source : Banque Centrale

Annexe 7 : Evolution des avoirs extérieurs nets, des réserves internationales et dépôts en devises entre 2013 et 2014

	mars-13	juin-13	sept-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc.-14
<u>Avoirs extérieurs nets</u>	<u>4 549,95</u>	<u>4 638,73</u>	<u>4 543,00</u>	<u>4 489,52</u>	<u>4 079,02</u>	<u>3 838,28</u>	<u>3 569,36</u>	<u>3 432,22</u>
<i>Réserves Internationales Brutes (en millions USD)</i>	623,83	669,92	658,91	697,07	715,89	717,57	741,36	777,17
<i>Réserves Internationales Nettes (en millions USD)</i>	523,00	529,53	527,62	559,36	543,62	554,22	550,83	569,55
Dépôts en devises	2 875,76	2 844,35	2 745,66	2 940,06	3 064,32	2 667,54	2 790,88	2 637,24
(en millions de dollars)	420,18	417,74	397,04	419,66	434,52	380,13	395,75	364,88

Source : Banque Centrale

Annexe 8 : Evolution des allocations au marché interbancaire de change en 2014

Date	Demande brute bancaire	Montant alloué par la BCRG en USD	Cours moyen pondéré	Contrepartie en GNF
Janvier	85 897 008,45	20 189 408,93	6 889,5127	139 100 261 286
Février	61 514 413,24	11 800 932,89	6 891,4524	81 327 161 505
Mars	42 988 309,65	11 673 074,75	6 892,9636	80 457 729 415
Cumul T1 2014	190 399 731,34	43 663 416,57	6 891,3096	300 885 152 205
Avril	61 621 412,35	13 481 236,67	6 892,3985	92 916 780 188
Mai	52 321 483,81	9 575 574,90	6 893,0339	66 007 747 751
Juin	45 795 026,43	10 083 725,22	6 871,1690	69 281 779 274
Cumul T2 2014	159 737 922,59	33 140 536,79	6 885,5338	228 206 307 213
Juillet	63 798 366,23	15 862 921,93	6 856,0366	108 753 943 437
Août	52 303 742,56	14 217 976,11	6 884,1239	97 879 938 137,85
Septembre	64 745 319,91	19 833 235,53	6 912,6631	137 115 991 698,64
Cumul T2 2014	180 847 428,70	49 914 133,57	6 884,2745	343 749 873 274
Octobre	96 253 474,25	29 808 489,66	6 945,3066	207 031 161 791,37
Novembre	91 271 189,85	24 747 252,63	6 979,7326	172 728 245 001,48
Décembre	85 649 535,58	30 069 943,34	7 018,4052	211 300 910 404,59
Cumul T2 2014	273 174 199,68	84 625 685,63	6 981,1481	591 060 317 197
Total 2014	804 159 282,31	211 343 772,56	27 642,2660	1 463 901 649 889

Source : Banque Central

Annexe 9 : Evolution des exportations des matières précieuses

<i>Exportations des matières précieuses</i>			
Année	Quantités d'or expédiées par les sociétés minières	Valeurs	
		USD	GNF
2012	16 075 636	792 387 082	5 547 516 444 066
2013	16 801 753	696 242 399	4 797 776 193 193
2014	18 316 546	695 965 217	4 897 025 050 249
Année	Quantités d'or artisanal expédiées par les privés	Valeurs	
		USD	GNF
2012	4 852 621	232 287 325	1 652 812 474 597
2013	5 775 841	243 212 845	1 679 979 436 049
2014	7 693 338	289 132 545	2 026 955 380 859
Année	Carats de diamants expédiés	Valeurs	
		USD	GNF
2012	414 505	39 035 912	275 523 232 882
2013	197 063	36 188 959	249 674 901 084
2014	162 107	28 039 375	196 931 439 683

Source : Banque Centrale

Annexe 10 : Evolution des importations avec les pays voisins en GNF

Pays	Importations		
	2012	2013	2014
Sierra Leone	90 320 532 886	2 718 433 315	59 360 722 569
Sénégal	109 129 483 353	115 599 435 900	124 758 057 452
Liberia	280 306 189 097	282 199 960 239	140 912 316 688
Guinée-Bissau	236 897 535	415 397 047	909 350 333
Côte du d'ivoire	81 146 765 838	168 330 604 059	166 842 964 513
Mali	163 612 771 091	91 452 144 754	288 703 832 557
Total	724 752 639 800	660 715 975 314	781 487 244 112

Source : Direction Générale des Douanes

Annexe 11 : Evolution des exportations avec les pays voisins en GNF

Pays	Exportations		
	2012	2013	2014
Sierra Leone	749 260 582 256	155 255 864 643	43 520 816 505
Sénégal	12 065 039 913	56 706 319 161	15 217 656 265
Liberia	107 537 537 054	27 446 093 510	18 978 954 595
Guinée-Bissau	6 190 126 146	2 153 918 864	2 176 026 116
Côte d'Ivoire	76 373 776 695	29 251 386 785	4 040 872 783
Mali	79 643 518 470	84 914 953 624	127 411 707 676
Total	1 031 070 580 534	355 728 536 587	211 346 033 940

Source : Direction Générale des Douanes